

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LA SARRE ET LE PLEBISCITE DE 1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 7 janvier 1935, à 14 heures

PAR

Fernand WIEDEMANN

Officier de la Légion d'Honneur. Croix de Guerre
Ingénieur des Arts et Manufactures

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. LE FUR, Professeur

Suffragants : MM. DE LA PRADELLE, Professeur
SCELLE, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS (PALAIS-ROYAL)

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550425_0060

LA SARRE ET LE PLÉBISCITE DE 1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

A UN CARREFOUR DE L'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

A la suite de la tuerie collective qui fit couler des torrents sang, coûta la vie à vingt millions de jeunes êtres et accumula des ruines matérielles et morales, qu'il ne sera jamais possible d'évaluer, et bouleversa les assises mêmes de la civilisation occidentale, l'humanité a cherché la formule rédemptrice susceptible de la sauver et de la préserver à jamais du retour de pareilles catastrophes.

Les hommes de bien ont ainsi senti l'impérieuse nécessité de se retourner vers des normes nouvelles. Ainsi sont nés, dans le domaine du droit positif, le Covenant, les protocoles, les pactes, etc., dont le nombre est allé en croissant au fur et à mesure que diminuait leur vertu et dont la multiplicité masque mal les promesses brisées et les espoirs déçus.

Aussi, l'inanité de l'action de la Société des Nations a-t-elle été affirmée et le mot de « faillite » prononcé.

Certes, les envolées idéologiques des créateurs et des animateurs de l'institution de Genève ont été, en général, trop hautes pour ne pas la détacher fréquemment du monde des réalités et des possibilités.

Est-ce à dire qu'elle ne pourra plus, dorénavant, justifier les espoirs que les peuples avaient fondés sur elle et qu'une certaine partie de l'humanité conserve encore ?

Cela ne paraît, en tous cas, possible qu'à la condition qu'elle sache, dorénavant, se placer sur le plan des réalités et limiter son action dans le cadre restreint de ses possibilités.

Le problème de la Sarre lui offre une occasion exceptionnelle d'agir avec efficacité et de prouver sa bienfaisance.

L'expérience sarroise, qui commença en 1919, alors que la loi militaire dictait encore sa volonté, entre maintenant dans une phase décisive.

La Société des Nations saura-t-elle continuer cette expérience qu'elle a conduite jusqu'à présent avec un succès incontestable ? Saura-t-elle, maintenant, faire respecter son autorité en agissant conformément à ses principes et en parachevant son œuvre sarroise ?

Si oui, elle pourra progressivement créer les matériaux et établir les fondements solides d'un édifice plus modeste qui, certes, ne percera pas les nuages, mais qui ne défiara pas non plus le courroux des dieux.

Alors, seulement, elle pourra mettre en œuvre ce nouveau droit international qui, rompant avec les errements passés, ouvrira à l'humanité les voies vers des destinées meilleures.

PREMIERE PARTIE

LA CONSULTATION POPULAIRE SARROISE

CHAPITRE PREMIER

Quel est le sens, la signification juridique et la portée de la consultation populaire sarroise et selon les textes du traité de Versailles à la lumière des précédents historiques

§. — LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES

A. — *Les plébiscites Napoléoniens Savoie et Comté de Nice. Le traité de Prague. Principe démocratique. — Théorie des nationalités*

Il nous a semblé utile de passer rapidement en revue les principaux plébiscites de l'Histoire, pour tâcher d'en dégager les principes directeurs. Ils n'ont certainement pas manqué d'exercer leur influence sur les esprits. Nous essaierons d'examiner dans quelle mesure les concepts anciens ont inspiré les auteurs du traité de Versailles. Ainsi, il sera plus aisé de comprendre la signification juridique et la portée de la consultation populaire sarroise.

Point n'est besoin, d'ailleurs, de remonter loin dans l'Histoire pour trouver des exemples de votes plébiscitaires ayant véritablement eu comme base la masse même d'une population, comme le veut, d'ailleurs, le sens étymologique du mot.

L'application n'en a été faite par les grandes nations que peu de temps après la grande révolution française ; c'était la consécration des principes démocratiques remettant au peuple le soin de décider la forme constitutionnelle sous laquelle il désire vivre.

En France, la consultation populaire reçut ses premières applications lors des constitutions de 1793, de l'an III et de l'an VIII, qui furent soumises à la ratification du peuple.

La violence des passions déchaînées à cette époque ne permet pas de croire qu'on ait fait fi des moyens de coercition, mais la foi et l'exaltation démocratiques ayant été grandes à ce moment, on peut admettre, cependant, que le résultat des votes était peut-être représentatif de la volonté populaire.

Les plébiscites du Consulat, du Premier Empire (plébiscite de l'an X confiant le Consulat à vie à Bonaparte et celui de l'an XII créant l'Empire) par contre, ne permettent pas d'avoir beaucoup d'illusions sur la sincérité des suffrages. Les questions étaient posées de telle façon que les réponses ne pouvaient être qu'affirmatives.

Le mode de vote comportait l'inscription nominative sur deux registres distincts ; sur l'un, de tous ceux qui votaient « pour » et sur l'autre de tous ceux qui votaient « contre ». Il limitait, de toute évidence, l'indépendance des votants qui n'osaient sans doute que très rarement braver la volonté des pouvoirs publics.

Napoléon III recommença l'expérience de son illustre oncle, dès le 14 décembre 1850.

Le mode opératoire devait, tout d'abord, être le même que celui pratiqué par Napoléon I^{er}, mais le vote public fut accueilli à Paris comme un procédé de contrainte, ce qui en disait long sur les plébiscites du Premier Empire.

Le scrutin secret ayant été adopté, Napoléon III fit encore usage du plébiscite le 21 novembre 1852. Il obtint de nouveau, comme il fallait s'y attendre, une majorité écrasante en sa faveur. La dernière consultation populaire, qui ne démentit pas son succès constant, et celui de ses agents électoraux, eut lieu le 8 mai 1870.

Quelques mois plus tard, chute de l'Empire et proclamation de la République, ce qui montre, s'il en était besoin, la précarité des décisions populaires et la versatilité des votants.

Une autre conclusion s'est déjà imposée : le plébiscite ne peut représenter la véritable opinion populaire que s'il est entouré de toutes les garanties assurant l'indépendance et la sincérité, sans cela il n'est qu'une comédie, dont le peuple est à la fois l'acteur et la victime involontaire.

A constater la prédilection des pouvoirs centralisés à outrance, sûrs de leur puissance (soit impériaux, soit dictatoriaux)

pour les consultations populaires, le soupçon est justifié de n'y voir qu'un témoignage à rebours des idées démocratiques, de même que l'hypocrisie est un hommage à la vérité.

Il serait, cependant, injuste, semble-t-il, de ne point admettre la sincérité de Napoléon III et la foi qu'il avait dans les formules démocratiques, car c'est avec une conviction profonde qu'il fit du plébiscite le véritable fondement de son action gouvernementale, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Fidèle à sa pensée, il transposa, en effet, la consultation populaire du plan interne constitutionnel sur le plan international.

Dès 1860, après la guerre d'Italie de 1859, le retour de la Savoie et du Comté de Nice à la France se fit à la suite du vœu qui en avait été exprimé par les habitants de ces provinces et l'idée de plébiscite trouva ainsi sa première application en droit international public.

L'idée démocratique s'était enrichie du principe des nationalités cher à Napoléon III et, du coup, l'individu devint sujet de droit international public, non point certes à titre personnel, mais comme une des multiples unités d'une majorité.

Napoléon III ne se contenta pas, d'ailleurs, d'appliquer son système aux délimitations de frontières auxquelles la France était directement intéressée, mais fit prévaloir ses idées partout où il le pouvait. Il parvint, ainsi, par son intervention à faire inscrire, dans l'armistice signé à Nikolsburg, qui mit fin à la guerre austro-prussienne contre le Danemark une clause accordant aux populations du duché de Slesvig, le droit de disposer du sort de leur pays. Cette clause, reprise par le traité de Prague, signé le 23 août 1866, était ainsi libellée :

« Sa Majesté l'Empereur d'Autriche transfère à Sa Majesté
« le Roi de Prusse, tous les droits que la Paix de Vienne du
« 30 octobre 1864 lui avait reconnus sur les duchés de Slesvig et
« Holstein, avec cette réserve que les populations du district du
« Nord du Slesvig seront de nouveau réunies au Danemark si
« elles en manifestent le désir, par un vote librement exprimé. »

Le plébiscite prévu ne fut jamais réalisé. L'Autriche et la Prusse convinrent, en effet, le 11 décembre 1878, que :

« Les deux parties contractantes sont tombées d'accord pour
« reconnaître la nécessité d'une révision de l'article susdit. »
(Traité de Prague, article 3.)

Bismarck reprit donc ce qu'il avait tout d'abord accordé sous la pression de Napoléon III. Entre les deux dates précitées se situent, en effet, Sedan et la chute de l'Empire français. Et, avec cette brutale et cynique franchise qui lui était propre, Bismarck, à la Diète constituante, s'exprima ainsi :

« Je conteste qu'un seul habitant de Slesvig puisse prétendre
« que le Traité conclu entre la Prusse et l'Autriche crée en sa
« faveur un droit de vote. L'Empereur d'Autriche, seul, a le
« droit d'exiger de nous l'exécution du Traité de Prague... En
« aucun cas, nous ne pourrions consentir à nous laisser tracer,
« de ce côté, une ligne frontière, qui compromettrait notre sécurité stratégique... »

Inutile de dire que l'idée du plébiscite n'effleura pas l'esprit de Bismarck lorsqu'en 1871, il annexa l'Alsace et la Lorraine.

Le plébiscite, après avoir joui d'un prestige extraordinaire, tout d'abord dans son application en droit interne et, ensuite, comme une véritable coutume de droit international public (en Italie — cession des îles Ioniennes par l'Angleterre à la Grèce, 1863) parut, à ce moment, comme définitivement balayé. L'idée démocratique de la libre disposition des peuples et le principe des nationalités semblaient à jamais condamnés. L'idée du droit du plus fort et celle de la sécurité stratégique en faveur du vainqueur emportaient désormais toutes autres considérations.

Car les quelques petits plébiscites qui eurent lieu depuis 1870 jusqu'au traité de Versailles ne sont réellement pas suffisamment importants quant à l'objet et quant à leur nature (plébiscite de 1905 séparant la Norvège de la Suède, plébiscite de l'île Saint-Barthélémy de 1870) pour arrêter ce retour en arrière vers les solutions de force, dont la deuxième partie du dix-neuvième siècle montre tant d'exemples.

Tout en condamnant le coup que Bismarck porta à la fois à l'idée démocratique et à la théorie des nationalités, il n'est pas possible, en toute sincérité, d'admettre le système opposé de Napoléon III.

Certes, on argue du principe démocratique, on invoque la liberté des votants, mais la consultation populaire n'est mise en scène que parce qu'on ne croit ni à l'un ni à l'autre. Le plébiscite est affaire du pouvoir qui l'organise et qui est sûr de son résultat.

Il est donc difficile d'admettre raisonnablement qu'un plé-

biscite puisse vraiment, et d'une façon totale, être indépendant et sincère.

Admettons, cependant, qu'on puisse, grâce à une organisation rationnelle et minutieuse du plébiscite et à un système de votation parfait, assurer l'indépendance des votants et obtenir une manifestation sincère de leur volonté. On est aussitôt amené à faire une nouvelle hypothèse plus invraisemblable encore que la première. Il faut, en effet, si on désire que le plébiscite représente autre chose qu'une simple satisfaction d'amour-propre donnée au peuple, qu'on suppose que le vote émis par chaque individu soit désintéressé et objectif.

Désintéressé ! Hélas ! on ne le sait que trop : sauf à certaines périodes d'exaltation et de mysticisme, les décisions de l'individu ne sont, en général, dictées que par de petites considérations personnelles : besoins matériels, avantages pécuniaires, honneurs, passions individuelles, etc...

Faisons, cependant, encore, un acte de foi dans le désintéressement des votants et admettons qu'ils puissent s'élever au-dessus de toutes ces petites contingences personnelles.

Reste l'objectivité : « L'homme de la rue », qui a déjà tant de difficultés à élire un simple député honnête et instruit, est-il capable de trancher de graves et complexes questions, même ramenées à un simple petit questionnaire ?

Les imperfections morales et intellectuelles, même des hommes les plus instruits et les plus cultivés, les empêchent de s'unir dans une même doctrine, de quelque domaine qu'il s'agisse et même l'expérience des faits journaliers est insuffisant pour les inciter à rectifier leurs opinions contradictoires. Seul, le heurt violent avec les réalités et de véritables catastrophes ramènent quelquefois les humains dans le droit chemin de la vérité et généralement pour trop peu de temps.

Qu'il faille subir les conséquences des erreurs de nos grands esprits, cela paraît inéluctable dans les conditions actuelles de notre société humaine, mais qu'on remette en question certains problèmes — quelquefois depuis longtemps résolus — en les soumettant au jugement d'un aéropage populaire, tout au moins ignorant et versatile, cela paraît presque, à vrai dire, une gageure.

Il semble donc, puisque le désintéressement et l'objectivité sont des vertus rares, que l'autonomie absolue des volontés individuelles n'est pas très souhaitable, même lorsqu'elle ne doit s'exercer que dans le domaine restreint du droit public interne.

Le plébiscite, même réalisé dans ce cadre limité, ne peut donc donner que des résultats médiocres et douteux.

A fortiori, ne semble-t-il pas rationnel de s'en servir dans le droit international public comme moyen de délimitation des frontières car on étend alors davantage encore la compétence des masses populaires appelées à trancher des questions de la plus grande complexité. On les invite à résoudre un problème auquel elles ne sont pas seules intéressées et à prendre une décision dont elles ne sont pas seules à supporter les conséquences. Le fait est d'autant plus grave que la majorité sortie des urnes ne correspond pas — ne fut-ce qu'à cause des abstentionnistes — à la majorité de la population. Surtout, on les fait juges d'un concept aussi imprécis et diffus que celui de « nation » et sur lequel elles n'ont que de vagues notions inconscientes et sentimentales.

Certes, pour nous, Français, la « nation » représente quelque chose de concret, de vécu, existant autant dans les esprits que dans les cœurs.

Il existe chez nous une identité de culture, de mœurs, de souvenirs historiques et la conscience très nette de former une seule et unique société politique.

« La nation est pour nous la Patrie ; la nationalité, le sentiment d'une fraternité profonde et d'un amour identique « pour le sol natal. » (Moye.)

Il y a donc un fondement très réel de la nationalité française, mais il est incontestable que, définie comme précédemment, elle ne serait, en dernière analyse, qu'un phénomène psychologique et subjectif.

La nationalité française est davantage : c'est l'œuvre séculaire de nos Rois qui ont su créer une civilisation très caractérisée, distincte de toutes les autres.

C'est un fait historique, qui a subi l'épreuve du temps. Le sentiment national français a des racines puissamment plantées dans le temps et l'espace : mais notons en passant qu'il est conservateur et statique, en opposition à certains nationalismes par trop dynamiques.

Mais si on veut, en partant du cas particulier français, établir une définition générale du concept « nation » et l'appliquer en particulier à l'ensemble des peuples réunis naguère sous le sceptre des Hohenzollern, on se trouve immédiatement en contradiction avec les réalités.

Prenons une des définitions classiques que cite le professeur Moÿe :

« La Nation, c'est un ensemble d'hommes de même race, de même langue, de même civilisation, ayant un patrimoine historique identique ou commun, ayant surtout la conscience de vouloir former une simple et unique société politique. »

Les théoriciens d'outre-Rhin négligeant, et pour cause, l'ensemble des éléments de cette définition, puisqu'ils n'existent pas dans le Reich dit pourtant « totalitaire », n'en conservent que le premier caractère. Pour eux, tout ce qui fait partie de la « race » allemande est de « nation » allemande et ils donnent ainsi à ce concept un fondement essentiellement ethnique.

Or, ce pays, où sévit actuellement l'idée raciste est peut-être un de ceux où elle trouve le plus difficilement son application. Pour le démontrer, il suffit de rappeler quelques vérités universellement connues mais qu'il n'est pas inutile de répéter, ne fut-ce que pour les opposer à un nationalisme exclusif, pédant et agressif.

La première couche ethnique signalée par l'histoire, à l'ouest et au sud de l'Elbe, a été constituée par les Gaulois. Il est difficile d'affirmer que ceux-ci y ont fait souche dans toute l'étendue du territoire qu'ils occupaient. Il semble, cependant, certain qu'à l'intérieur du *limes romanus*, il y eut une race gallo-romaine, dont l'histoire remplit au moins deux à trois siècles.

Les Francs qui y ont pénétré ensuite et ont débordé toute la Rhénanie et la Bavière actuelles, constituent une deuxième couche ethnique.

Sont venues ensuite toutes ces tribus germaniques qui, dès avant l'ère chrétienne, avait déferlé sur l'Occident. Une des plus importantes, restée en Allemagne, a été sans doute la tribu saxonne, qui a si âprement combattu Charlemagne et qui semble s'être définitivement établie entre le Rhin et l'Elbe.

Enfin, toutes ces races slaves, dont les Prussiens, les Brandebourgeois et les Poméraniens sont issus, forment encore un autre élément ethnique bien différent des précédents.

En sorte qu'aujourd'hui encore, il existe des différences de race très marquées entre un Bavarois et un Saxon, entre un Rhénan et un Prussien, entre un Mecklembourgeois et un Westphalien et les vingt-six Etats qui existaient encore en Allemagne en 1918 montrent à quel point ce pays, même de nos jours, était encore divisé, sans même parler de cette mosaïque de petits

Etats, infiniment nombreux, que présentait la carte de « l'Empire » allemand au cours des siècles passés et dont la différenciation n'était pas exclusivement politique.

Ajoutons à cela la multiplicité des confessions religieuses, accentuant encore la différence des races, et entretenant au moins trois mentalités différentes, celle du groupe des innombrables sectes protestantes, celle des catholiques et celle des juifs. L'unité de langue même n'a jamais été entièrement obtenue malgré les réglementations draconiennes imposées plus particulièrement aux éléments français, polonais et danois qui se trouvaient incorporés dans les frontières du Reich.

L'action brutale et guerrière des dynasties qui ont régné sur la Prusse est arrivée petit à petit à grouper ces éléments disparates.

Cette action était loin d'être terminée au dix-neuvième siècle. Bismarck la poursuivit avec une énergie farouche. Il convertit « les frères allemands » et les fit passer sous l'hégémonie prussienne par le fer et par le feu. L'unité du Reich s'est faite dans le sang, mais il ne coula pas seulement à Kœnigraetz, mais également à Sedan. Le sang français y a donc eu sa très large et très tragique part.

La nation allemande ne représente donc pas une convergence de volontés et de sentiments populaires, mais un phénomène artificiel d'une politique à caractère agressif et belliqueux.

De même, le sentiment national allemand auquel, avant 1870, il était bien difficile de donner une frontière, est plutôt le fruit que la cause d'une action politique réfléchie et féroce appliquée. Aujourd'hui encore où est cette frontière ? Le Luxembourg et l'Autriche ne veulent pas être englobés par elle. Le sentiment national allemand, même dans les frontières du Reich, n'est d'ailleurs pas définitif, mais se transforme encore de nos jours.

En 1913, nul ne songeait, en Rhénanie, à se séparer de l'Allemagne. En 1919, cependant, l'autonomisme rhénan s'était développé à un tel point qu'il aurait sans doute triomphé si, de l'étranger, on ne l'avait contrarié.

Le sentiment national allemand est, en outre, un phénomène psychologique tout particulier, qu'il n'est guère possible de comparer avec son homologue français.

La France, la Mère Patrie, la Nation française, sont tout un. Le Reich, das Vaterland, le Deutschtum, sont des notions très nettement distinctes les unes des autres et le sentiment national

allemand ne peut être confondu avec le sentiment d'attachement au Reich.

Les faits sont donc les suivants :

Au point de vue ethnique, il est difficile de tracer des limites séparant les nations les unes des autres et cela, même si c'était possible, ne serait d'ailleurs pas toujours souhaitable.

A la suite du prodigieux développement des moyens de communication, de véritables migrations de peuples se sont produites, certes moins apparentes que celles du moyen âge, mais plus insidieuses et aussi certaines. Les races se sont plus intimement mélangées, plus particulièrement dans les régions frontières.

Ainsi, le Territoire de la Sarre a été submergé de fonctionnaires prussiens, mais les éléments autochtones qui y existaient en 1814-1815 ont fait souche et leurs descendants fusionnant avec les émigrés ont formé une race qui n'est peut-être plus lorraine, mais qui n'est certes pas davantage prussienne.

Les frontières ne pouvant être tracées selon les principes théoriques du racisme et de l'ethnographie, faut-il les laisser courir au gré des volontés individuelles censées exprimer un sentiment national ?

Il ne semble vraiment qu'on puisse, de nos jours, retenir cette solution.

Les sentiments du peuple sont réglés par des lois et des réflexes psychologiques rudimentaires et sujets à des influences multiples, plus particulièrement à notre époque où les moyens de pression et de propagande se sont développés à outrance. Ses décisions, surtout en matière de délimitation de frontières, ne sont pas spontanées, mais bien la résultante d'une foule de facteurs que le votant ignore généralement lui-même, mais que les nations intéressées au vote mettent puissamment en œuvre pour guider et déterminer sa volonté.

Le peuple est donc mauvais juge de ses affinités nationales, si toutefois elles le poussent sincèrement vers une nation déterminée, et on ne peut subordonner son sort à l'impulsion sentimentale d'une majorité.

Plus particulièrement, le « sentiment » national qu'un scrutin prêterait à la majorité de certaines collectivités de langue allemande n'est peut-être pas un critère décisif.

La théorie des nationalités n'a-t-elle donc plus aucune valeur, et les principes démocratiques de la libre disposition des peuples ne sont-ils donc plus valables ?

Certes, le principe des nationalités tel que Napoléon III a voulu l'appliquer au cours du dix-neuvième siècle, représentait un progrès réel sur toutes les raisons invoquées jusqu'alors pour justifier les conquêtes et déterminer un changement dans le tracé des frontières : droits du vainqueur, théorie de la race élue, prétendu droit d'une civilisation supérieure, droit du poing (*Faustrecht*), etc...

De nos jours, cependant, le principe des nationalités, basé sur un concept des plus imprécis, n'ayant aucun fondement rationnel, ne peut plus donner la clef du grave problème qui se pose chaque fois qu'il y a lieu de déterminer de nouvelles frontières.

Le principe démocratique de la libre disposition des peuples est évidemment respectable, mais à condition qu'il s'agisse d'une liberté véritable et totale. Il s'agit de s'incliner devant elle et non point devant son masque, dont se pare la violence.

Le droit international moderne devrait donc, semble-t-il, ramener la valeur d'un plébiscite à sa juste valeur : un simple moyen donné aux individus de faire connaître leurs volontés et leurs sentiments, sans que l'expression de cette volonté entraîne nécessairement une obligation juridique.

Il ne faudrait donc plus croire, ou feindre de croire, que des urnes sortira nécessairement : ni l'expression pure et spontanée de la volonté sincère des votants, ni l'intérêt véritable de la collectivité, ni une frontière conforme au bien être moral et matériel de toutes les collectivités intéressées au plébiscite.

Il faut donc ne recueillir le résultat d'un plébiscite qu'avec toutes les réserves qu'imposent les imperfections, les lacunes et les vices inhérents à tout vote populaire.

Il devra donc être étudié avec tout le sérieux et l'impartialité que commande une question aussi grave, mais ne devra pas être considéré, lorsqu'il s'agit du tracé des frontières, comme le seul et unique facteur décisif.

Il faudra tenir compte d'autres principes, d'importance égale ou supérieure.

Nous chercherons à déterminer la position des rédacteurs du traité de Versailles, en examinant les plébiscites principaux qu'ils ont prescrits.

B. — *Les plébiscites d'après-guerre. — Haute-Silésie 1921.
Sleswig 1920.*

Les deux plébiscites les plus importants qui ont eu lieu en application du traité de Versailles, sont celui de la Haute-Silésie et celui du Sleswig.

Nous tâcherons d'en dégager l'esprit et les principes.

Le plébiscite de Haute-Silésie a été fixé par l'article 88 du dit traité de Paix ainsi conçu :

« Dans la partie de la Haute-Silésie comprise dans les limites ci-dessous décrites, les habitants seront appelés à désigner par voie de suffrage s'ils désirent être rattachés à l'Allemagne ou à la Pologne... »

« Les gouvernements polonais et allemands s'engagent dès à présent, chacun en ce qui le concerne, à n'exercer sur aucun point de leur territoire aucune poursuite et à ne prendre aucune mesure d'exception pour aucun fait politique survenu en Haute-Silésie pendant la période du régime prévu à l'annexe ci-jointe et jusqu'à l'établissement du régime définitif de ce pays. »

Ajoutons encore les passages principaux de l'annexe :

« Paragraphe premier. — Dès la mise en vigueur du présent traité, et dans un délai qui ne devra pas dépasser quinze jours, les troupes et les autorités allemandes que pourra désigner la Commission prévue au paragraphe 2, devront évacuer la zone soumise au plébiscite. Elles devront, jusqu'à complète évacuation, s'abstenir de toutes réquisitions en argent ou en nature et de toute mesure susceptible de porter atteinte aux intérêts matériels du pays.

« Dans le même délai, les conseils des ouvriers et soldats institués dans cette zone seront dissous ; ceux de leurs membres qui seraient originaires d'une autre région, exerçant leurs fonctions à la date de la mise en vigueur du présent traité, ou les ayant quittées depuis le 1^{er} mars 1919, seront pareillement évacués.

« Toutes les sociétés militaires et semi-militaires formées dans ladite zone par des habitants de cette région seront immédiatement dissoutes. Ceux des membres de ces sociétés non domiciliés dans ladite zone devront l'évacuer. »

Paragraphe 3. —

« Elle prendra toutes les mesures propres à assurer la liberté,
« la sincérité et le secret du vote. Elle pourra notamment pro-
« noncer l'expulsion de toute personne qui aura, d'une façon
« quelconque, tenté de fausser le résultat du plébiscite par des
« manœuvres de corruption ou d'intimidation.

« Paragraphe 5. —

« A la clôture du vote, le nombre des voix dans chaque
« commune sera communiqué par la Commission aux principa-
« les puissances alliées et associées, en même temps qu'un rap-
« port détaillé sur les opérations de vote et qu'une proposition
« sur le tracé qui devrait être adopté comme frontière de l'Alle-
« magne en Haute-Silésie, en tenant compte du vœu exprimé par
« les habitants ainsi que de la situation géographique et écono-
« mique des localités. »

Le traité de Versailles prescrivit donc, d'emblée, l'évacuation de la zone plébiscitaire silésienne par les troupes et les autorités allemandes et la dissolution des sociétés militaires, ou semi-militaires, alors que pareilles prescriptions n'ont pas été formulées pour la consultation populaire sarroise.

La nécessité d'assurer la sécurité des votants et la sincérité du suffrage s'imposant pour la Sarre comme elle s'était imposée pour la Silésie, on ne peut expliquer cette différence qu'en se référant à l'importance et aux pouvoirs respectifs donnés aux organismes chargés de ces deux plébiscites.

Les fonctions de la Commission internationale silésienne étaient précises et bien déterminées et son existence était d'ailleurs limitée à l'exécution de sa mission.

Le traité de Versailles a, au contraire, confié au Conseil de la Société des Nations, représentant permanent de l'institution de Genève, un mandat presque illimité quant à ses pouvoirs pour organiser la consultation populaire sarroise.

En conséquence, il va sans dire que le Conseil de la Société des Nations, pour assurer la liberté, la sincérité et le secret du vote, devra s'inspirer du précédent silésien pour prendre lui-même des mesures analogues, si celles-ci s'avéraient indispensables.

Il aurait, plus particulièrement, l'obligation de dissoudre toutes les sociétés militaires ou semi-militaires pouvant influencer sur la bonne marche du plébiscite.

Or, tous les votants sarrois susceptibles de voter en faveur du rattachement à l'Allemagne sont embrigadés dans les formations nazies, qu'il est bien difficile de distinguer des sociétés semi-militaires, voire militaires. Le truchement du « Front allemand » n'a rien changé aux réalités.

A noter aussi que le traité de Versailles ne s'est pas contenté, pour le plébiscite silésien, de *formuler* des prescriptions, mais a cru sage d'en assurer l'application en faisant occuper les territoires soumis au plébiscite par des troupes des puissances alliées. Il y a donc là un précédent intéressant dont les résultats justifient la réalisation de pareilles mesures en Sarre.

Signalons, enfin, que le tracé des frontières germano-polonaises a été fixé par la Commission Internationale et qu'elle a, pour ce faire « tenu compte », non seulement des vœux exprimés par les habitants, mais aussi de la situation géographique et économique des localités.

Le plébiscite silésien, qui a eu lieu en 1921, alors que l'esprit du traité n'avait pas encore été grignoté et faussé, n'a donc pas appliqué d'une façon brutale la volonté exprimée par les suffrages.

Le plébiscite du Sleswig a été organisé et réalisé dans le même esprit.

Là aussi, les troupes et les autorités allemandes devaient, et ont, effectivement, évacué la zone soumise au plébiscite et la Commission de plébiscite se fit assister de forces militaires.

Là aussi, le tracé des frontières a été déterminé par plusieurs facteurs : le résultat du vote d'une part et les conditions géographiques et économiques d'autre part.

L'article 110 du traité de Versailles relatif au plébiscite de Sleswig est, en effet, ainsi conçu :

« En attendant d'être précisée sur le terrain, une ligne frontière sera fixée par les principales puissances alliées et associées, d'après un tracé basé sur le résultat des votes et proposé par la Commission internationale, et en *tenant compte des conditions géographiques et économiques particulières des localités.* »

Comme pour la Silésie, en conséquence, la frontière germano-danoise a été établie en fonction des conditions géographiques et économiques particulières des localités et non point uniquement sur le vu du scrutin, bien que dans le plébiscite de Sleswig il se soit agi d'une situation relativement simple, beau-

coup moins enchevêtrée, économiquement parlant, qu'en Silésie, et dans la Sarre, et malgré la forme impérative de l'article 109, disant que :

« La frontière entre l'Allemagne et le Danemark sera fixée
« conformément aux aspirations des populations. »

On peut donc conclure que le traité de Versailles faisant prévaloir le bon sens sur les doctrines désuètes et simplistes du dix-neuvième siècle, n'en a pas appliqué à la lettre les principes démocratiques et la théorie des nationalités, ni au plébiscite de Silésie, ni à celui du Sleswig.

Le résultat sorti des urnes n'a été qu'un élément d'appréciation pour les Commissions internationales chargées de la décision finale et qui l'ont prise avec sagesse et équité.

L'esprit dans lequel ont été prescrits et organisés les deux plébiscites précités ayant été dégagé, examinons, maintenant, comment les auteurs du traité de Versailles ont compris la consultation populaire sarroise.

§ 2. — LE TEXTE DE DROIT POSITIF QUI RÉGIT LA CONSULTATION POPULAIRE SARROISE : LE TRAITÉ DE VERSAILLES

Le texte de droit positif qui est à la base de la consultation populaire sarroise est le traité de Paix de Versailles signé le 28 juin 1919 et entré en vigueur le 10 janvier 1920, à 16 h. 30.

Tout ce qui a trait à la Sarre se trouve dans la section 4, de la partie 3, de ce traité de Paix.

Cette section est divisée en six articles : 43 à 50 et en une annexe au dernier article, annexe fort longue, divisée elle-même en trois chapitres,

Rappelons les passages principaux ayant trait à la consultation populaire :

Article 49, deuxième alinéa :

« A l'expiration d'un délai de quinze ans à partir de la mise
« en vigueur du présent traité, la population dudit territoire
« sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle
« désirerait se voir placer. »

Dans le préambule de l'annexe, on lit :

« ... Les conditions dans lesquelles ces populations seront
« appelées à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle dé-
« sirerait se voir placer ont été fixées comme il suit... »

Viennent ensuite :

Le chapitre premier de cette annexe ayant comme titre :
« des propriétés minières cédées et de leur exploitatoir » ;

Le chapitre 2 : « Gouvernement du Territoire du Bassin
de la Sarre » et, enfin,

Le chapitre 3, intitulé : « La consultation populaire » .

Ce dernier chapitre seul nous intéresse dans l'étude que nous
essayons de faire présentement.

Ce dernier chapitre de l'annexe débute par le paragraphe 34,
qui est véritablement le texte de base de la consultation popu-
laire.

Nous croyons utile de le rappeler :

Paragraphe 34.

« A l'expiration d'un délai de quinze ans, à compter de la
« mise en vigueur du présent traité, la population du territoire
« du Bassin de la Sarre sera appelée à faire connaître sa volonté
« comme il suit :

« Un vote aura lieu par commune ou par district et portera
« sur les trois alternatives suivantes : a) maintien du régime éta-
« bli par le présent traité et par la présente annexe ; b) union à
« la France ; c) union à l'Allemagne.

« Le droit de vote appartiendra, sans distinction de sexe, à
« toute personne âgée de plus de vingt ans, à la date du vote,
« habitant le territoire à la date de la signature du traité.

« Les autres règles, les modalités et la date du vote seront
« fixées par le Conseil de la Société des Nations, de façon à assu-
« rer la liberté, le secret et la sincérité des votes. »

Suit le *paragraphe 35*, débutant ainsi :

« La Société des Nations décidera la souveraineté sous la-
« quelle le Territoire sera placé en tenant compte du désir expri-
« mé par le vote de la population... »

Et les trois alinéas a), b), c), commencent ainsi :

« Dans le cas où pour tout ou partie du territoire, la *Société*

« des Nations déciderait... le maintien du régime établi par le
« présent traité... l'union avec la France... l'union avec l'Alle-
« magne... »

Rappelons encore le début du *paragraphe 36* :

« Dans le cas où la *Société des Nations* déciderait l'union
« avec l'Allemagne de tout ou partie du Territoire du Bassin
« de la Sarre... »

Tous les textes rappelés ci-dessus établissent ce qui suit :

1° L'obligation d'une consultation populaire, à l'expiration
d'un délai de quinze ans, à compter de la mise en vigueur du
présent traité ;

2° Le vote portera sur trois alternatives seulement ;

3° C'est le *Conseil* qui fixera les modalités et la date du vote.
Il devra assurer la liberté, le secret et la sincérité du vote ;

4° C'est la *Société des Nations* qui décidera de la souverai-
neté sous laquelle le Territoire sera placé ;

5° La décision de la *Société des Nations* ne portera pas glo-
balement sur l'ensemble du Territoire, mais sur chaque com-
mune ou chaque district séparément, dont les sorts respectifs
pourront, par conséquent, être différents ;

6° Le vote aura lieu par commune ou par district.

Toutes ces obligations, bien que précises dans leur ensem-
ble, ont déjà fait l'objet de discussions et ont été interprétées
diversement.

Nous voudrions examiner les points litigieux et essayer de
dégager le sens et la signification des prescriptions précitées.

Tout d'abord, les divergences d'interprétation sur un point
capital, à savoir : sur la nature du rapport qui existe entre la
décision finale de la *Société des Nations* et le résultat du vote.

La décision est-elle seulement fonction de la consultation
populaire ou la *Société des Nations* devra-t-elle, de toute néces-
sité, consacrer les résultats de la consultation populaire, ainsi
que le prétend le docteur Curt Groten, porte-parole de l'Alle-
magne (1) ?

Afin de tâcher d'élucider cette importante question, analy-

(1) CURT GROTEN : Die Volksabstimmung im Saargebiet.

sons fidèlement l'esprit des passages du traité de Versailles ayant trait à cette consultation populaire.

Tout d'abord, l'article 47, dont le texte français est ainsi conçu :

« En vue de pourvoir, en temps opportun, au statut définitif du Bassin de la Sarre, *en tenant compte des vœux* de la population, la France et l'Allemagne acceptent les dispositions « du chapitre 3 de l'annexe ci-jointe. »

Le texte anglais du même article ne traduit pas littéralement la rédaction française. Au lieu de dire :

« *En tenant compte des vœux de la population* », le rédacteur anglais écrit :

« ... *in accordance with the wishes of the population.* »

Au contraire, la traduction officielle allemande, conforme au texte français, dit :

« ... *unter Berücksichtigung der Wünsche der Bevölkerung.* »

Il est certain que la rédaction anglaise de l'article 45 diverge, en apparence tout au moins, du texte français, si on donne au terme « in accordance » son acception restreinte et qu'on le traduise en français « en conformité », expression qui est, d'ailleurs, comme le mot anglais, susceptible d'une certaine élasticité. Les deux termes peuvent, cependant, être remplacés par l'expression « en harmonie », ce qui n'implique pas nécessairement une identité et ne donne pas au résultat du vote un caractère impératif.

C'est bien d'ailleurs ainsi que le traducteur allemand a entendu l'expression « in accordance », car, au lieu de mettre le mot « Uebereinstimmung », qu'il aurait dû employer s'il avait voulu traduire le terme anglais dans son acception restreinte, il a bien mis « Berücksichtigung », qui correspond exactement au terme français et, nous osons le dire, à l'esprit de la rédaction anglaise.

Notons, d'ailleurs, que cet article 47 a pour but essentiel de dicter à la France et à l'Allemagne l'obligation d'accepter les dispositions du chapitre III. La phrase principale de cet article dit, en effet : « ... l'Allemagne et la France acceptent... » — la fraction de phrase « en tenant compte des vœux de la population » est, au contraire, subordonnée au deuxième degré.

Il est donc bien plausible d'admettre que l'attention du

rédacteur anglais ait été fixée sur l'objet principal de cet article, au détriment des incidentes.

Nous verrons, d'ailleurs, que c'est bien le texte français du paragraphe 47 qui est conforme à la pensée des auteurs français et anglo-saxons du traité, car, dans tous les autres passages, le rédacteur anglais reproduit littéralement le texte français.

Ainsi, à l'article 49, deuxième alinéa, les rédactions françaises et anglaises coïncident parfaitement :

« ... At l'expiration d'un délai de quinze ans, à dater de la mise en vigueur du présent traité, la population dudit Territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placer. »

Le texte anglais est identique au texte français :

« ... the inhabitants of the said territory shall be called upon to indicate the sovereignty *under which they desire to be placed* ».

La traduction officielle allemande de cet alinéa est conforme aux textes français et anglais :

« ... wird die Bevölkerung dieses Gebietes. Zu einer Aeusserung berufen, unter welche Souveränität sie zu treten wünscht. »

Il n'y a donc pas la moindre divergence entre ces trois textes. Le sens en est très clair, aucune ambiguïté dans leur interprétation n'est possible.

Le texte français de l'annexe, à l'article 50, répète identiquement les mêmes mots que ceux employés à l'article 49 :

« ... ces populations seront appelées à faire connaître la souveraineté *sous laquelle elles désireraient se voir placer.* »

Le texte anglais ne traduit pas littéralement le texte français ; mais ce n'est point pour reprendre les termes de l'article 47, ni même ceux de l'article 49, mais bien pour minimiser quelque peu ces derniers.

Il est dit, en effet :

« ...to indicate the sovereignty under which they *may wish to be placed* »,

au lieu de :

« ... under which they desire to be placed... »

Le désir exprimé par le suffrage prend ainsi, dans cette

rédaction, une position plus subordonnée encore. Le verbe « to may » précédant le verbe to wish en efface complètement le caractère impératif qu'il pourrait avoir. Le « student's english dictionary » expliquant le mot « to may » dit : « used generally to imply possibility with contingency ».

Le chapitre 3 de l'annexe à l'article 50 s'intitule en français « consultation populaire ». Le texte anglais dit « plébiscite » et la traduction allemande emploie le mot de « Volksabstimmung ». Visiblement, le traducteur allemand établissant une distinction, a évité avec soin le mot « plébiscite » auquel l'usage qui en avait été fait au dix-neuvième siècle risquait de donner une signification particulière, que n'a pas le mot de « consultation populaire ».

Le rédacteur anglais, lui, ne fait pas la nuance. Est-ce par impossibilité, par suite d'une insuffisante souplesse de la langue anglaise, est-ce à dessein ou est-ce par inadvertance ?

Il ne semble pas, cependant, que le traducteur anglais, en employant ce mot de « plébiscite », au lieu d'un mot traduisant plus fidèlement l'expression française de « consultation populaire » ou celles de « Volksabstimmung » et de « Aeusserung », dont se sert la traduction officielle allemande, ait voulu donner à ce mot de « plébiscite » un caractère impératif que n'ont ni le mot « consultation populaire » ni les deux expressions allemandes précitées.

Il est à noter que la Commission du gouvernement du Territoire de la Sarre a choisi une prudente ligne médiane, en se servant du mot « vote plébiscitaire ».

Enfin, le texte le plus important et le plus explicite relatif aux pouvoirs donnés à la S.D.N., nous le trouvons au paragraphe 35 de l'annexe. Ici, il ne s'agit pas d'incidentes, mais bien de l'objet essentiel du paragraphe, d'une phrase principale prescrivant à la Société des Nations de décider de la souveraineté du Territoire. Ici, la nature du rapport existant entre cette décision et le vote de la population est nettement établi.

Rappelons ce paragraphe capital, qui est comme la charte de la S.D.N. en ce qui concerne ses droits et obligations à l'égard du statut futur de la Sarre.

Paragraphe 35 :

« La Société des Nations décidera de la souveraineté sous laquelle le Territoire sera placé, *en tenant compte* du désir « exprimé par le vote de la population. »

Le rédacteur anglais s'exprime ainsi :

« *On the sovereignty under which the territory is to be placed, taking into account the wishes of the inhabitants as expressed by the voting.* »

La traduction officielle allemande emploie de nouveau le mot « *Berücksichtigung* », ce qui établit une identité parfaite des trois textes.

Il y a donc superposition absolue des trois rédactions : française, anglaise et allemande, dans ce substantiel article, le seul qui ait trait directement à l'obligation incombant à la Société des Nations de se prononcer sur la souveraineté future du territoire.

A l'exception d'un seul terme des textes anglais, employé, comme nous l'avons vu, avec imprécision, la rédaction du traité de Versailles dans les deux langues et la traduction officielle allemande sont parfaitement claires. L'esprit en est très net et la lettre précise.

Il s'agit bien, et uniquement, de tâcher de connaître les désirs de la population par la voie d'un suffrage. Rien de plus : le suffrage par lui-même n'a pas d'autre utilité et ne possède pas de pouvoir propre.

Le pouvoir de décision appartient à la S.D.N.

La démonstration par le contraire est d'ailleurs aisée à faire.

Si on avait voulu que le résultat exprimé par la numération des bulletins de vote dût être exécuté automatiquement et de toute nécessité juridique par la Société des Nations, cela aurait été d'une façon explicite, car pareille obligation aurait été d'une importance capitale et n'aurait pu être indiquée sous une forme indirecte ou oblique, ce qui, d'ailleurs, n'est même pas le cas. On n'aurait pas manqué d'ordonner à la Société des Nations de promulguer purement et simplement le décret sorti des urnes et de le réaliser dans les faits.

Au lieu de répéter avec persistance :

« ... dans le cas où la *Société des Nations* déciderait... »

On aurait varié les expressions et pris, au moins une fois, la tournure :

« ... dans le cas où le plébiscite déciderait ».

Il ne paraît donc pas sérieusement contestable, d'après les textes précis du traité de Versailles, que la consultation popu-

laire n'est appelée qu'à fournir un élément d'appréciation, sans doute le plus important, mais certainement pas le seul, pour la décision finale que la Société des Nations devra prendre en toute liberté.

De toute évidence, en effet, il y a, comme pour le plébiscite du Sleswig et de Haute-Silésie, d'autres considérations qui doivent guider la Société des Nations dans la décision qui déterminera le sort futur de la Sarre.

Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler certains passages du traité de Versailles.

L'article 46 commence ainsi :

« En vue d'assurer *les droits et le bien être* de la population « et de garantir à la France la pleine liberté d'exploitation des « mines, l'Allemagne accepte... »

Article 50 :

« ... les mesures destinées à assurer le *respect du droit et le « bien être* des populations ».

Paragraphe 35, alinéa a) :

« ... et il appartiendra à celle-ci de prendre les mesures « propres à adapter le régime définitivement instauré aux inté- « rêts permanents du Territoire et à l'intérêt général ».

C'est un véritable leit motiv des articles ayant trait au Territoire de la Sarre : *bien être de la population, intérêts permanents du Territoire, intérêt général*.

Voilà, très nettement précisés, les facteurs qui devront déterminer le statut définitif de la Sarre.

Le traité de Versailles impose donc, sans conteste possible, à la Société des Nations, l'obligation juridique de « juger en équité », en s'inspirant plus particulièrement des nécessités économiques qui commandent directement les intérêts permanents des Sarrois.

Pareille obligation avait été déjà formulée, nous l'avons vu, pour le tracé des frontières germano-polonaise et germano-danoise.

Si cela était nécessaire pour le Sleswig et la Haute-Silésie, cela est véritablement crucial pour la Sarre.

L'esprit du traité de Paix est, d'ailleurs, en ce point, en parfaite concordance avec les tendances modernes. N'a-t-on pas ré-

pété à satiété, au cours des dernières décades, et surtout depuis la grande guerre, que l'économique devait dominer la politique ?

Les Allemands, eux-mêmes, n'ont-ils pas, en plusieurs circonstances, rappelé que les nécessités économiques primaient les désirs des individus, voire des collectivités ? N'ont-ils pas élevé des réclamations véhémentes, lors du plébiscite silésien, parce que, selon eux, les considérations ethniques avaient eu le pas sur les nécessités économiques, alors qu'en réalité celles-ci n'avaient pas été négligées ?

Le traité de Versailles donne donc satisfaction à leur doctrine et la Société des Nations pourra, en conséquence, dans le cas où le résultat du scrutin serait en contradiction avec les intérêts permanents du Territoire, arbitrer en toute équité et faire prévaloir ces derniers.

Qu'on n'objecte pas, à l'encontre de la position prise par le traité de Versailles, les principes démocratiques, ainsi que le fait le docteur Curt Groten.

Le respect de ces principes ne trouve-t-il pas, au contraire, sa plus haute expression dans la réalisation du bien-être des populations, même à l'encontre d'un vote populaire qu'on sait pertinemment imparfait ? L'Allemagne hitlérienne ne nous contredira pas.

Certes, le respect de la majorité est parfois une nécessité, pour ne point dire un pis-aller, devant laquelle, faute d'une solution meilleure, on doit s'incliner, surtout pour éviter l'arbitraire.

Dans le cas présent, cependant, il existe un arbitre placé très haut au-dessus des contingences politiques locales qui, presque obligatoirement, devra s'inspirer d'idées d'humanité et de justice.

La Société des Nations saura jouer, espérons-le, le rôle qui lui a été confié par le traité de Versailles.

§ 3. — LE CONCEPT DE LA CONSULTATION POPULAIRE SARROISE TEL QU'IL RÉSULTE DES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES ET DU TEXTE DU TRAITÉ DE VERSAILLES

A l'origine, nous l'avons rappelé, le plébiscite avait été créé en application des idées démocratiques de la Révolution française et il ne joua, tout d'abord, que dans le cadre restreint du droit constitutionnel.

Au cours du dix-neuvième siècle, le plébiscite entra dans la coutume du droit international public. Il fut mis en pratique à plusieurs reprises, pour la détermination des frontières nouvelles et en application de la théorie des nationalités.

Il y avait là, nous l'avons dit, un progrès réel par rapport aux méthodes de violence qui avaient été employées précédemment.

Le traité de Versailles réalisa un nouveau pas en avant par rapport aux plébiscites du dix-neuvième siècle et ses auteurs, tout en s'inspirant des idées démocratiques et de la théorie des nationalités, ramenèrent ces deux principes à leur juste valeur.

Ils consacrèrent le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, mais n'acceptèrent pas les dogmes démocratiques dans ce qu'ils ont de simpliste, sachant que la solution des graves problèmes internationaux, à données multiples, ne pouvait être recherchée dans le seul résultat des urnes.

Ainsi, pour le plébiscite de Haute-Silésie et du Sleswig, le traité de Versailles prescrivit de tenir compte des vœux exprimés par les habitants mais, également, de la situation géographique et économique des localités.

Les dispositions prises pour la Sarre allèrent plus loin encore.

La Société des Nations devra, certes, tenir compte des résultats de la consultation populaire sarroise, dont on mesurera la valeur en fonction du degré d'indépendance et de liberté qu'on aura pu lui assurer, mais devra, avant tout, se laisser guider par le bien-être des populations sarroises considéré au point de vue général et non point limité aux seules considérations géographiques et économiques, comme cela avait été stipulé pour le plébiscite de Haute-Silésie et du Sleswig.

Or, le bien-être de la population sarroise dépend d'une foule de facteurs: intérêts moraux, intérêts matériels, rapport avec la France et l'Allemagne, rapport de ces deux grandes voisines entre elles.

Le traité de Versailles, en prescrivant à la Société des Nations de se laisser guider par le bien-être des populations sarroises, l'oblige à se placer à un point de vue suffisamment élevé pour lui permettre d'embrasser l'ensemble du problème que pose le nouveau tracé des frontières le long du territoire de la Sarre.

La caractéristique, donc, de la consultation populaire sarroise est qu'elle n'entraînera pas, *ipso facto*, l'installation du régime auquel elle aura donné sa préférence.

La décision sur le sort futur de la Sarre incombe à la Société des Nations et il est bien spécifié qu'elle devra, avant tout, s'inspirer du bien-être des populations sarroises et ne point, par conséquent, se contenter de traduire dans les faits le résultat du scrutin.

La Société des Nations aura ainsi à étudier et à faire un véritable classement par ordre de grandeur de tous les éléments constitutifs du bien-être sarrois, dont la condition préalable, d'ailleurs, est le maintien de la paix.

La Société des Nations ne pourra donc pas, dans l'étude de ce grave problème, négliger les éléments susceptibles d'accroître ou de diminuer l'entente des deux grands peuples français et allemand.

Notons, en outre, que le traité de Versailles a innové en ce qui concerne la Sarre, en ne chargeant point une simple Commission internationale de tracer la frontière future, mais bien la Société des Nations elle-même.

La consultation populaire sarroise offre donc des caractères particuliers qui lui sont propres et qui la différencient de tous les plébiscites précédents, y compris ceux qui ont été mis en œuvre par le traité de Versailles.

Nous avons essayé, dans ce qui précède, de la définir dans son sens juridique et moral.

Il s'agira d'examiner maintenant comment le droit déterminé par le traité de Versailles pourra s'appliquer dans la réalité des faits.

La décision de la Société des Nations devant tenir compte à la fois :

1° du résultat du scrutin ;

2° des intérêts permanents de la population sarroise.

Il faudra, d'une part, examiner comment la sincérité et l'indépendance du vote requises par le traité de Versailles seront assurées et, d'autre part, étudier les éléments constitutifs du bien-être des habitants de la Sarre.

Quelles sont donc les mesures prises par la Société des Nations et par les organismes issus d'elle, pour assurer l'exacte et sincère réalisation des prescriptions du traité de Versailles ?

Quel est l'enjeu moral du plébiscite ?

Quelles seront les forces qui seront déclenchées et qui exerceront leur influence sur le vote, en risquant de le fausser ?

Quelle est, en particulier, l'importance de la propagande allemande ?

Les moyens mis à la disposition de ceux qui sont chargés d'organiser et de contrôler le plébiscite sont-ils suffisants et quels sont les incidents à prévoir ?

Voilà un premier groupe de questions auxquelles il faudra tâcher de répondre pour se rendre compte de la mesure dans laquelle les prescriptions du traité de Versailles relatives au vote sarrois, seront respectées.

Il s'agira ensuite d'étudier le cadre sarrois, présumé champ clos de l'expérience plébiscitaire, pour connaître les éléments essentiels du bien-être de sa population.

Ayant ainsi étudié, d'une part, le mécanisme du plébiscite et déterminé la valeur qu'on pourra attribuer au scrutin et, d'autre part, les conditions du bien-être de la population sarroise, il sera plus aisé de comparer la valeur des facteurs qui détermineront la décision finale de la Société des Nations.

Il faudra ensuite tâcher de prévoir les conséquences pratiques de la réalisation de chacune des trois solutions prévues par le traité de Versailles, et dont chacune pourra devenir l'objet de la décision finale.

Enfin, en dernier lieu, nous examinerons la solution qui n'est pas prévue par le traité de Versailles mais qui paraît vouloir rallier une importante fraction des suffrages, à savoir, l'autonomie contrôlée de la Sarre.

CHAPITRE II

La position des trois candidats au suffrage. — Les forces qui seront déclenchées en fonction de l'importance et de l'enjeu du plébiscite. — Les grands facteurs extérieurs qui agiront, ou tenteront d'agir sur le plébiscite.

Afin de pouvoir étudier dans quelle mesure les prescriptions formulées par le traité de Versailles concernant la consultation populaire sarroise seront respectées, il est, tout d'abord nécessaire de passer en revue les forces principales qui seront déclenchées à l'occasion de ce plébiscite, et qui, de l'extérieur, tenteront de l'influencer.

Les trois candidats présentés aux suffrages des Sarrois sont : la Société des Nations, la France et l'Allemagne.

Il est intéressant d'examiner comment chacun des intéressés pose sa candidature et la nature des moyens qu'ils mettent en œuvre.

Il sera utile, aussi, de rechercher si les grandes puissances spirituelles que représentent le Vatican, la II^e et la III^e Internationale tentent d'exercer leur influence sur la consultation populaire sarroise.

Enfin, les représentants de l'Italie jouant un rôle prépondérant dans l'organisation et la mise en œuvre du plébiscite, on ne pourra négliger l'attitude de Rome.

§ I. — RATTACHEMENT A LA FRANCE

Le traité de Versailles prévoit la possibilité du rattachement à la France de la totalité ou d'une partie de la Sarre.

Forte de ses droits, la France pose-t-elle sa candidature à la succession sarroise ?

Les faits répondent non.

Tout au contraire, le rattachement de la Sarre à l'Allemagne est considéré comme préjudiciable aux intérêts de la haute métallurgie française, dont la puissance ne se déploie donc pas en faveur de cette solution.

Il y a, cependant, un certain nombre de faits d'une gravité suffisante pour mériter la sollicitude du gouvernement français.

Il existe, tout d'abord, tout au moins entre les deux limites territoriales tracées l'une en 1814 l'autre en 1815, une population de souche française. Sarrelouis, en particulier, fondée par Louis XIV, et qui porte encore dans ses armoiries les fleurs de lys et l'emblème du Roi Soleil, est une ville d'origine et de structure morale françaises.

La Sarre représente, pour le commerce français, le sixième client. Elle achète à la France plus que l'Italie, l'Allemagne et l'Indochine.

La démilitarisation de la Sarre, d'autre part, intéresse la sécurité de la France au plus haut point, ainsi que celle de la Belgique. Le Territoire de la Sarre, en effet, couvre la moitié de notre frontière, entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Rhin. La plaque tournante de Sarrebruck constitue un nœud de voies ferrées d'une importance capitale et la rocade : Trèves, Sarrebruck, Kaiserslautern, est d'une valeur stratégique telle que les Allemands ont dû construire à grands frais, à quarante kilomètres en arrière, une nouvelle voie ferrée de remplacement.

Le choix de la frontière 1815 avait, d'ailleurs, été fait par l'état-major prussien. Les contreforts du plateau lorrain commandent la vallée de la Sarre et la route de Metz ; ils tiennent sous leurs feux toute l'industrie lorraine.

La Sarre, d'autre part, compte 800.000 habitants, de quoi tirer et alimenter largement un corps d'armée.

La sécurité de la France exige donc que la Sarre ne redevenue pas le bastion avancé du Reich contre la Lorraine.

L'ensemble de ces considérations permettrait de supposer que la France ait soutenu sa candidature avec ténacité et fermeté.

La constatation est flagrante : la grande majorité des Français est indifférent à la question sarroise et les gouvernements qui se sont succédés à Paris ne s'en sont guère préoccupés.

La France ne présente pas sa candidature à la succession sarroise. Passive, elle s'en remet à la Société des Nations pour faire exécuter le traité de Versailles.

Un seul document diplomatique important est sorti de la

plume de son ministre des Affaires étrangères : l'aide-mémoire de M. Barthou, remis au secrétariat général de la Société des Nations, le 1^{er} septembre 1934.

Ce document contient une déclaration de principe ainsi formulée :

« Le Gouvernement français est, pour sa part, prêt à déclarer qu'en cas d'union à la France de tout au partie de la Sarre, tous ses habitants seront égaux devant la loi, qu'ils auront pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté et jouiront, sans distinction de langue, de race ou de religion, des mêmes droits civils et politiques que tous les ressortissants français.

« Il souhaite qu'une clause de ce genre soit inscrite, dans tous les cas, dans la décision qu'arrêtera le Conseil. »

Cette déclaration mise à part, l'aide-mémoire de M. Barthou est une requête adressée au Conseil de la Société des Nations, le priant d'aborder les différentes questions posées par la liquidation du régime actuel et de s'attacher à esquisser des solutions qui, de toute façon, auront à intervenir à bref délai.

L'aide-mémoire français rappelle que le Territoire de la Sarre est devenu un moyen de collaboration internationale et qu'il s'y est produit un enchevêtrement d'intérêts moraux et matériels.

« Il importe que le changement de régime, consécutif au plébiscite, s'opère sans violence et sans injustice. »

Il passe rapidement en revue tous les problèmes qui se posent dès la fin de la consultation populaire et selon les résultats du suffrage : sauvegarde du droit des propriétés, droit des personnes de nationalités étrangères, respect des contrats libellés en devises, etc...

Le gouvernement français rappelle, plus particulièrement que, dans le cas d'un rattachement de la Sarre à l'Allemagne, il maintient sa volonté d'être remboursé de la valeur des mines et que celles-ci ne constituent pas le seul titre de créance de l'Etat français.

En résumé, ce document tend à préparer les voies à chacune des solutions prévues par le traité de Versailles. C'est un simple appel à la prévoyance et non point le manifeste d'un candidat à la succession sarroise.

Il est donc impossible de considérer la France comme un

facteur important dans la campagne plébiscitaire qui s'est ouverte.

§ 2. — L'ALLEMAGNE ET LE NAZISME

La candidature de l'Allemagne se présente tout autrement, bien que les intérêts économiques du Reich dans la Sarre soient minimes. Tout au contraire, le rattachement de la Sarre à l'Allemagne créerait à celle-ci, s'il devait se produire, un nombre incalculable de difficultés.

L'Allemagne surabonde de charbon : sur les carreaux des mines westphaliennes sont entassés des millions de tonnes qui ne peuvent être écoulés. Le concurrent sarrois sera donc très mal reçu et devra, dans l'hypothèse du retour à l'Allemagne, ralentir sa production.

L'hiver aidant, le problème du chômage allemand ne pourra donc que s'aggraver et précipiter la crise que la création des camps de travail ne masquera pas indéfiniment.

L'intérêt que l'Allemagne, plus exactement qu'Hitler — les deux termes sont actuellement identiques — a sur la Sarre, n'est pas d'ordre économique mais « moral » si, toutefois, on peut appliquer ce mot à l'orgueilleux attachement à des théories dont le triomphe est indispensable au prestige du « Führer ».

L'âpreté des revendications allemandes et la puissance des moyens qu'elle met en action est à rebours de ses nécessités économiques et ne s'explique que par le « climat » à température de fournaise qui existe actuellement outre-Rhin.

Nous y assistons à une explosion de nationalisme sectaire et fanatique qui galvanise le peuple entier. Un mysticisme ardent le soumet à la doctrine hitlérienne et le courbe sous la volonté d'un chef omnipotent.

Tout est unifié « gleichgeschaltet » : travail, échanges, finances, etc. Tout est subordonné à une idée simpliste au point de vue social et économique, à une volonté arbitraire et intransigeante au point de vue de l'action.

L'Etat totalitaire, peu soucieux des libertés individuelles, exige une soumission passive et totale des corps et des esprits.

Le spirituel lui-même cède sa primauté à l'impératif catégorique d'une nouvelle morale d'Etat, obligatoire pour tous.

Un véritable culte est instauré, qui a ses ministres, ses céré-

monies, ses vêtements sacerdotaux, ses rites, qui exige des sacrifices nombreux et répétés.

Le dieu en est le racisme germanique ; Hitler, son prophète, qui a apporté au peuple allemand les nouvelles tables de la Loi : « *Mein kampf* ».

Le tout, animé d'un dynamisme sans frein ni contrôle, poussant au prosélytisme passionné, condamnant sans rémission tout ce qui ne se soumet pas, brisant les résistances par la force, la fin justifiant les moyens.

On considérait, jusqu'à présent, comme un phénomène de barbarie toutes les conquêtes sauvages de l'islamisme et l'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie apparaissait encore, jusqu'à ces derniers temps, comme la manifestation barbare d'un des plus épouvantables fanatismes qui se soit abattus sur le monde civilisé.

Aujourd'hui, en Allemagne, on trouve naturel de dresser des autodafés au centre même de la capitale et le monde assiste impassible aux événements du 29 juin 1934, et à toutes ces attaques au bien, à la liberté, et à la vie des individus.

Le peuple dont les hommes « n'aiment pas mourir dans un lit », non seulement subit cette tyrannie, mais l'accepte avec ivresse parce qu'elle lui impose l'action et lui assigne un but : la « délivrance » de l'Allemagne et sa prospérité, par l'expansion et le triomphe du racisme.

Or, l'expansion vers l'Est et le Sud a dû marquer un temps d'arrêt : toute l'action est dirigée vers l'Ouest et il faut que, de ce côté-là, le chef remporte le succès prédit et promis.

L'objectif étant ainsi déterminé : l'Allemagne, avec une énergie farouche, met en œuvre puissamment toutes ses ressources et tous les moyens avoués ou occultes que l'imagination humaine peut concevoir.

Alors, tout est mobilisé : tous les moyens matériels, toutes les forces de la pensée qui doivent travailler à la réalisation du but poursuivi.

Pour les chefs de la Wilhelmstrasse, même les conquêtes de l'esprit sont, avant tout, des armes de son arsenal guerrier. Elles en font, d'ailleurs, partie de la même façon que ces mille objets hétérogènes d'un magasin d'accessoires de théâtre : selon les pièces à jouer, on en sortira un poignard de silex, une pertuisane, une mitrailleuse, aussi bien qu'une hypothèse scientifique ou un dogme catholique.

Aujourd'hui, il faut à l'Allemagne, tout d'abord une doc-

trine officielle, à l'usage, surtout, de l'opinion publique mondiale et qu'elle puisse, en même temps, dignement draper sa candidature.

La théorie des nationalités lui fournira cette doctrine, la théorie des nationalités abhorrée par Bismarck lorsqu'elle ne pouvait servir qu'à d'autres et que Guillaume II n'aimait pas davantage lorsque c'étaient des Polonais ou des Lorrains qui s'en prévalaient.

La thèse de l'Allemagne est donc très simple ; la Sarre doit retourner au Reich parce qu'elle est de nationalité allemande ; peu importe le Droit créé par le traité de Versailles, peu importe aussi la volonté des Sarrois qui, tout en ne reniant pas le « Deutschtum » ne veulent, ni peu ni point, se courber sous l'hégémonie prussienne et la dictature hitlérienne. Le Reich totalitaire, qui entend étendre ses frontières de la Meuse à la Memel, de la Baltique à l'Adriatique, ainsi que, chaque jour, le chantent des milliers de fidèles, n'admet aucune exception à sa loi. La contrainte apparente ou sournoise saura la faire respecter.

La candidature de l'Allemagne se fait donc sous le couvert des idées rétrogrades, que nous avons discutées plus haut, idées dangereuses pour le Droit, la Paix et la Civilisation occidentale. Quant à ses moyens, ils sont tellement nombreux et variés, que nous croyons utile de les passer en revue dans un chapitre spécial.

§ 3. — LA S.D.N. ET LE MONDE CIVILISÉ

La candidature de la Société des Nations, tout au contraire, se fait sous le seul signe du Droit et en application des prescriptions de cette charte qu'on peut, certes, critiquer à maints titres, mais qui représente, néanmoins, le fruit de quatre années de luttes sanglantes.

La position de la Société des Nations n'est donc pas exclusivement celle d'un candidat à la succession sarroise, mais celle d'un légataire universel ayant à défendre le lourd héritage du traité de Versailles dont elle est le gardien et l'exécuteur. L'enjeu moral pour elle dans la consultation populaire est donc représenté par les principes fondamentaux de la construction idéologique du président Wilson et, notamment, par les idées qui doivent trouver leur application dans le plébiscite sarrois.

Celui-ci représente, en effet, comme nous l'avons déjà dit, une des applications les plus importantes du droit nouveau sorti de la grande guerre, qui rend son importance à deux notions directrices : le bien-être d'une population et l'intérêt de l'humanité qui le conditionne et en dépend à la fois, et cette idée que l'ensemble des nations peut et doit jouer le rôle d'arbitre dans une question qui ne peut être de la compétence exclusive ni des Sarrois, ni des grandes nations qui sont intéressées à ce plébiscite.

La Société des Nations joue donc, dans ce plébiscite, ce qui lui reste d'autorité : saura-t-elle sauver sa réputation et montrer que sa puissance ne se brisera pas au roc des faits ? Le seul énoncé de sa sentence suffira-t-il pour la faire exécuter conformément aux vieilles illusions des précurseurs américains ou, à défaut de puissance morale, saura-t-elle trouver et mettre en œuvre des moyens nécessaires d'exécution et de coercition ?

On est tenté de dire, si ce n'était la crainte des mots prophétiques ; la Société des Nations joue dans le plébiscite sarrois sa dernière carte.

Les nations civilisées, dont la Société des Nations est le représentant, ont chacune individuellement un intérêt vital à ce que le Droit ne soit pas foulé aux pieds et que la civilisation occidentale ne croule pas, une fois de plus, sous le lourd poids de la poussée germanique.

Il s'agit pour elles aussi de savoir si ces principes de justice et de sagesse visant le bien de l'humanité, c'est-à-dire la paix durable prévaudront devant l'Allemagne attardée à des idées racistes et si, à l'Internationale rouge, s'ajoutera l'internationale brune, pour ébranler les assises de la Société moderne. Le monde a un intérêt évident à ce que cesse le règne néfaste des visionnaires.

Les pays civilisés dans leur ensemble ont donc intérêt à ce que la consultation plébiscitaire du 13 janvier 1935 se termine par la victoire du Droit et de la Sagesse.

Nous examinerons dans le chapitre ayant trait à la préparation et à l'organisation du plébiscite, les moyens mis en œuvre par la S.D.N., pour faire respecter le traité de Versailles et son esprit.

§ 4. — LES GRANDES PUISSANCES SPIRITUELLES OU POLITIQUES,
NON DIRECTEMENT INTÉRESSÉES AU PLÉBISCITE DE LA SARRE

On pourrait croire que, pour des raisons identiques, la II^e Internationale occupe la même position que celle que la Société des Nations est censée prendre.

Effectivement, la II^e Internationale défend, actuellement, les principes mêmes du traité de Versailles, mais on ne peut oublier qu'elle n'a fixé son attitude présente qu'après avoir, tout d'abord, soutenu la thèse contraire.

Serait-ce parce que le socialisme international, avant l'action destructrice qu'Hitler a entreprise contre lui en Allemagne, recevait son mort d'ordre de Berlin et que, déchu de sa puissance en Allemagne, le socialisme n'ose plus défendre la cause du Reich qui l'a persécuté ? Quoi qu'il en soit, actuellement il demande la stricte application du traité de Versailles, mais fait campagne pour le *statu quo*.

Au cours d'une séance du Bureau de l'Internationale ouvrière socialiste, en effet, tenue les 3 et 4 avril 1934 à Bruxelles, la position du parti socialiste sarrois a été entièrement approuvée. Or, on sait que celui-ci condamne à la fois la soumission à la tyrannie d'Hitler et l'annexion à la France et veut un *statu quo* modifié, comportant la participation au pouvoir de la population sarroise.

L'attitude de la III^e Internationale est identique à celle de son aînée, mais cette alliée inattendue de la Société des Nations est, dans son essence même, un élément de négation dont l'alliance ne peut guère être qu'accidentelle.

Enfin, il faut, dès maintenant, dire un mot sur le rôle prépondérant joué par l'Italie dans la question sarroise. Nous verrons plus loin, en étudiant l'organisation du plébiscite, l'action exercée par le baron Aloisi, le professeur Galli et M. Piloti, secrétaire général adjoint de la Société des Nations. Signalons ici simplement que la Sarre est un problème de la diplomatie italienne au même point que les voies d'accès sur le Tchad et les débouchés de l'Abyssinie vers Djibouti.

Il serait quelque peu naïf de supposer que « l'égoïsme sacré » de l'Italie fit abstraction de ses intérêts et négligea son influence dans l'affaire sarroise, pour n'en point faire un instrument de son action. Il est clair, en outre, qu'il convient mieux à Rome, que la Sarre, plutôt que le Trentin ou Trieste, devienne l'exutoire du racisme germanique.

Nous pourrions encore examiner d'autres facteurs de la politique mondiale agissant, ou tentant d'agir, sur la consultation populaire sarroise et, notamment, l'action de l'Angleterre.

La tâche, non seulement ne serait pas très aisée car il est bien difficile de pénétrer dans le secret des chancelleries, mais ne permettrait peut-être pas de découvrir des influences plus agissantes que celles que nous venons de passer rapidement en revue.

Il serait intéressant aussi de rechercher le rôle de la franc-maçonnerie et des grands groupements financiers israélites mais, sans considérer que cela déborderait le cadre restreint de cette petite étude, on peut supposer que ces puissances occultes se manifestent déjà suffisamment par l'intermédiaire des II^e et III^e Internationales.

La rapide revue que nous avons passée des forces extérieures au territoire de la Sarre qui exercent, ou tentent d'exercer leur influence sur le plébiscite, nous oblige, malgré la brièveté de cette esquisse, de noter le rôle discret mais d'une importance capitale qu'a joué et que joue la cité du Vatican.

Le Territoire de la Sarre est resté sous la juridiction des évêques de Spire (pour la partie bavaroise) et de Trêves (pour la partie prussienne) et ce maintien, s'il ne militait pas pour le retour de la Sarre à l'Allemagne constituait, néanmoins, comme un « préjugé favorable » en faveur de cette solution.

Il serait, certes, injuste d'induire de l'attitude de certains prêtres catholiques les principes directeurs de la politique vaticane en Sarre. Ainsi, le trop fameux abbé Wilhelm, curé de la paroisse de Werden, faisant partie du fief de M. Roehling, s'exprimait au cours d'une manifestation organisée à Reisweiler, le 17-8-1934, de la façon suivante :

« Particulièrement les catholiques, dont certains disent que « leur conscience leur défend de voter pour le retour à l'Allema-

« gne, devraient considérer que le retour à la mère-patrie leur
« est devoir de conscience, *car toute autre solution va contre*
« *la volonté de Dieu.* »

On ne peut supposer que l'abbé Wilhelm est le porte-parole autorisé du Vatican car, à sa façon de penser, il serait aisé d'opposer les sentiments et les paroles d'autres prêtres catholiques qui, eux non plus, ne peuvent se targuer de l'autorité du chef de l'Eglise.

A ne considérer que l'attitude du bas clergé, il ne serait donc permis de conclure qu'à la neutralité de la Cité du Vatican qui, indifférente à la question politique, laisserait à ses fidèles la liberté de leurs opinions.

Par contre, les faits et gestes des évêques de Spire et de Trèves, d'une importance plus considérable que ceux des ecclésiastiques qui leur sont soumis, ne peuvent s'expliquer par le seul libéralisme de leur chef hiérarchique.

Plus d'une fois, ces deux princes de l'Eglise, sortant de la stricte neutralité que leur charge aurait dû leur imposer, ont ouvertement milité en faveur du retour de la Sarre à l'Allemagne.

Ainsi, lors d'une réunion de la jeunesse catholique de la Sarre, organisée par le Katholischer Jungmännerverband, le dimanche 29 juillet 1934, les deux évêques sus-nommés ont signé le télégramme suivant adressé au président du Reich :

« Cinquante mille jeunes gens et jeunes filles catholiques
« du territoire de la Sarre, réunis à Sarrebrück autour de leurs
« évêques de Trèves et de Spire pour la manifestation de la foi
« catholique, présentent, de la Marche ouest allemande, au chef
« du Reich allemand, leurs sentiments de fidélité inébranlable.

« Signé : FRANZ RUDOLF, évêque de Trèves ; Ludwig
SEBASTIAN, évêque de Spire. »

Pareille manifestation apparut au président de la Commission de Plébiscite de la Sarre, M. Rodhe, comme une manifestation préjudiciable à la neutralité. A ce point qu'il a cru de son devoir d'en faire un rapport au secrétaire général de la Société des Nations.

La Cité du Vatican, tolérant l'attitude de ses évêques, il est à supposer qu'elle ne les désapprouve pas.

Lorsqu'on songe, en outre, à son attitude déconcertante en Alsace, à l'égard de certains autonomistes, parmi lesquels un ecclésiastique par trop notoire, on peut craindre que l'hypothèse d'une sympathie personnelle du Pape régnant pour les thèses allemandes n'est peut-être pas sans fondement.

En conclusion, la France prend l'attitude correcte et mesurée d'un juriste et la Société des Nations celle d'un diplomate ayant beaucoup d'intérêts contradictoires à concilier. Seule, l'Allemagne se jette dans la bagarre en posant sa candidature avec une violente et brutale énergie, bien décidée d'exploiter toutes les imperfections, les lacunes et les faiblesses du suffrage populaire.

Elle sait aussi bien que n'importe quel candidat à la députation, que la volonté populaire n'est pas un phénomène spontané, mais la résultante d'actions et d'influences multiples qu'il s'agit de faire converger avec méthode et ténacité vers le but poursuivi.

Elle ne se prive donc pas de tous les moyens permettant de façonner les esprits, afin de capter la confiance et les bulletins de vote. Nous verrons maintenant comment.

CHAPITRE III

L'action allemande

La thèse allemande, concernant la Sarre, se résume, nous le rappelons, en une phrase lapidaire: « La Sarre est allemande, elle doit retourner à l'Allemagne. »

Elle feint de s'appuyer sur la théorie des nationalités dénuée de fondements rationnels, nous le répétons, notamment lorsqu'on tente de l'appliquer à cette marche frontière qui tantôt a été française, tantôt allemande, mais dont la base ethnique est gauleoise et la civilisation, catholique et latine. Ce n'est pas elle, d'ailleurs, qui constitue le fond de la pensée allemande, mais bien cette notion, tout autrement vaste, du « *Deutschtum* ».

Le Reich ne doit pas seulement être le maître de l'Allemagne définie par ses frontières actuelles ni même passées, mais de l'ensemble de tous les groupements humains apparentés à la race germanique, parlant ou ne parlant pas la langue allemande.

Un seul de ces caractères suffit, à ses yeux, pour justifier ses prétentions, qui présentaient, avant la guerre, un caractère politique et ethnique et qui, de nos jours, a pris en outre une forme mystique des plus inquiétantes.

Le « *Deutschtum* » revendique, comme lui appartenant, aussi bien les habitants de Cincinatti que ceux de Rio Grande do Sul, de Transylvanie, etc. C'est une nation au-dessus et à travers les autres nations, une patrie idéale à frontières indéfiniment extensibles.

Il ne s'agit pas là seulement d'une communauté supposée ou réelle de culture qui, dans une certaine mesure, serait respectable et tout au moins inoffensive, mais d'une justification à des annexions territoriales que la politique allemande a toujours revendiquées, par la bouche des pangermanistes avant la grande guerre et par la voix des racistes de nos jours.

Les moyens de la propagande allemande viseront donc l'éveil, l'excitation et l'éducation des sentiments de fidélité au « *Deutschtum* » des groupements humains sur lesquels elle a jeté

son dévolu. On n'oubliera d'ailleurs pas qu'il faut doubler la pression exercée sur l'esprit et le cœur des populations d'une action convergente sur les chancelleries et l'opinion publique mondiale.

§ I. — LA PROPAGANDE EN ALLEMAGNE ET A L'ÉTRANGER

Les sentiments étant essentiellement influençables et variables, la propagande allemande appliquera donc, pour les former, les déterminer et les guider, tous les moyens avoués ou occultes susceptibles d'efficacité : *Moyens avoués* : vastes et tapageuses publicités, propagandes par le livre, la presse, les tracts, les affiches, la caricature, etc... *Moyens indirects* : gros achats faits par l'Allemagne qui ne paie pas, mais promet de le faire après le 13 janvier 1935, ajournement des droits de douane, dont le paiement reste en suspens, etc... *Moyens occultes* : délations, fiches, persécutions, pressions et coercitions de toutes natures dont nous parlerons plus loin.

Notons, d'abord, quelques-unes de ces manifestations à grands fracas : proclamations, discours, kermesses, congrès, assemblées, réunions populaires, organisation de voyages gratuits ou à rabais, etc., que la propagande allemande, avec beaucoup d'esprit de suite, a su organiser au cours des derniers mois.

Dans un communiqué du mois de juin 1934, Berlin fait savoir que toutes les manifestations ayant trait à la Sarre devront dorénavant recevoir l'autorisation du gouvernement du Reich. C'est donc le ministère de la propagande, aux destinées duquel préside l'actif et remuant M. Goebbels, qui prend en main la direction de ces manifestations spontanées dont le nombre et l'importance iront en croissant.

Il est impossible de les énumérer toutes. Nous voudrions rappeler seulement celles qui ont su le mieux capter l'intérêt des agences de la presse internationale et qui ont ainsi pleinement atteint leur but : impressionner l'opinion publique mondiale par de longs reportages sensationnels.

6 mai 1934. — Manifestation colossale à Deux-Ponts : cortèges, chants, musique, discours, etc. Des milliers d'ouvriers ont été incités à quitter la Sarre pour aller entendre la parole du ministre de la Propagande allemande :

« Une Allemagne s'est retrouvée qui peut résister à la France et à la Société des Nations. Arrive que pourra. Il n'y a plus, comme en 1918, de partis et de classes. Ce n'est plus aujourd'hui l'Allemagne qui se réclame de la Sarre, c'est la Sarre qui se réclame de l'Allemagne. L'Allemagne ne se laissera plus faire par aucun peuple du monde. Elle peut se défendre, car elle n'est plus la chose du Parlement et des partis. »

Août 1934. — Exposition de la Sarre à Cologne : La France y est représentée dans toutes les attitudes possibles d'opresseur cruel. Dans la cour d'honneur de l'Exposition on a disposé des pierres tombales rappelant « la mémoire des Sarrois et des Sarroises morts pour la cause allemande ». On lit sur une de ces pierres funéraires : « Marie Schnur, étudiante de Bildstock, violée et poignardée en avril 1919 ». Dans le socle de la statue allégorique des mineurs sarrois, on a gravé les mots : « Les bombardements aériens de Sarrebruck ont fait soixante-trois victimes pendant la guerre. » On voit qu'à défaut d'arguments objectifs en faveur du rattachement de la Sarre à l'Allemagne, on n'a rien négligé pour exciter les visiteurs contre la France.

27 août 1934. — Parade monstre à Ehrenbreitstein. Devant 500.000 fidèles, disent les journaux allemands, et les agences étrangères le répètent, Hitler proclame la volonté de l'Allemagne de retrouver avec la Sarre son unité : « L'Allemagne, s'écrie le chancelier, vous considère comme faisant partie intégrante de la Patrie. » Et, prophète d'une nouvelle religion, il ajoute, parodiant l'Évangile : « Nous avons pris part à vos luttes ; celui qui vous a fait violence nous a fait violence. Celui qui vous a injuriés, nous a injuriés. Celui qui vous a atteints, nous a atteints aussi. » Auparavant, propagande de tous les instants par les gymnastes qui se rendent à pied à Ehrenbreitstein, pour y assister à cette colossale journée sarroise. Ils suscitent des manifestations tout au long de leurs longs trajets.

6 Septembre 1934. — Grande assemblée nazie de Nuremberg : de jeunes Allemands revêtus d'une chemise blanche forment un gigantesque Saar. Discours, chants, etc.

30 Septembre 1934. — Proclamation de M. Goebbels, ministre de la Propagande du Reich aux électeurs du Territoire de la Sarre, ainsi conçue : « Le Reich tout entier prépare votre retour. Votre réception sera grandiose. Nous projetons d'importantes mesures : exploitation du bassin minier de la Warndt par l'ouverture de nouvelles mines ; mise en état des mines anciennes ;

améliorations techniques ; création de toutes les possibilités de débouchés pour la vente du charbon de la Sarre. Cette œuvre de régénération de la Sarre sera incorporée au grand programme de travaux dressé pour l'ensemble du Reich. Nous essaierons également de permettre à l'agriculture de la Sarre de vivre, en lui procurant les possibilités de marchés qui lui sont nécessaires. La population sarroise toute entière bénéficiera des dispositions du projet de colonisation que nous avons établi pour le Reich. Il sera tenu compte tout particulièrement des possibilités du Territoire de la Sarre. Un large plan de reconstruction de la Sarre allemande après sa réintégration dans le Reich, est actuellement en préparation. »

Voilà donc quelques-unes des grandes manifestations tapageuses faites beaucoup plus encore pour l'opinion publique mondiale que pour les Sarrois eux-mêmes, qui ne sont pas dupes, on peut le supposer, des promesses fallacieuses qui leur sont faites, malgré les voyages payés et la bière répandue à profusion en leur honneur.

Action parallèle et semblable à l'étranger

Des organisations dites « sarroises » ont été créées partout où il existe des groupements de langue allemande. Les Etats-Unis sont une terre de prédilection pour l'action de M. Goebels. A Saint-Louis, à New-York et dans d'autres villes américaines, génération spontanée (« d'Unions de Sarrois »). Elles offrent des voyages aller et retour payés pour la Sarre à tous ceux qui veulent voter pour l'Allemagne lors du plébiscite du 13 janvier.

On parle aussi de « Sarrois » ramenés à grands frais de l'Extrême-Orient, etc.

Le recrutement des votants est, bien entendu, précédé, doublé et suivi d'une action sur les esprits pour créer l'ambiance et entretenir les idées voulues.

§ 2. — PROPAGANDE EN SARRE

Nous ne voulons pas nous servir du travail de la Commission Internationale, présidée par le comte Karolyi qui, au cours des mois de septembre et d'octobre 1934, a mené une enquête

approfondie en territoire sarrois, faisant des constatations des plus troublantes, en très nette opposition avec les engagements pris par l'Allemagne le 2 juin 1934.

Le document établi par la Commission du gouvernement et adressé au Secrétariat général de la Société des Nations le 6 novembre 1934 donne à lui seul les éléments essentiels de l'organisation de la propagande allemande en Sarre. Les passages cités ci-dessous en sont extraits.

On se rappelle qu'après la dissolution des formations nationales-socialistes, il n'avait fallu que quelques jours pour qu'elles réapparaissent sous le nom de « Deutsche Front », englobant, cette fois-ci, sous la direction unique des Nazis, non seulement les anciennes formations hitlériennes, mais l'ensemble des partis politiques pro-allemands.

La « Deutsche Front » fut ainsi créée le 1^{er} mars 1934. Bien que lors de sa fondation, elle déclarât n'être qu'une Confédération de partis (Eidgenossenschaft), elle fut organisée sur la base dictatoriale du « Führerprinzip », comportant l'obéissance passive aux ordres d'un seul chef.

La « Deutsche Front » a la structure d'un « Gau » national socialiste, avec la même cascade de sous-divisions, que nous trouvons dans l'organisation hitlérienne du Reich.

Son grand chef est M. von Burckel, qui porte le titre de « Bevollmächtigter für das Saargebiet ». Il a remplacé M. von Pápen.

Le « Gau » est divisé en « Landesleitungen », dirigées par des « Landesleiter », qui comportent différents services : la « Kulturabteilung », le Service de la Propagande, le Service du Travail volontaire, l'Assistance publique et le Service social. Ces services et états-majors se retrouvent encore aux échelons inférieurs dont la suite est la suivante :

Cercles (Kreise).

Groupes (Ortsgruppen).

Cellules (Zellen).

Blocs (Blocks).

Il y a, par cellule (Zellen) au maximum cinq blocs. Mais ceux-ci sont différenciés en « blocs de maisons » et « blocs de fermes ». L'ensemble de cette organisation est surveillé et contrôlé de la même façon que les « Schutzstaffeln » (S.S.) surveillent et contrôlent, en Allemagne, les « Sturmabteilungen » (S.A.).

Il y a, en outre, toute une série d'organes dépendant directement de l'organisation national-socialiste :

- Le service du travail (l'Arbeitsdienst).
- La jeunesse hitlérienne (la Hitlerjugend).
- La colonisation (le Siedelungswesen).
- Les escortes d'état-major (les Stabswachen).
- La brigade de fer « Spaniol » (l'eiserne Brigade Spaniol).
- Union de défense pour la justice économique (la « Schutzbund für wirtschaftliche Gerechtigkeit »).
- L'Association des radiophonistes, etc...

Le tout, amplement muni de conseillers et d'adjoints techniques.

Les « blocs » ont pour mission de faire de la propagande individuelle directe. Tous les habitants doivent être touchés. Pas un bloc de maison ne doit être laissé de côté : « l'organisation doit être à ce point ramifiée qu'elle fasse partout pénétrer ses antennes et qu'elle s'étende comme un gigantesque réseau ».

La gamme des moyens employés par cette organisation est considérable.

Tout d'abord : la pression ; les habitants du Territoire sont invités individuellement à entrer dans la « Deutsche Front ». On leur conseille, avec une insistance menaçante, de pavoiser leurs maisons le jour où la « Landesleitung » a ordonné « Flaggen heraus » (drapeaux dehors).

Admirons le ton comminatoire avec lequel le directeur (« leiter ») du Cercle de Sarrelouis se fait semoncer par son chef :

« D'après une information qui m'est parvenue et qui me permet de juger fort exactement la manière dont l'anniversaire du soulèvement national a été fêté dans le Cercle de Sarrelouis-Merzig, je dois constater que certaines localités ont mérité la note « mal » ou « passable ». Cette constatation provoque en moi les appréhensions les plus graves. Vous voudrez bien demander sans délai des explications aux « Ortsgruppenleiter » (directeurs des groupes) et réclamer de chaque groupe un rapport exposant les raisons pour lesquelles le pavoisement a été mauvais ou médiocre. Trois motifs seulement entrent en ligne de compte :

« 1°) Les groupes ne sont pas à la hauteur et les « Blockwarte » (surveillants de blocs) n'ont pas suffisamment incité les gens à pavoiser ;

- « 2°) la pauvreté de la population ;
- « 3°) la pénurie d'étamine.

« Dans les deux dernières éventualités, la Landesführung « peut, à l'avenir, prêter son concours au point de vue financier et pratique. Dans le premier cas, vous avez à intervenir « avec la dernière énergie. J'attends votre rapport par retour du « courrier. »

La pression s'étend jusqu'aux ecclésiastiques, qu'on oblige de hisser des drapeaux « dans les cinq minutes » ou d'effectuer des sonneries de cloches.

La menace est également un moyen de prédilection. Les tribunaux, en Sarre, d'ailleurs, ont constamment à connaître de ces menaces « après 1935 »...

On livre certaines personnes à la vindicte publique.

Il se trouve, par exemple, toute une correspondance de la femme d'un gendarme sarrois qui prie longtemps en vain que les calomnies lancées contre son mari et radiodiffusées par le poste de Francfort soient retirées. Ce n'est que très tardivement qu'elle obtient une réponse, mais non point du poste de Francfort, mais bien de la « Deutsche Front ».

Cependant, la mise à l'index, par la presse, par les discours, par la radiodiffusion sont encore des moyens de pression anodins. Il en est de pires : le boycottage et la dénonciation aux autorités allemandes.

Une maison allemande a donné une annonce à un journal hostile à la « Deutsche Front ». On l'invite à ne pas recommencer, avec cette remarque significative : « Nous espérons que vous comprendrez que cette communication est faite aussi dans votre propre intérêt ».

Le cinématographe étant un moyen de propagande de premier ordre, les nazis ont conçu le plan de mettre la main sur tous les cinémas du territoire.

Il faut que les propriétaires de cinémas soient subordonnés d'une manière spéciale au « Deutsche Front ».

« Je considère, dit M. Wagner, chef du Service de Cinématographie, comme opportun que les autorités compétentes, en « accord avec l'Arbeitsgemeinschaft der Filmverleiher » entreprennent une action permettant d'accorder momentanément « des avantages financiers aux propriétaires de cinémas sarrois.

« Par là seulement, il deviendra possible d'enchaîner solidement les propriétaires de cinémas qui ont fort à pâtir de la « mauvaise situation économique. »

On empêchera ainsi les propriétaires de cinémas d'agir à leur tête (aus der Reihe tanzen) et nous aurons ainsi, continue M. Wagner, la possibilité d'asservir l'intégralité des cinémas sarrois pour la lutte du plébiscite.

Les théâtres sont de même utilisés pour la propagande allemande. On met en scène les pièces susceptibles « d'activer » les masses.

Des mesures sont prises également, et les fonds nécessaires envoyés d'Allemagne, pour que les créanciers étrangers ne puissent réaliser leurs gages immobiliers.

L'espionnage forme le moyen par excellence pour contrôler l'efficacité des autres. Les personnes, les partis politiques, les groupements de toute nature, etc., même pro-allemands (car la confiance ne règne pas chez les Hitlériens) sont soumis à une surveillance étroite. Les membres du clergé catholique, en particulier, sont fichés avec soin. On connaît ceux qui lisent des journaux non-conformistes (eingeschaltet) comme la *Neue Saarpost*.

Les espions se faufilent et s'installent jusque dans l'administration de la police de la Commission de gouvernement, selon le principe du « cellulage bolchevique ». Ainsi, l'agent 567, a établi une liste d'émigrés, avec l'indication de leurs comptes en banques.

Nombre de fonctionnaires du Territoire de la Sarre, sans être pareillement « numérotés » sont néanmoins au service de la « Deutsche Front » et lui livrent des documents officiels et souvent de nature confidentielle.

La puissance de la « Deutsche Front » est, d'ailleurs, suffisamment grande pour donner des ordres aux fonctionnaires du territoire dont certains sont, en même temps, chefs de service à la Direction de la « Deutsche Front ».

La « Deutsche Front », cependant, n'agit pas librement. Elle est à son tour contrôlée avec sévérité par « l'Ordnungsdienst » qui constitue une véritable police occulte, disposant de moyens de transport rapides, d'un service d'estafettes à bicyclettes ou motocyclettes et dont les hommes sont soumis à un entraînement particulier.

Un service du courrier, très actif, existe entre la « Deutsche Front » et la police secrète du Reich « Gestapo ».

La nomination de M. Pirro à la tête de la « Deutsche Front » est décidée à Berlin.

La « Deutsche Front » s'intègre donc dans la vaste organisation de propagande du Reich, qui tient tous les fils de cette prodigieuse activité qui tend à enlever aux votants sarrois toute liberté de pensée et d'action.

Travail en profondeur et en surface, qui empoigne la masse sarroise et l'opinion publique mondiale comme une matière malléable à laquelle le Reich donnera la forme qu'il voudra.

Véritable chef-d'œuvre de propagande. Des psychologies collectives créées, formées, façonnées à volonté. Aucun détail n'est négligé et, du plus petit intérêt matériel jusqu'aux plus belles aspirations humaines, tout est dressé, discipliné, pour être intégré dans le programme allemand.

Que restera-t-il donc de cette liberté et de cette sincérité sur lesquelles le traité de Versailles a échafaudé le vote populaire et le sort du territoire de la Sarre ?

Mieux encore que de simples raisonnements, les faits concrets, tangibles, qui se déploient devant nous nous font comprendre pourquoi le traité de Versailles, négligeant déjà la théorie des nationalités, n'a pas fait de la consultation sarroise l'élément unique et impératif de la décision que devra prendre la S.D.N. au sujet du Territoire. C'était de sa part sagesse et raison ; c'est actuellement une nécessité impérieuse, si on ne veut pas abandonner toute une population aux intrigues et à la malice du plus fort.

§ 3. — ACTION DIPLOMATIQUE

Il est difficile de connaître d'une façon précise le travail qui se fait dans les chancelleries puisqu'en principe il est sinon secret, du moins discret. L'Allemagne, cependant, ne néglige généralement pas de l'appuyer par une action déployée à ciel ouvert tendant à influencer du dehors sur le cours des négociations diplomatiques. La presse enregistre donc les successions classiques des menaces et des promesses alternées.

Tantôt, des discours violents faisant comprendre à l'univers que l'Allemagne ne renoncera pas à ses prétendus droits. Simultanément, M. Goering, soutenant l'éclat des voix, fait vrombir les moteurs de ses avions.

La France est avertie que l'Allemagne ne se laissera pas faire. Au Vatican, on rappelle qu'il y a dans le Reich plus de vingt millions de catholiques, dont il ne faudrait pas ébranler la fidélité.

Tantôt, des offres alléchantes de collaboration internationale, des déclarations sentimentales faites la main sur le cœur, des confidences murmurées à d'anciens combattants français, des promesses sur une nouvelle application du concordat, etc.

Cette méthode à moyens alternés qui réussissait déjà à Bismarck et à Guillaume II ne manque jamais complètement son effet ni sur l'opinion publique mondiale, ni même sur beaucoup d'esprits français. Et les paroles se chuchotent d'oreille à oreille : « La Sarre ne vaut pas une guerre. »

La population sarroise, plus proche des réalités, est moins exposée à se laisser prendre au chant de sirène qu'à céder devant la coercition et la violence.

A quel degré pareil danger existe-t-il ? Nous voudrions l'examiner maintenant.

§ 4. — INCIDENTS VIOLENTS. - PUTSCH

Obligé de s'asseoir fréquemment autour d'un même tapis vert, les diplomates des grands pays mettent une obstination ostensible et tragique à admettre la bonne foi de tous les gouvernements et à agir comme s'ils croyaient sincèrement que toutes les nations dites civilisées se soumettent aux principes moraux qu'elles professent officiellement.

Les événements sanglants qui ont abouti à l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss auraient dû, cependant, dessiller les yeux des plus aveugles et montrer, à l'évidence, que les méthodes de la diplomatie allemande ne sont pas précisément celles admises par le Droit international public moderne et préconisées par l'Institution de Genève.

L'*Osservatore Romano* du 21 juillet 1934, définissait ces méthodes de la façon suivante :

« La barbarie cynique du nihilisme et du communisme n'est plus appliquée à la tactique révolutionnaire aux mains d'un peuple à l'intérieur des frontières d'un Etat. Elle est érigée en mé-

thode de politique internationale et de guerre, une guerre nouvelle sans déclaration, sans code, sans discipline, qui éclate parmi les populations civiles sans défense et qui s'avance victorieuse par le nombre de ses victimes. Son objectif est d'insinuer dans les cerveaux et dans les cœurs la persuasion d'un effondrement fatal, inévitable, de briser les nerfs à toute résistance, d'imposer la reddition à discrétion, non pas à un parti ni à un pouvoir, ni à un régime, mais à un peuple, à une nation tout entière. »

Il est donc permis de se demander si le gouvernement nazi ne sera pas tenté de mener dans la Sarre pareille guerre nouvelle dont les sanglants événements d'Autriche paraissent avoir été comme une répétition générale.

Tout au moins, ont-ils montré le processus des putsch à usage extérieur, genre majeur de ceux réalisés dans le Reich et auxquels Adolf Hitler s'était lui-même fait la main au début de sa carrière politique.

Le mécanisme du putsch autrichien se résume en quelques mots : propagande méthodique sur l'esprit des masses par tous les moyens ; excitations, calomnies propagées par-dessus la frontière sur le léger et rapide véhicule des ondes radiophoniques, narguant gendarmes et douaniers (Habicht) ;

Constitution de Comités d'action directe dans les principales villes, préparant et faisant exécuter des attentats terroristes qui devront donner l'impression d'actes spontanés des masses populaires ;

Explosion d'usines électriques (Braunau), centrales téléphoniques qui sautent (Graz), constitution de dépôts de munitions, noyautage des organismes chargés de la police et de la sécurité (cellulage des Heimwehren), formation de véritables petites armées de réfugiés à l'intérieur des frontières allemandes.

Le terrain étant bien préparé, les puissances étrangères tranquillisées (visite de Hitler à Mussolini) le coup éclate : le vaillant et intrépide défenseur de la liberté autrichienne, qui avait osé résister aux ordres de Berlin, est abattu.

Aussitôt, Habicht et le ministre d'Allemagne à Vienne Rieth sont désavoués et une couronne de fleurs aux couleurs du Reich est déposée sur la tombe du petit chancelier. Et les postes de radio allemands enseignent à tous leurs auditeurs qu'on ne persécute pas impunément le sentiment national et la liberté du peuple

d'Autriche qui s'est insurgé spontanément contre un oppresseur. La II^e Internationale appuie cette thèse et M. von Papen fera le reste.

Lorsqu'on compare l'action nazie dans la Sarre à celle qui s'est déployée en Autriche avant les événements tragiques du 25 juillet 1934, on est en droit de craindre que les mêmes causes produisent les mêmes effets si on leur permet de jouer librement. Le président de la Commission de Gouvernement de la Sarre n'a pas caché ses inquiétudes à cet égard. Aussi Scotland Yard a-t-il envoyé des détectives pour suivre et protéger l'honorable M. Knox, sujet et fonctionnaire britannique.

L'Allemagne, s'élevant contre les craintes du Président de la Commission de Gouvernement de la Sarre, a protesté de sa bonne foi, comme elle l'avait déjà fait lors du putsch autrichien. Mais, à supposer que le danger ne réside pas dans les intentions du Reich, il subsiste dans les événements dont il prétend ne pas être maître à l'instar de l'apprenti-sorcier. L'obligation s'impose donc, tout d'abord, à la S.D.N., de permettre aux délégués de Genève de remplir leur mandat en toute sécurité et de protéger la vie et les biens de ses administrés sarrois.

Admettons que toutes les mesures soient prises à cet égard, la S.D.N. saura-t-elle ensuite protéger le libre arbitre des votants ? Par quels moyens fera-t-elle prévaloir les prescriptions du traité de Versailles contre la marée montante de la propagande allemande et réalisera-t-elle la sincérité du plébiscite ?

Le droit pourra-t-il triompher contre la violence et la malice ?

Voilà les questions auxquelles nous tâcherons de répondre maintenant.

CHAPITRE IV

Préparation et organisation de la consultation populaire sarroise. — Les dispositions prises par le traité de Versailles et les organismes qui en sont issus.

§ 1. — LE TRAITÉ DE VERSAILLES

La base juridique de la consultation populaire sarroise est donnée, nous l'avons déjà dit, par le paragraphe 34 de l'annexe à l'article 50 du traité de Versailles cité plus haut.

Ce texte, très bref, sur lequel doit s'échafauder tout un important mécanisme tendant à rechercher la volonté de la population sarroise contient aussi, à lui seul, toutes les dispositions relatives à l'organisation et la préparation de l'opération plébiscitaire proprement dite.

Il ne formule de stipulations que sur quatre points :

1° Le vote doit avoir lieu quinze ans après la mise en vigueur du traité.

Il n'y a aucun intérêt à revenir sur les discussions qui se sont développées à ce sujet puisque, actuellement, la date du vote a été fixé au 13 janvier 1935, c'est-à-dire au premier dimanche suivant immédiatement le 10 janvier 1935, date de l'expiration du délai de quinze ans.

2° Le vote doit avoir lieu par commune ou par district.

3° Le vote ne portera que sur trois alternatives.

4° Le droit de vote appartient, sans distinction de sexe, à toute personne âgée de plus de vingt ans à la date du vote, habitant le territoire à la date de la signature du traité.

Le traité de Versailles, après avoir édicté ces quelques prescriptions, se décharge sur le Conseil de la Société des Nations des soucis et des détails de l'organisation et de la réalisation du suffrage.

C'est lui qui doit fixer les règles de la consultation populaire, qui ne seraient pas prévues par le texte du traité et qui doit déterminer les modalités et arrêter la date du vote.

Comment le Conseil de la S.D.N. a-t-il interprété et accompli la mission qui lui a été confiée ?

§ 2. — LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Jusqu'en 1922, le Conseil ne se préoccupa pas des obligations que lui imposait plus particulièrement le paragraphe 34 précité.

A cette date seulement, il prit certaines mesures, en vue de la conservation de documents pouvant servir pour l'établissement des listes des ayants-droit au vote de 1935.

Suit une longue période de repos, jusqu'en 1933, date à laquelle il prit, au cours de la session de mai, des résolutions concernant les fonctionnaires sarrois. Mais, dans l'ensemble, son manque d'activité contrasta singulièrement avec un déploiement de propagande qui se fit et ne cessa de se faire autour de la Sarre.

Ce n'est qu'à partir de 1934, que cette question épineuse vint au premier plan des préoccupations du Conseil de la Société des Nations.

À ce moment, un nombre considérable de lettres et de rapports rédigés par M. Knox s'était accumulé sur la table du secrétaire général de la Société des Nations, qui se voyait, par ailleurs, littéralement bombardé par des pétitions sarroises provenant surtout de milieux pro-allemands.

Dans une lettre accompagnant une pétition du front allemand, M. Knox disait, entr'autres choses :

« La Commission n'ignore pas que la date du plébiscite
« étant prochaine, elle entre dans une période de difficultés par-
« ticulières. Elle a, toutefois, l'espoir d'y faire face si elle est
« assurée de l'appui du Conseil de la Société des Nations qui,
« jusqu'à ce jour, ne lui a jamais fait défaut. »

Hélas ! cet appui cessa, si toutefois il avait jamais existé.

La soixante-dix-huitième session de janvier 1934 du Conseil de la Société des Nations, en effet, met en évidence l'isolement de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, et plus particulièrement de son Président. Seule, la France, appuie les demandes et soutient l'attitude de cet excellent et impartial administrateur, type du parfait gentilhomme anglais qui, droit

et correct, veut appliquer le traité de Versailles en toute fidélité et sincérité.

La consultation populaire devant être libre et sincère, il cherche les moyens de la mettre à l'abri des coups de force, des violences et des pressions. Il faut, pour cela, qu'avant tout l'ordre public soit respecté.

Or, il n'ignore pas qu'il ne dispose pas actuellement de forces suffisantes pour imposer ses règlements au gouvernement hitlérien qui, sous des formes plus ou moins occultes, s'est organisé dans la Sarre. Force lui est donc de demander la possibilité d'augmenter sa police.

Visiblement, le représentant de l'Angleterre, John Simon, ne soutient pas son compatriote.

Tout au contraire, essaie-t-il d'étouffer dans des huis-clos les paroles de M. Knox, et d'éviter ainsi qu'elles attirent l'attention de la grande presse internationale, sur l'insécurité et les dangers de la situation sarroise.

Le secrétariat général de la Société des Nations, de son côté, ne tient pas davantage à ce que le problème sarrois soit analysé aux yeux du monde, dans toute son acuité.

Il ne tient pas à augmenter les difficultés déjà énormes dans lesquelles se débat la Société des Nations, depuis, surtout, que le Japon et l'Allemagne lui ont tourné le dos.

C'est donc avec une certaine satisfaction qu'à Genève, on voit le baron Aloisi prendre l'affaire en mains. Celui-ci trouvera en son compatriote, M. Piloti, secrétaire général adjoint de la Société des Nations, un collaborateur tout désigné, qui l'aidera à transformer la nature du problème et à en déplacer le centre de gravité sur le plan diplomatique.

Assistant passivement aux séances publiques du Conseil, le Président de la Commission du Gouvernement du Territoire de la Sarre verra donc se développer le scénario des résolutions proposées par le baron Aloisi et adoptées à l'unanimité, sans qu'on tienne compte des mesures et des réalisations qu'il préconise.

A la séance du 15 janvier, tout d'abord, un simple lever de rideau. Figurait à l'ordre du jour de cette séance, la question des mesures préparatoires à prendre en vue de la consultation populaire dans le Territoire de la Sarre.

Par un souci de loyauté et de « fair play », le représentant de la France, M. Massigli, exprime le souhait que l'attention du gouvernement allemand (qui avait abandonné la Société des Nations depuis le 13 octobre 1933) fut attirée sur cette mise à

l'ordre du jour et qu'en tous cas la discussion n'eut lieu que dans les derniers jours de la session, pour que, s'il le désirait, le gouvernement allemand eût encore le temps de se faire représenter.

M. Massigli reçut satisfaction, mais M. von Neurath répondit à l'invitation faite par un refus.

A la date du 16 janvier, un communiqué d'allure officieuse publié dans les journaux de Berlin précisa l'attitude des milieux politiques allemands,

« L'Allemagne, disait ce communiqué, n'a pas quitté la « Société des Nations pour y revenir à n'importe quelle occasion, lorsque d'autres puissances le désirent. La tâche à remplir « par le Conseil de la Société des Nations dans la question de la « Sarre est extrêmement simple. Il n'est pas du tout difficile « d'organiser un vote secret. »

Il ne restait donc plus au Conseil que de reprendre l'étude de la question, sans la présence de l'Allemagne, soit au cours de séances privées, qui, seules, révélaient les légitimes préoccupations de M. Knox, soit au cours de séances publiques entérinant les décisions du baron Aloisi.

Le 19 janvier au soir, nouvelle séance. Mais, à la demande de plusieurs puissances, notamment de la Grande-Bretagne, elle a lieu à huis-clos. C'est au cours de cette réunion que M. Knox expose en détails la situation telle que l'a déjà révélée la correspondance qu'il a adressée au Secrétariat de Genève.

Il rappelle l'insuffisance de ses moyens de surveillance et de protection, signale que la gendarmerie locale est remplie d'Hitlériens et qu'il lui est impossible de garantir l'ordre public dans le Territoire de la Sarre.

Le lendemain, au cours de la cinquième séance publique du Conseil, presque rien ne transpire des inquiétudes de M. Knox, qui prend place à la table du Conseil à titre d'auditeur bénévole. Et moins encore propose-t-on des résolutions permettant de donner à la Commission du Gouvernement du Territoire de la Sarre les moyens nécessaires à la bonne exécution du traité de Paix.

Le rapport du baron Aloisi fait bien état de la lourde responsabilité imposée au Conseil par le traité de Versailles et signale l'importance et l'étendue des problèmes que soulève la consultation populaire dans le Territoire de la Sarre, mais toutes ses considérations n'aboutissent qu'à une conclusion, tout au moins inattendue, à savoir :

« ... que la meilleure façon de s'assurer une préparation minutieuse de la consultation, consisterait en ce que le Conseil invite son rapporteur à s'adjoindre deux de ses collègues (*sic*). »

Au lieu de donner satisfaction à M. Knox en prescrivant des mesures efficaces et en lui donnant les moyens suffisants pour les appliquer, on crée un nouvel organisme, constitué par des personnalités, très éminentes sans doute, mais dont on peut dire, sans les froisser qu'elles ne connaissent que superficiellement la question, que le Président de la Commission de Gouvernement possédait à fond.

Et, avec la création de ce Comité, l'affaire passe des mains du Gouvernement de la Sarre à celles de la diplomatie italienne.

Car c'est le baron Aloisi, représentant de l'Italie, qui déjà avait su se faire nommer rapporteur de la question de la Sarre, qui devient le *deus ex machina* de ces multiples rouages, qu'il va lui-même créer.

C'est lui qui nomme les membres du Comité dont il sera l'âme et l'inspirateur. C'est lui qui s'adjoint M. de Madariaga, remplacé plus tard par M. Lopez Olivan, représentant de l'Espagne, et M. Cantilo, représentant de la République Argentine, pour former avec eux ce fameux Comité des trois.

C'est lui qui désignera les juristes et c'est son Comité qui nommera les experts techniques.

Et voici le texte de la résolution du 20 janvier 1934. qui consacre la victoire du baron Aloisi.

« Le Conseil,

« Approuve les conclusions de ce rapport (rapport du baron Aloisi).

« Affirme sa volonté de remplir tous les devoirs qui lui incombent en ce qui concerne la préparation et l'exécution de la consultation populaire dans le territoire de la Sarre en 1935, de façon à assurer la liberté, le secret et la sincérité des votes ;

« Invite, notamment, son Comité, en vue du rapport qu'il doit soumettre ;

« a) à étudier les mesures tendant à assurer, par tous les moyens appropriés la régularité des opérations électorales ;

« b) à prendre spécialement en considération l'étude des moyens appropriés pour mettre la population à l'abri de toute

« pression et de l'exécution de toute menace de nature à affecter
« la sincérité du vote ;

« c) à étudier les suggestions que pourra lui présenter la
« Commission de gouvernement en ce qui concerne le maintien
« de l'ordre pendant la période du plébiscite. »

On voit que ce texte exprime les inquiétudes et de la Commission du gouvernement de la Sarre et celles de la France, mais ne les apaise pas.

On comprend donc qu'avant le vote des résolutions proposées par le baron Aloisi, le représentant de la France, M. Paul-Boncour, se voit obligé de rappeler une fois de plus, l'attitude de la France et de mettre en relief « la gravité d'un des actes
« certainement les plus importants auxquels la constitution de
« la Société des Nations ait donné un moyen d'expression, le
« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Il ajoute :

« Les parlementaires qui sont à cette table — il y en a
« quelques-uns — savent que, dans leurs différents pays les
« élections mêmes ne vont pas sans dégâts. Combien, à plus forte
« raison, lorsqu'il s'agit d'élections qui décident du sort même
« d'un peuple ! Donc nécessité de maintenir l'ordre. »

Le représentant de la France met donc de l'insistance, du moins verbale, pour appuyer les demandes formulées sans cesse et, dès le début de 1933 par le Président de la Commission de Gouvernement, qui ne se lassait pas de solliciter le renforcement des moyens de police pour assurer à la population sarroise une protection efficace de ses libertés, notamment celle d'exprimer sa volonté.

Comment se fait-il que le représentant italien, négligeant délibérément le côté pratique de l'affaire, noie la difficulté dans un verbalisme sans portée, qui ne peut tromper les Sarrois justement inquiets de l'impuissance de la Société des Nations ?

Certes, ce n'est pas ce distingué diplomate qui livra, ni qui livrera sa pensée, mais on lisait, à la même époque, dans la *Tribuna*, un article qui indiquait que, pour l'Italie, le Territoire de la Sarre est un morceau du Reich qui a été détaché, et dont il ne s'agit que de savoir s'il sera restitué aujourd'hui ou demain.

La *Tribuna* n'a pas l'habitude de défendre une politique autre que celle dictée de Rome, dont le baron Aloisi est le représentant autorisé.

Pour l'Italie, la question de la Sarre est réglée. Le Bassin de la Sarre retournera à l'Allemagne. Pourquoi donc se débattre dans les difficultés juridiques et administratives ?

Les résultats étant, dès maintenant, acquis, mieux vaut ne pas froisser les susceptibilités et contrarier les désirs de l'Allemagne. Une diplomatie positive le veut ainsi.

La Sarre ne sera plus, pour le baron Aloisi, qu'un pion de l'échiquier européen n'ayant, en soi, que peu de signification propre.

§ 3. — LE COMITÉ DU CONSEIL

Le Comité des trois ainsi créé tint, tout d'abord, quatre sessions préparatoires à la grande séance du Conseil prévue pour le mois de mai, à savoir : le 20 janvier, à Genève, du 15 au 17 février, dans cette même ville, du 16 au 20 avril, à Rome, et du 12 au 14 mai, de nouveau à Genève.

La mission du Comité consistait à rechercher les moyens propres à assurer la régularité des opérations électorales et à mettre la population à l'abri de toute pression.

Il devait, en outre, étudier les suggestions que pouvait lui présenter la Commission du Gouvernement.

Disons tout de suite que celle-ci fut certainement entendue, mais ne paraît guère avoir été écoutée ; car le Comité des trois écarta d'emblée les solutions concrètes et pratiques du problème.

Il n'en vit que le côté juridique. La tâche pour lui se résumait donc à un travail d'interprétation du traité de Versailles et à l'élaboration d'un texte législatif devant fixer les modalités de la consultation populaire.

Il fit, d'ailleurs, appel, pour le seconder dans ses efforts, à deux Commissions, une Commission de jurisconsultes et une Commission d'experts.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est au baron Aloisi que fut confié le choix des jurisconsultes qui devaient interpréter les passages les plus importants du paragraphe 34 : circonscription du vote (commune ou district), détermination de la date exacte du plébiscite, attribution du droit de vote, etc.

Il désigna M. de Wurtemberg (Suède), M. Kæster (Pays-Bas), et M. Borel (Suisse).

L'élaboration des projets de lois ou de règlements, concer-

nant les modalités du vote et la campagne électorale, fut confiée à des experts que le Comité désigna au cours de sa session des 16-20 avril.

Furent nommés, le professeur Bindo Galli, Président de la Cour d'Appel de Gênes,

M. Nyppels (Pays-Bas), membre de la Cour Suprême de Justice des Pays-Bas,

Miss Sarah Wambaugh (Etats-Unis), conseiller expert du gouvernement péruvien pour le plébiscite de Tacha et Arica et auteur notamment du livre remarquable : « Plébiscites since the world war ».

C'est le membre italien de ce Comité qui, comme nous l'avons dit déjà, en devint le Président.

C'est donc ce Comité des Experts qui assumait la laborieuse besogne d'établir le futur règlement du plébiscite et de rédiger le rapport que le Comité du Conseil devait présenter à la session de mai, du Conseil de la Société des Nations, session destinée à prendre des décisions définitives au sujet du plébiscite sarrois.

Aussi, le baron Aloisi multiplia-t-il ses efforts.

Non seulement, il fait appel au concours des jurisconsultes et des experts précités pour faire établir des textes législatifs réglant les modalités du vote, mais ses efforts tendirent surtout à réaliser un accord entre les deux grandes puissances intéressées directement au sort futur de la Sarre.

L'essentiel pour lui c'était d'obtenir une déclaration de l'Allemagne — (pour la France, il savait qu'elle était accordée d'avance) — l'obligeant à cesser toute pression sur les Sarrois et permettant à ceux-ci de déposer leurs bulletins de vote sans crainte de représailles.

Il n'ignorait pas, certes, que pareils engagements ne feraient que répéter ceux que l'Allemagne, à titre de signataire du traité de Versailles, avait déjà pris.

Mais il tenait à une nouvelle déclaration solennelle et peut-être s'imaginait-il réellement que pareille formalité allait garantir l'ordre public dans la Sarre et donner à ses habitants toute quiétude.

Les premières tentatives du baron Aloisi n'eurent que peu de succès. Elles n'engendrèrent que des discussions, dont la presse des deux pays se fit l'écho : des polémiques se développèrent pleines de passion et d'âpreté.

La Commission des Affaires étrangères du Sénat français fit des déclarations solennelles, selon lesquelles aucune date ne serait

fixée sans qu'auparavant toutes les garanties aient été données par l'Allemagne pour assurer un vote sincère, libre et indépendant.

Le ministre des Affaires étrangères de France se prononça dans le même sens et ses paroles eurent un retentissement mondial.

De l'autre côté du Rhin, ces manifestations oratoires provoquèrent de vives irritations. Il n'y avait pour l'Allemagne aucune condition préliminaire à poser pour la fixation de la date du plébiscite.

On s'indigna de ce que la France, en subordonnant la fixation de cette date à certaines réalisations, ne respectait pas le traité de Versailles.

Ceux-là même qui faisaient de la violation du Diktat détesté un sport, sinon l'exécution d'un devoir sacré, devenaient les défenseurs passionnés de la sainteté des contrats.

Or les revendications françaises, pleines de bon sens et de logique, n'étaient nullement en opposition avec les prescriptions du traité. Celui-ci, en effet, n'a fixé qu'une limite de départ : ce n'est qu'à partir de quinze ans révolus après la mise en vigueur du traité de Versailles (10 janvier 1920) que devait, selon les termes mêmes du traité, avoir lieu le plébiscite ; cela ne voulait pas dire qu'il s'agissait là d'une date extrême.

Il est clair que, dans l'esprit des auteurs du traité de Versailles, la sincérité et la bonne exécution du plébiscite primaient les modalités et les circonstances de réalisation du vote, dont la fixation de la date.

Toutes ces négociations et discussions se prolongèrent jusqu'au moment de la session du Conseil de la Société des Nations du 14 mai, destinée à prendre des mesures définitives concernant la Sarre. Elles continuèrent en marge de la session, d'une façon plus intensive que jamais : conversations importantes entre M. Barthou d'une part, le baron Aloisi et le jeune et brillant lord du sceau privé, le capitaine Eden d'autre part. Conversations entre le baron Aloisi et M. Kraul, consul d'Allemagne à Genève. Nombreux coups de téléphone entre Genève et Berlin.

Rien n'y fit : les positions respectives n'avaient pas varié. L'antagonisme de janvier ne s'était pas adouci.

La position de la France, toujours la même, est commandée par le scrupuleux souci de rester dans l'esprit et la lettre du traité.

Il faut que les Sarrois, dans un suffrage qui engage leur

avenir, puissent se prononcer en toute indépendance et en toute liberté sur le statut futur du territoire, sans subir de pression d'aucune sorte et sans avoir à craindre de représailles après la proclamation du résultat du scrutin.

Le délégué de la France subordonnait donc la fixation de la date du plébiscite à la réalisation des mesures de sécurité.

Il réclama également l'audition de la Commission du Gouvernement de la Sarre, audition qu'il juge indispensable à l'intelligence des affaires sarroises.

La requête du ministre des Affaires Etrangères français montre bien, si cela était encore nécessaire, que la Commission du Gouvernement de la Sarre avait été bien négligée par le Comité des trois, ce que la dualité des opinions séparant M. Knox du baron Aloisi explique aisément.

Grâce à l'initiative du représentant français, s'ouvre, à la date du 16 mai, une séance privée du Conseil, à laquelle assistent les membres présents à Genève de la Commission du Gouvernement de la Sarre, à savoir :

Son Président, M. Knox, membre anglais.

M. Morize, membre français.

M. Kossmann, membre sarrois.

M. Zoritchitch, membre yougoslave.

Il ne manque que le membre finlandais, resté à Sarrebruck pour y surveiller sur place l'agitation hitlérienne et faire face à toute éventualité.

Ils eurent à répondre aux trois questions suivantes formulées par le ministre des Affaires Etrangères français :

1° Convient-il de demander la garantie qu'aucune représaille ne sera exercée après le plébiscite, en raison des votes qui auront été émis ?

2° Dans son état actuel, la police sarroise suffit-elle à maintenir l'ordre public ?

3° Les cours de justice de la Sarre, telles qu'elles sont placées actuellement, apportent-elles à tous les citoyens une protection efficace ?

Sur le premier point, tous les membres de la Commission du Gouvernement de la Sarre répondent affirmativement. Donc, accord complet au sein de cette Commission sur la nécessité de demander des garanties aux deux grandes puissances directement intéressées au vote sarrois.

Au sujet de la deuxième question, également accord sur la nécessité d'augmenter les effectifs de la police sarroise, mais divergence de vue sur la façon de recruter le complément.

Cette question, soulevée déjà à plusieurs reprises, ainsi que nous l'avons dit, avait encore fait l'objet d'un nouveau rapport du Président de la Commission de la Sarre en date du 8 mai, qui exprimait ses craintes de la façon la plus angoissante.

Il y rappelait la motion politique votée par l'assemblée générale des Fonctionnaires de la police, le 19 avril 1934. Ce vote avait été précédé par une campagne incessante de la radio allemande et, aussitôt acquis, diffusé par les postes de Berlin (21 avril 1934).

M. Knox ne peut donc, au cours de cette séance privée du Conseil de la Société des Nations, que répéter ce qu'il disait dans ce rapport ou ce qu'il avait déjà proclamé lors de la session de janvier.

Il faut donc que la Société des Nations, représentant dans la Sarre un véritable pouvoir temporel, ait une gendarmerie adéquate sur laquelle elle puisse compter en toute confiance, pour mettre les Sarrois, avant, pendant et après le plébiscite, à l'abri de pressions, violences et représailles. Il faut donc, de toute nécessité, compléter la police sarroise infestée d'Hitlériens, d'une police auxiliaire internationale, si vraiment on veut un plébiscite sincère et libre.

M. Zoritchitch, ancien Préfet de police de Zaghreb, auquel a été confié le département de la police et de la justice de la Sarre, exprime la même pensée que son Président.

Il rappelle opportunément que la Sarre compte 800.000 âmes, que le jour du vote on comptera une centaine de bureaux, si ce n'est plus, dans les quatre-vingt-trois circonscriptions de vote et les trois cent quatre-vingt-dix communes.

Il ne dispose, pour maintenir l'ordre dans un pays continuellement agité, que d'un nombre théorique de huit cents hommes, qui représentent six cents hommes disponibles qui, au surplus, sont divisés en deux groupes qui servent à tour de rôle.

Il affirme donc que les forces de police dont il dispose sont absolument insuffisantes et il estime qu'un contingent supplémentaire de deux mille hommes est indispensable et qu'il ne peut être levé qu'en dehors de la Sarre.

M. Morize membre français, confirme les déclarations de son Président et de M. Zoritchitch et, plus particulièrement, la nécessité de recruter la police auxiliaire en dehors de la Sarre.

Il rappelle que les dix mille Français installés dans la Sarre peuvent être aisément mis en danger.

M. Kossmann, le membre sarrois, est d'accord avec ses collègues sur la nécessité d'augmenter les effectifs de la police, mais affirme qu'on recrutera dans la Sarre tous les hommes dont on aura besoin.

On constate donc que, sur le fond même de la question, les membres de la Commission de Gouvernement sont d'accord. Ils reconnaissent unanimement qu'ils n'ont pas en main l'instrument indispensable pour garantir l'ordre et assurer un vote libre et sincère.

Trois membres sur cinq soutiennent qu'il est impossible de recruter dans la population locale les éléments de confiance nécessaires, car la plus grande partie de la jeunesse est embrigadée dans les formations hitlériennes.

En ce qui concerne la troisième question posée par M. Barthou, tous les membres de la Commission de Gouvernement, y compris M. Kossmann, préconisent ou admettent la création d'un tribunal spécial pour juger les délits auxquels le plébiscite aura donné lieu.

On voit donc que la position du Gouvernement de la Sarre n'a pas varié depuis janvier, mais que, tout au contraire, les événements récents ont renforcé ses convictions.

L'Allemagne, de son côté, maintient sa position. Pour elle, il n'y a aucune utilité de créer une police auxiliaire internationale. Les accusations de terrorisme portées contre les nationalistes allemands n'ont, prétend-elle, aucun fondement.

Une pétition du « Front allemand » déclare qu'en raison du nombre de ses membres qui, d'après elle, dépasse 450.000 adhérents, il est seul intéressé à parler au nom de la population sarroise et assure que les Allemands de la Sarre ne veulent pas se dérober à un vote populaire :

« Le Front allemand, dit la pétition, exige de ses membres « la discipline la plus sévère, et, en particulier, la stricte observation des lois. Il saura garantir au Conseil de la Société « des Nations que l'ordre sera maintenu dans ses rangs. Il punit « avec sévérité tout manquement venu à sa connaissance ; il le « fera encore à l'avenir.

« Malheureusement, il n'a pas acquis la certitude que ses « adversaires agissaient d'après les mêmes principes. »

En réalité, l'Allemagne désire ne pas lâcher cette arme puis-

sante des coercitions que, par le truchement de multiples organismes, elle exerce sur les Sarrois. Il faut qu'on puisse continuer à traiter en traîtres tous les Sarrois qui ne veulent pas le retour à l'Allemagne. A la faveur de pressions occultes ou avouées, la Sarre devra retourner à l'Allemagne par un vote massif, écrasant et quasi unanime. Il y va du prestige de son dictateur.

L'Allemagne, loin de Genève, tente néanmoins d'y dicter sa volonté et exige que la date du plébiscite soit fixée avant toute chose, les mesures de sécurité réclamées par la délégation française et la Commission de Gouvernement de la Sarre lui paraissant inutiles, voire offensantes. Le chef du Front allemand, M. Pirro, va plus loin encore : la population de la Sarre, dit-il, n'a à craindre aucune représaille, sinon de la France.

Aux prétentions de Berlin, M. Louis Barthou oppose un *non possumus* catégorique : une interview, accordée par lui le 19 mai 1934, tout en montrant la position de la France, indique clairement que les négociations se sont fourvoyées dans une impasse.

« Je me suis efforcé d'accorder sincèrement et à tous les
« moments, l'attitude de la France avec les textes, loyalement
« et exactement interprétés, du traité de paix. J'ai eu le souci
« constant de cette paix en collaborant à la préparation du plé-
« biscite dans la Sarre. J'ai secondé avec confiance les efforts du
« Comité des trois auquel le baron Aloisi a donné une impul-
« sion si hautement impartiale. J'ai cédé ce qui paraissait dis-
« cutable, mais je n'ai pas voulu renoncer à ce qui était et à
« ce qui reste inaliénable. Si j'avais accepté de fixer la date du
« plébiscite sans être assuré que la liberté des votants et que la
« sécurité des habitants, de tous les habitants, serait protégée
« par des mesures efficaces, j'aurais trahi, en même temps que
« les droits de la France, ceux de la Société des Nations elle-
« même... »

D'autre part, vif et légitime mécontentement au sein de la Commission du Gouvernement de la Sarre, qui n'a pas été associée aux travaux du Comité des trois, qui a été placée devant le fait accompli du rapport provisoire du baron Aloisi du 15 mai. Le bruit circule de la démission de M. Morize, membre français de la Commission de Gouvernement.

Jusqu'au dernier moment, cependant, le baron Aloisi s'accroche à l'espoir d'un arrangement et le 19 mai encore, au cours d'une séance privée du Conseil, il déclare que son projet de résolution, à quelques détails près, est déjà établi et qu'il

procédera rapidement à une dernière mise au point, d'accord avec Berlin.

La séance publique, tenue quelques heures plus tard, consacre la vanité de ces espoirs, car le délégué italien est forcé de réclamer l'ajournement des discussions au sujet de la Sarre et fait reprendre le document distribué à quelques délégations dans l'intervalle séparant les deux réunions.

Fin mai, la partie paraît donc compromise. La session est close et les délégations se sont dispersées.

Mais, à la diplomatie, surtout lorsqu'elle est conduite par un Italien aussi distingué et habile que le baron Aloisi, rien ne paraît impossible, même pas d'identifier les contraires et, si l'entente ne doit pas se faire en fait, elle se fera sur le papier. Le jeu de patience continue donc.

Et le baron Aloisi arrive à arracher à l'Allemagne des concessions verbales et à obtenir de la France qu'elle s'en contente. La Commission de Gouvernement, elle, sera bien forcée de s'incliner.

Le processus de cette mise en scène se développe en quelques heures. Le 1^{er} juin 1934, le Président du Comité du Conseil adresse une même lettre aux ministres des Affaires Etrangères d'Allemagne et de France.

Il les invite à déclarer, d'une façon solennelle, au Conseil « leur ferme volonté de remplir les obligations découlant du « traité et à préciser les mesures d'ordre pratique et la procédure « spéciale qu'ils sont prêts à accepter, en vue de garantir l'accomplissement de ces obligations ».

M. Louis Barthou et le Freiherr von Neurath, répondent tous les deux le même jour, à savoir le 2 juin 1934 et font, chacun de leur côté, une déclaration identique.

La déclaration française, sollicitée pour les besoins de la symétrie, n'a, à vrai dire, que l'importance d'un geste de courtoisie internationale. Nous savons que la France respecterait sans peine les engagements qui s'y trouvent si la Sarre était incorporée à son territoire, mais que pareille hypothèse ne paraît que partiellement vraisemblable.

La déclaration allemande, au contraire, trouvera son application avec certitude, sinon après le plébiscite, si le régime actuel du territoire de la Sarre est maintenu, du moins avant et pendant les opérations plébiscitaires. Il est donc intéressant de savoir ce à quoi l'Allemagne s'est engagée en signant cette lettre.

Notons, tout d'abord, que l'Allemagne promet de s'abstenir de toutes poursuites, représailles ou discriminations, à l'égard des personnes *ayant droit de vote pour leur attitude politique*, pendant l'administration par la Société des Nations, *en rapport avec l'objet de la consultation populaire*.

En conséquence, deux limitations capitales sont prévues : quant aux personnes et quant à l'objet.

Seules, les personnes ayant droit au vote sont couvertes par cet engagement : les israélites, les socialistes, les juifs, les différentes catégories de libéraux et, enfin, tous ces réfugiés exécrés qui ont cherché un asile dans la Sarre n'en bénéficient pas.

A leur égard, l'Allemagne veut sévir à sa guise, à moins qu'indifférente, elle les livre sans défense à la revanche des associations nazies.

Cette limitation de l'engagement pris par le Freiherr von Neurath, pleine de menace, est véritablement angoissante lorsqu'on songe aux précédents historiques.

Les événements de Pirmassens sont dans le souvenir de tous les Sarrois, qui n'ignorent pas que Stresemann avait, cependant, pris des engagements à l'égard des séparatistes rhénans.

Les nazis seront-ils plus éléments pour la « racaille sarroise » (Pirro dixit), alors que M. von Neurath s'abstient ostensiblement d'étendre ses engagements à l'ensemble des habitants de la Sarre?

Une deuxième limitation capitale se trouve dans l'incidente : « en rapport avec l'objet de la consultation populaire ». L'immunité des votants est, par cette restriction, tellement diminuée qu'on n'aperçoit même plus ceux qui en jouiront.

Certes, un socialiste ne sera pas persécuté parce qu'il aura émis un vote défavorable à l'Allemagne, mais il pourra l'être simplement en sa qualité de socialiste, qualité qui n'est pas évidemment en rapport avec l'objet de la consultation.

A défaut d'un vote blâmable, il est à craindre qu'on trouvera un autre corps de délit.

On ignorera, d'ailleurs, officiellement, dans quel sens telle ou telle personne aura voté et ce vote ne pourra donc jamais être le motif invoqué officiellement d'une persécution à laquelle il sera toujours aisé de trouver une justification.

Les multiples cas de lèse-hitlérisme de quiconque « qui n'est pas mis au pas » (*gleichgeschaltet*) permettront d'établir des griefs, des raisons d'accusations et de poursuites qui ne seront pas « en rapport avec l'objet de la consultation populaire ».

Les événements qui se sont déroulés en Rhénanie lors du

mouvement séparatiste du docteur Dorten sont suffisamment éloquentes pour qu'on n'ait point d'illusions sur la valeur pratique du document diplomatique signé par le Freiherr von Neurath.

La nécessité qu'on éprouve, d'ailleurs, d'accumuler les engagements et les conventions qui, en réalité, ne constituent que des redites superfélatoires, montre bien l'inquiétude ressentie par ceux qui les sollicitent, sur la valeur et la sincérité de certaines signatures.

Le baron Aloisi, cependant, dut éprouver une grande satisfaction lorsque le ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne, cédant à ses instances, signa cette fameuse lettre du 2 juin, car, muni de ce papier, il était sûr de pouvoir affronter avec succès le Conseil de la Société des Nations qui, avec certitude, allait entériner ses résolutions.

Voilà donc ouverte la session du Conseil de la Société des Nations du 4 juin.

Le baron Aloisi rappelle les instructions données par le Conseil de la Société des Nations en janvier 1934. Il adresse remerciements et compliments à ses deux collaborateurs du Comité des Trois et cite nommément les trois experts qui lui ont apporté leur très active et intelligente coopération.

Il met en relief l'esprit de « compréhension » (*sic*) des gouvernements français et allemand.

Il relate qu'il a consulté les membres de la Commission du Gouvernement de la Sarre, mais ne croit pas devoir les féliciter de leur collaboration (1), sans doute parce qu'il n'y a pas fait appel.

Il rappelle son rapport provisoire du 15 mai 1934, qu'il n'est pas inutile d'examiner puisque le rapport définitif en est sorti et, surtout, parce qu'il montre bien de quelle façon, petit à petit, par des interprétations vagues, la lettre et l'esprit du traité de Versailles ont été sur certains points dénaturés.

Signalons tout d'abord, une introduction caractéristique des luttes diplomatiques qui ont été livrées pour porter atteinte aux textes du dit traité :

« Le Comité est d'avis que, conformément aux dispositions « de l'annexe à l'article 50 du traité de Versailles, les fonctions

(1) Procès-verbal de la quatre-vingtième session (extraordinaire) du Conseil de la S.D.N., quatrième séance publique.

« de Gouvernement dans le Territoire de la Sarre doivent être
« exercées même pendant la période du plébiscite par la Com-
« mission de Gouvernement. »

Visiblement donc, il a été question d'enlever à la Commission de Gouvernement, contrairement aux stipulations du traité, ses fonctions principales. Il n'est pas difficile de deviner d'où sont venues ces tentatives qui, d'ailleurs, n'ont pas complètement échoué puisque l'exécutif sarrois devra supporter un autre organisme directement nommé par la Société des Nations, à savoir la Commission de Plébiscite, dont le baron Aloisi propose la création.

Le chapitre 2 du rapport provisoire s'occupe, dans son paragraphe premier, de la détermination des personnes ayant la qualité d'habitants de la Sarre à la date de la signature du traité, au paragraphe 2, des modalités du vote. Nous en reparlerons plus loin, lorsque nous étudierons les règlements issus du rapport du baron Aloisi. Arrêtons-nous, cependant, dès maintenant, au paragraphe 3 de ce chapitre, intitulé « appréciation des résultats du vote » et ainsi conçu :

« Le Comité est d'avis que par l'expression déjà citée « le vote aura lieu par commune ou par district », le traité vise « une méthode permettant d'apprécier les résultats du plébiscite » cite en ce sens que le vote de chaque commune ou de chaque district fera l'objet d'un calcul séparé. »

Admirons la construction de cette phrase, suffisamment imprécise pour ne point contredire de front le traité de Versailles, mais assez insinuante pour franchir une nouvelle étape dans sa destruction.

Le traité, de toute évidence, n'a pas visé une simple méthode de réalisation de l'opération plébiscitaire lorsqu'il a parlé des circonscriptions administratives.

Il est certain, et la phrase du baron Aloisi le dit bien, que le traité entendait faire établir un calcul séparé ; mais cela, certes pas pour la beauté des chiffres alignés, mais bien parce que, pour chaque district ou commune, le Conseil de la Société des Nations se basant sur ces chiffres, doit pouvoir prendre une décision particulière et distincte pour chaque circonscription électorale.

Rappelons, une fois de plus, le paragraphe 35, où, trois fois de suite, les alinéas a), b), c) commencent par la phrase :

« Dans le cas où, pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait... »

Il ne s'agit donc pas d'une simple méthode de calcul susceptible d'être remplacée par une autre, mais bien d'une nécessité de déterminer les résultats du vote dans chacune des unités administratives, en vue des décisions à prendre.

Enfin, citons encore le chapitre 3 de ce rapport provisoire, car il est caractéristique de la tournure d'esprit du baron Aloisi, tournure d'esprit qu'on ne peut ignorer étant donné le rôle primordial que ce distingué diplomate a joué et joue encore dans les destinées sarroises :

« L'étude de la question des moyens appropriés pour mettre la population de la Sarre à l'abri de toute pression et de l'excultion de toute menace de nature à affecter la sincérité des votes, ainsi que de la question, qui y est connexe, concernant les dispositions à prendre pour le maintien de l'ordre public pendant le plébiscite, sera poursuivie, en tenant compte des obligations qui découlent du traité pour les puissances signataires, ainsi que de la responsabilité qui incombe à la Société des Nations en conséquence du mandat qui lui a été confié. »

Les moyens appropriés pour mettre la population de la Sarre à l'abri de toute pression, etc., la Commission de Gouvernement de la Sarre les a indiqués à satiété : police suffisamment forte, police sur laquelle on puisse compter en toute confiance. Le baron Aloisi, au contraire, veut s'appuyer sur les obligations qui découlent du traité pour les puissances signataires. Un rappel à la moralité, au lieu des moyens de sauvegarde tangibles.

C'est ainsi qu'il sollicita les fameuses lettres signées le 2 juin par M. Louis Barthou et le Freiherr von Neurath. Venons en maintenant au rapport définitif qui porte la date du 2 juin 1934. Il a donc été mis au point le jour même où furent signées les deux lettres précitées des ministres des Affaires Étrangères de France et d'Allemagne.

Le baron Aloisi rappelle en quelques mots l'historique de ce rapport et après avoir indiqué qu'il a obtenu des puissances signataires du traité directement intéressées, à savoir l'Allemagne et la France, les engagements contenus dans ces fameuses lettres du 2 juin, et s'en contentant, il soumet à l'approbation du Conseil la première résolution qui fixe la date du plébiscite.

Les considérants mettent bien en relief la nécessité de garantir la liberté et la sincérité du vote, mais la décision elle-même, dont la teneur suit, tourne court :

« Le Conseil décide ce qui suit :

« 1° Le Conseil prend acte des déclarations des gouvernements de l'Allemagne et de la France au sujet de l'exécution des obligations découlant du paragraphe 34 de l'annexe à l'article 50 du traité de Versailles et se réserve d'examiner, en temps utile, sur la base du paragraphe 39, les modalités selon lesquelles pourrait être étendu aux habitants du territoire de la Sarre n'ayant pas le droit de vote, le bénéfice des engagements que les deux gouvernements ont pris par les déclarations susvisées en ce qui concerne les votants ;

« 2° Le Conseil veillera à l'accomplissement de ces engagements, accomplissement qu'il considère comme une condition essentielle de la consultation populaire ;

« 3° Le Conseil fixe la date du vote au dimanche 13 janvier 1935. »

On le voit, tout repose sur la fidélité aux engagements pris et sur la sincérité des signataires. Pour l'ensemble des habitants de la Sarre, même pas une promesse : le Conseil se réserve simplement d'examiner leur cas plus tard.

La deuxième résolution proposée par le baron Aloisi créant la Commission du Plébiscite est ainsi conçue :

« Le Conseil décide :

« Une Commission de plébiscite est constituée sous l'autorité du Conseil de la Société des Nations.

« La Commission a des attributions d'organisation, de direction et de contrôle en matière de plébiscite. En particulier, elle remplit les fonctions et les missions que lui confie le Conseil, conformément aux dispositions des articles 49 et 50 du traité de Paix de Versailles et de l'annexe à la section IV de la partie III dudit traité.

« La Commission de plébiscite a la faculté de préparer, pour être soumis au Conseil de la Société des Nations ou, en cas d'urgence, à son Comité, toutes ordonnances et dispositions utiles se référant au plébiscite dans la Sarre et ne rentrant pas dans le cadre de ses attributions réglementaires.

« La Commission est composée de trois membres nommés
« par le Conseil.

« Un expert, également nommé par le Conseil de la Société
« des Nations, sera attaché à la Commission comme conseiller
« technique. En cas de besoin, cet expert remplacera, à titre
« de suppléant, tout membre de la Commission empêché.

« La Commission de plébiscite se prononce à la majorité des
« membres présents à la réunion.

« La Commission aura la faculté de nommer et de licencier
« le personnel, local ou étranger, nécessaire à l'accomplissement
« de ses fonctions.

« La Commission de gouvernement prêter son concours à
« la Commission de Plébiscite. Elle veillera notamment à ce que
« la Commission de plébiscite reçoive, des autorités publiques,
« l'assistance et les moyens qu'elle pourrait se trouver dans le
« cas de requérir d'elles. »

On le voit, les attributions de la Commission de plébiscite
sont considérables.

Il semblerait, en lisant le début du deuxième alinéa de la
résolution, qu'il ne s'agit que du plébiscite. Mais il continue :

« En particulier, elle remplit les fonctions et la mission que
« lui confie le Conseil, conformément aux dispositions des arti-
« cles 49 et 50 du traité de Paix de Versailles et de l'annexe à la
« section IV de la partie III dudit traité. »

Au lieu de dire « en particulier », il aurait fallu dire « d'une
façon générale », car les articles 49 et 50 et l'annexe contiennent
tous les pouvoirs dont la S.D.N. dispose à l'égard de la Sarre.

Il est donc créé un nouvel organisme, limitant singulière-
ment la compétence et les pouvoirs de la Commission du Gou-
vernement, suscitant une dualité qui ne servira guère la cause
sarroise.

L'inimitié que l'Allemagne a toujours manifestée à l'égard
du président Knox, est-elle à l'origine de cette diminution de
ses pouvoirs ?

Avant de soumettre au Conseil la troisième résolution, le
baron Aloisi interprète, de nouveau, d'une façon toute person-
nelle, comme il l'avait déjà fait dans son rapport provisoire, le
texte ayant trait aux circonscriptions de vote. Son insistance fait
craindre qu'il ne s'agit point d'une inadvertance, mais d'une
conviction qui lui est propre.

Le délégué italien s'exprime, en effet, ainsi :

« Par l'expression « le vote aura lieu par commune ou par district, le traité, selon le Comité, *visé une méthode* permettant d'apprécier les résultats du plébiscite. Le vote doit, par conséquent, faire l'objet d'un calcul séparé dans chaque union de communes (Bürgermeisterei) et chaque commune qui ne fait pas partie d'une union de communes. »

Le baron Aloisi semble donc bien vouloir ignorer la signification que le vote par commune a par lui-même et les conséquences qui peuvent en découler. Il paraît vouloir ravalier cette prescription du traité de Versailles à une simple méthode « permettant d'apprécier les résultats du plébiscite », alors qu'il s'agit bien, nous le répétons, de données capitales dans la décision que devra prendre la Société des Nations.

Après avoir rappelé qu'il a communiqué au Conseil le projet de règlement pour le plébiscite, il lui soumet la troisième résolution, ainsi conçue :

« Le Conseil,

« Prend acte du règlement pour le plébiscite qui lui a été soumis par son Comité ;

« Approuve les dispositions dudit règlement ;

« Invite la Commission de gouvernement à promulguer les arrêtés nécessaires pour les mettre en vigueur, dès qu'elle aura reçu une requête à cet effet de la Commission de plébiscite ;

« Autorise la Commission de plébiscite, avant d'adresser une telle requête à la Commission de Gouvernement, à fixer les dates et délais prévus dans le dit règlement et à apporter au règlement les précisions et modifications de détail (ou les dispositions supplémentaires) qu'elle estimera nécessaires, après avoir averti le Comité du Conseil. »

La Commission de Plébiscite devient donc un organe législatif. La Commission de gouvernement doit promulguer ses arrêtés. Le Conseil fixe ensuite l'entrée en fonctions de la Commission de Plébiscite au 1^{er} juillet 1934.

Les deux résolutions suivantes décident la création d'un tribunal supérieur de plébiscite et de huit tribunaux de cercles.

La résolution, enfin, qui donne satisfaction, au moins en apparence, à la France et à la Commission de Gouvernement sur la nécessité de renforcer la police est ainsi conçue :

« Le Conseil, considérant que la Commission de Gouverne-

« ment reste responsable du maintien de l'ordre en toutes cir-
« constances dans le Territoire, l'autorise à augmenter, si elle
« le juge nécessaire, les forces de la police et de la gendarmerie
« locales pendant la période de la consultation populaire. Ce
« renforcement sera fait, jusqu'à la mesure du possible, *par des*
« *éléments recrutés parmi les habitants du Territoire*. Au cas où
« la Commission de Gouvernement estimerait nécessaire d'avoir
« recours au recrutement d'éléments étrangers au Territoire, le
« Conseil, *par son Comité*, lui prêtera, à cet effet, tout son
« appui... »

La police additionnelle sera donc « dans la mesure du possible », recrutée dans le Territoire. Trois membres sur cinq de la Commission du Gouvernement avaient dit : c'est impossible. Le baron Aloisi donne donc raison à M. Kossmann et rend la tâche de M. Knox bien difficile, puisque la « mesure possible » est depuis longtemps épuisée.

La dernière résolution, enfin, fixe la répartition des frais du plébiscite : le principe de la répartition prévue est équitable. Cela n'a pas empêché, d'ailleurs, les journaux de Berlin d'élever des protestations.

Avant que le Conseil de la Société des Nations passe au vote, M. Louis Barthou, conscient des concessions qu'il a faites et saisissant les lacunes de tout l'échafaudage dressé par le baron Aloisi, se sent obligé de souligner les points qui demandent encore des apaisements.

Le langage diplomatique qu'il emploie masque, sous des formes élégantes, ses inquiétudes. Les formules d'espoirs cachent ses déceptions. Faisant un effort d'optimisme, il emploie la forme affirmative, là où il aurait dû et, sans doute, voulu se servir de la forme dubitative.

Citons certains passages de son discours :

« Il fallait donc, préalablement à toute décision définitive,
« accorder aux habitants de la Sarre — à tous les habitants —
« des garanties pour l'avenir, quel que fut le sort du territoire.
« Il fallait établir, sans équivoque possible, que des pressions,
« des représailles, des discriminations, ne viendraient atteindre
« aucun d'eux en raison de l'attitude politique qu'il aurait prise,
« en rapport avec l'objet de la consultation populaire, pendant
« l'administration de la Société des Nations. *Et l'on pourrait mal*
« *concevoir qu'au cours des quinze dernières années, une atti-*

« tude politique ait pu être déterminée, dans le Territoire de la
« Sarre par des considérations étrangères à l'objet du plébiscite.

« Des déclarations et des résolutions contiennent ces ga-
« ranties.

« Les déclarations ont été souscrites sur la base du para-
« graphe 34 de l'annexe Sarre, qui vise le vote ; elles concernent
« donc les votants. La résolution qui les enregistre affirme, en
« même temps, la compétence du Conseil, sur la base du para-
« graphe 39, pour étendre, le moment venu, aux habitants qui
« n'ont pas le droit de vote, les garanties souscrites en faveur
« des votants. Ainsi il ne peut pas y avoir de contestation sur le
« droit du Conseil et sur l'étendue de ses responsabilités.

« M. Barthou fait appel à tous ses collègues *pour reconnaî-*
« *tre*, d'accord avec l'interprétation donnée au paragraphe 39
« par les gouvernements français et allemands, *qu'aucun habi-*
« *tant de la Sarre* ne devra être inquiété ou subir un dommage
« quelconque en raison de son attitude politique au cours des
« quinze années durant lesquelles ce Territoire a été administré
« par la Société des Nations. Il y va de l'autorité même de la
« Société des Nations. »

M. Barthou fait donc remarquer tout d'abord qu'aucune attitude politique d'un votant sarrois ne peut être conçue comme n'ayant aucun rapport avec le plébiscite et qu'il est impossible de faire des discriminations à cet égard.

Les paroles du ministre français, hélas ! n'ont qu'une valeur interprétative personnelle et formulent simplement un vœu, puisque l'Allemagne, dans sa lettre du 2 juin, a bien fait la distinction que M. Barthou critique.

Le représentant de la France le sait si bien qu'il se voit obligé de souligner la compétence du Conseil pour étendre, de sa propre initiative, à tous les habitants de la Sarre, y compris ceux qui n'ont point le droit de vote, la garantie souscrite en faveur des votants. Il trahit, d'ailleurs, bien vite, son inquiétude, en insistant sur les voies de recours :

« Si, malgré les engagements formels qui ont été pris, des
« habitants du Territoire se trouvaient victimes, ou croyaient
« être victimes, d'un acte proscrit, ils auraient à leur disposition
« un double droit de recours.

« D'abord, pendant une période de transition, les intéressés
« pourront s'adresser directement au Tribunal plébiscitaire,

« maintenu dans le Territoire de la Sarre et qui, par sa composition même, leur donnera toute garantie d'impartialité.

« En second lieu, et sans limitation de durée, ils pourront « faire usage d'un droit de pétition, fondé sur une jurisprudence « si constante qu'il a paru superflu de le réaffirmer dans un « texte. Ce droit leur permettra de s'adresser aux membres du « Conseil qui, eux, gardent la faculté d'évoquer devant une « instance internationale les griefs dont ils seront saisis. »

L'importante séance du 4 juin se termine donc par de nouveaux abandons de la France qui, une fois de plus, tente par ses concessions, de concilier les revendications antagonistes.

En effet, malgré ses déclarations antérieures, le représentant de la France accepte la fixation de la date du plébiscite avant que les garanties assurant sa bonne exécution aient été prises, plus exactement, il se contente des engagements pris par M. von Neurath, faisant ainsi un nouvel acte de foi en la signature de l'Allemagne.

La Commission de Gouvernement de la Sarre est battue ; dans le duel Aloisi-Knox, c'est ce dernier qui succombe.

La Commission de Gouvernement de la Sarre reçoit bien l'autorisation, peu explicite d'ailleurs, de recruter des éléments étrangers pour le renforcement de la police sarroise ; mais ce recrutement devient presque une affaire personnelle regardant le seul M. Knox, qui devra s'arranger comme il pourra avec les gouvernements étrangers, peu enthousiastes pour mettre le doigt dans l'engrenage sarrois.

Certes, M. Knox pourra compter sur « l'appui » du Conseil, mais il est dit expressément que cet appui prêté par le Conseil, le sera « par son Comité », c'est-à-dire par M. Aloisi.

La session du 4 juin consacre donc le triomphe de l'Italie, car ce sont ses directives qui ont été acceptées. Aloisi, Galli, Pilotti, voilà les trois chevilles ouvrières de toute cette machinerie montée pour réaliser le plébiscite sarrois.

Il n'y aurait qu'à saluer une fois de plus l'adresse et la finesse de la diplomatie italienne et s'incliner devant son nouveau succès si on ne constatait pas que, malgré les textes amoncelés par le baron Aloisi, c'est la thèse allemande qui triomphe.

§ 4. — LA COMMISSION DE PLÉBISCITE

La Commission de Plébiscite, composée de MM. A.-E. Rodhe (Suède), D. de Jongh (Hollande), Victor Henry (Suisse), entra en fonction à la date du 1^{er} juillet 1934. Son premier acte de gestion fut un avis, véritable manifeste, adressé à la population sarroise, qui parut dans le Bulletin Officiel de la Commission du Gouvernement de la Sarre, n° 28, du 8 juillet 1934, sous le titre:

« La Commission du Plébiscite de la Société des Nations à la population de la Sarre. »

Il est rédigé en allemand et sa traduction française, que voici, ne figure pas dans le bulletin officiel sus-nommé.

« La population du Territoire de la Sarre est appelée, en vertu
« du paragraphe 34 de l'annexe à l'article 50 du traité de Versailles, à faire connaître sa volonté au sujet de la souveraineté
« du Territoire. Le Conseil de la Société des Nations a fixé la
« date de cette consultation populaire au dimanche 13 janvier
« 1935. La population devra se prononcer sur les trois questions
« suivantes :

- « a) maintien du régime établi par le Traité de Versailles ;
- « b) union à la France ;
- « c) union à l'Allemagne.

« Le Conseil de la Société des Nations, par décision du 4 juin
« 1934, a constitué une Commission composée des membres sous-
« signés, à laquelle il a confié l'organisation, la direction et le
« contrôle du plébiscite.

« La Commission de plébiscite du Territoire de la Sarre entre
« en fonction à la date de ce jour, ce qui marque le début de la
« période du plébiscite.

« En vertu du traité de Versailles, les mesures nécessaires
« doivent être prises afin d'assurer la liberté, le secret et la sin-
« cérité des votes. A cet égard, le gouvernement français ainsi
« que le gouvernement allemand se sont engagés, entre autres,
« vis-à-vis du Conseil de la Société des Nations :

« a) A s'abstenir de toute pression directe ou indirecte, de
« nature à affecter la liberté et la sincérité des votes ;

« b) A s'abstenir également de toute poursuite, représailles
« ou discrimination à l'égard des personnes ayant droit de vote

« en raison de leur attitude politique pendant l'administration
« par la Société des Nations, en rapport avec l'objet de la consultation populaire ;

« c) A prendre les mesures utiles pour empêcher ou réprimer toute action de leurs ressortissants contraire à ces engagements.

« La Commission de Plébiscite, de son côté, ne négligera pas, elle non plus, de prendre les mesures qui paraîtront nécessaires en vue d'assurer la liberté, le secret et la sincérité des votes. A cet effet, elle compte sur l'appui volontaire de la population du Territoire, qui se rendra certainement compte que c'est uniquement de cette manière que ses propres intérêts seront le mieux servis.

« En particulier, la Commission du Plébiscite attend de tous les fonctionnaires qu'ils lui apportent le plus large concours dans l'accomplissement de sa tâche, et qu'ils s'abstiennent avec le plus grand soin de tout acte destiné à influencer les votes, directement ou indirectement.

« La Commission invite, en outre, l'ensemble de la population à observer le calme et l'ordre pendant la période du plébiscite et à contribuer ainsi à l'exécution des instructions de la Commission, dans la lettre et dans l'esprit ».

Sarrebruck, le 1^{er} juillet 1934.

La Commission de Plébiscite de la S.D.N. :
A.E. RODE, D. DE JONGH WZN, V. HENRY.

§ 5. LE RÈGLEMENT POUR LE VOTE PLÉBISCITAIRE

La Commission du Plébiscite s'est donc adressée directement à la population de la Sarre, sans passer par le canal de la Commission de Gouvernement.

Elle ne s'intercale donc pas dans la hiérarchie constitutionnelle entre la Société des Nations et la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre.

Il y a donc, à l'égard de la population sarroise, deux émanations directes de la Société des Nations, constituées comme deux pouvoirs, sinon égaux, du moins parallèles.

Après ce manifeste, adressé à la population, M. Rodhe, par une lettre en date du 6-7-1934, demande à la Commission de

Gouvernement de promulguer le règlement pour le vote plébiscitaire élaboré par la Commission des Trois, la Commission de Plébiscite ayant, au préalable, rempli les « blancs » en fixant dates et délais.

Ainsi mis en action, le président de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre fit paraître, dans le Journal Officiel du gouvernement de la Sarre, n° 28, du 8 juillet 1934, le règlement organisant le vote plébiscitaire.

L'analyse complète de ce document déborderait le cadre de cette étude, mais il nous semble utile de mettre en relief tout au moins la façon, qui nous paraît critiquable, dont on y a déterminé la qualité « d'habitant » de la Sarre.

Il en résulte un vice dans la constitution même de la liste des votants. Les conséquences en sont graves, parce qu'à notre avis, elle fausse la consultation populaire à sa base.

Le traité de Versailles, très brièvement, dit : « Le droit de vote ppartiendra, sans distinction de sexe, à toute personne « âgée de plus de vingt ans à la date du vote, habitant le Territoire à la date de la signature du traité. »

Ce texte, extrêmement laconique, a été interprété par la Commission du baron Aloisi conformément à la thèse allemande, défendue plus particulièrement par le docteur Curt Groten (1), qui identifie « habitant » avec « domicilié ».

Le règlement pour le vote plébiscitaire définit, en effet, la qualité d'habitant dans l'article 4 de la façon suivante :

« La qualité d'habitant dont il est fait mention au littera b) « avoir la qualité d'habitant du territoire à la date du 28 juin « 1919) de l'article précédent, doit être attribuée à quiconque « avait sa résidence habituelle au lieu et à la date indiqués au « littera b) (le même) de l'article précédent et s'y était établi « avec l'intention d'y rester.

« Si l'intention n'a pas été exprimée, elle pourra être déduite des circonstances de fait.

« Les circonstances de fait sont établies au moyen d'actes et « de documents existants dans des offices publics, soit par « tous autres moyens de preuve.

« Si la résidence habituelle est prouvée, on doit admettre

(1) Curt Groten : Die Volksabstimmung im Saargebiet.

« l'intention que cette résidence a été choisie pour être maintenue, s'il n'y a pas de raison d'admettre le contraire. »

Bien que la rédaction de cet article nous paraisse confuse, voire contradictoire, il résulte bien du premier alinéa que les deux caractères essentiels à la qualité d'habitant sont :

- 1° la résidence habituelle à la date du 28 juin 1919 ;
- 2° l'intention d'y rester.

Les deux alinéas suivants précisent que cette intention n'a pas besoin d'avoir été exprimée d'une façon formelle, mais qu'elle pourra être établie par n'importe quel moyen de preuve, donc, comme le dit le docteur Groten, par témoins, lettres, etc.

Il semble, en conséquence, que le règlement se contente d'une intention fugace puisqu'on peut la démontrer par n'importe quel moyen et qu'il n'est point exigé de l'avoir fait suivre d'un effet réel et durable.

Rien n'oblige d'avoir maintenu son intention primitive : il suffit de l'avoir manifestée une seule fois, ne fut-ce qu'à cette date fatidique du 28 juin 1919.

Le troisième alinéa, en apparence, va plus loin encore puisqu'il accepte une présomption en faveur de cette intention. Il la tire de l'existence même de la résidence habituelle.

Pratiquement, cet alinéa confond donc les deux conditions précitées : la résidence habituelle suffit (à la date du 28-6-1919 s'entend, puisque ces deux notions de temps et d'espace sont liées).

Trois petits mots, cependant, semblent bouleverser le sens de tout ce qui les précède dans cet article 4 du règlement pour le vote plébiscitaire :

« Si la résidence habituelle est prouvée, on doit admettre « l'intention que cette résidence a été choisie pour être maintenue, s'il n'y a pas de raison d'admettre le contraire. »

Le règlement admettrait donc trois conditions, qui seraient, d'ailleurs, parfaitement logiques :

- 1° La résidence ;
- 2° L'intention d'y rester ;
- 3° Le maintien de cette intention.

Or, le troisième alinéa, tout en faisant allusion à cette troisième condition, non seulement ne l'établit pas, mais supprime même, comme nous l'avons dit, la deuxième condition, se contentant en tout de la preuve de la résidence habituelle.

On est donc en droit de reprocher à ce texte, aussi bien son manque de précision que sa soumission à la thèse allemande. Car identifier « habitant » et « domicilié » est à la fois une erreur par défaut et une erreur par excès.

Erreur par défaut : une personne installée en Sarre le 28-6-1919, et qui, depuis, y a effectivement habité, y a exercé un métier, une profession, y a peut-être créé un commerce ou une industrie, n'a donc pas droit au vote, d'après l'interprétation donnée par la Commission du baron Aloisi, si elle n'y était pas officiellement « domiciliée » ou simplement si, à cette date elle avait eu l'intention (changée depuis) de ne pas y rester.

Au contraire, une personne ayant élu domicile en Sarre à la date de la signature du traité de Versailles et qui, à ce moment, a eu, et a manifesté la velléité d'y rester, sera donc considérée comme possédant le droit de vote, bien qu'elle ait, depuis longtemps, quitté le Territoire sans espoir de retour.

La conséquence paradoxale en est la suivante :

L'émigré prussien qui avait élu domicile en Sarre, ne fut-ce que quelques heures avant le 28 juin 1919 mais qui, depuis, l'a changé, a plus de droit que le Lorrain, peut-être descendant de Sarrois authentiques revenant dans son pays d'origine, où il s'est fixé depuis. Ils seront classés d'après des « intentions » et non point d'après la domiciliation véritable et sérieuse.

On verra donc des milliers de germano-américains se faire payer par les fonds de la propagande allemande un voyage d'agrément, par exemple de Chicago à Sarrebruck et retour, pour déposer un bulletin de vote valable, à la barbe de l'ouvrier ou du commerçant d'origine sarroise, fixé actuellement dans son pays mais n'ayant pas eu, à la date voulue, l'intention d'y rester.

On voit donc que l'interprétation donnée au traité de Versailles par le baron Aloisi favorise très nettement les émigrés prussiens.

On s'en aperçoit encore davantage à la rédaction de l'article 6 où on établit une symétrie entre le soldat allemand faisant son service militaire dans la Sarre et l'ensemble des militaires et *civils* français qui se sont installés dans le Territoire « pour les besoins de l'occupation militaire ».

Il est clair que le Poméranien faisant son service militaire à Sarrelouis, en juin 1919, ne pouvait pas être considéré comme habitant de la Sarre, de même que le soldat français faisant partie des troupes d'occupation.

Par contre, on ne voit pas pourquoi un ingénieur français résidant dans la Sarre depuis le 28 juin 1919 et qui s'y est installé, ne serait pas considéré comme habitant de la Sarre, sous prétexte qu'il y est venu « pour les besoins de l'occupation militaire ». Ses droits sont au moins aussi respectables que ceux de l'émigré prussien.

Il ne semble donc pas que l'interprétation du baron Aloisi soit conforme à l'esprit du traité de Versailles, qui a voulu réparer les injustices commises par suite d'actes de violence.

La Conférence de la Paix estimait que le temps passé ne suffirait pas à proscrire les revendications du droit et que la colonisation systématique d'un pays conquis par la force n'est pas une excuse, mais une aggravation de l'atteinte qu'il a subie.

La colonisation prussienne en Pologne, allemande en Bohême, magyare en Transylvanie, n'empêcha donc pas les puissances d'accueillir les vœux des vaincus de la veille et de les restituer dans leurs droits. On ressuscita la Pologne après plus d'un siècle, la Bohême, après plus de quatre.

La France avait estimé, alors, qu'elle pouvait réclamer le même traitement. Toutefois, tenant compte de la large émigration allemande systématiquement poursuivie pendant un siècle et qui avait modifié profondément la composition de la population sarroise, elle s'était contentée de revendiquer la frontière de 1814.

La Conférence de la Paix décida, cependant, la consultation populaire sarroise, mais cela voulait-il dire qu'elle devait se produire à l'avantage des populations prussiennes ou bavaroises fraîchement émigrées dans la Sarre ?

Les auteurs du traité de Versailles n'ont-ils pas plutôt voulu laisser aux seuls autochtones ou, tout au plus, à ceux des habitants du Territoire qui jouissaient de droits acquis la possibilité de manifester leur volonté ?

Il semble donc que le paragraphe du traité déterminant la qualité d'habitant du Territoire de la Sarre doit être compris, non dans un sens élargi, mais dans un sens restreint, et que cette qualité d'habitant n'aurait dû être conférée qu'aux personnes qui ont conservé dans la Sarre le domicile qu'elles y avaient le 28 juin 1919.

Admettre que des Sarrois partis en Amérique puissent revenir uniquement pour déposer leurs bulletins de vote, semble vraiment dénaturer l'esprit du traité de Versailles.

Il semble également inadmissible de compter, parmi les vo-

tants, toutes les personnes ayant leurs foyers ou familles en Allemagne et qui ne viennent en Sarre que pour y travailler la semaine durant.

Il nous paraît, en conclusion, que, par suite d'une fausse interprétation du traité de Versailles, la constitution des listes a été par trop élargie par ces 55.794 votants venant de l'étranger. Ils représentent, à eux seuls, plus de dix pour cent de la totalité des votants, dont le nombre s'élevait, le 26 septembre 1934, à 532.740 (1).

Il est clair que pareille anomalie ne peut que fausser la base même du scrutin.

De même, l'établissement et le contrôle des listes de vote permettent de graves inquiétudes, malgré le travail consciencieux exécuté par la Commission de Plébiscite.

Certes, chacun des huit bureaux de cercles est composé de fonctionnaires neutres, nommés par la Commission de Plébiscite, d'entente, d'ailleurs, avec le Comité des Trois et c'est à eux qu'incombe le soin de veiller, sous l'autorité de la Commission de Plébiscite, à ce que soient assurés la liberté, la sincérité et le secret du vote.

Par contre, la composition des Comités communaux, créés dans chacune des quatre-vingt-trois circonscriptions de vote, n'offre aucune garantie d'impartialité.

Ce sont les inspecteurs de cercles, donc des étrangers peu au courant des affaires locales, qui ont dressé des listes de candidats et cela sur la base des propositions qui leur avaient été faites par les « *Landräte* ». Les nominations ont été faites ensuite par la Commission de Plébiscite et non point par la Commission de Gouvernement.

Certes, chacun de ces Comités communaux est présidé, en principe, par un inspecteur de cercle, donc par un étranger, mais comme en tout il n'y a que quarante-trois personnes jouant ce rôle, soit d'inspecteurs de cercles, soit d'inspecteurs assistants, elles sont forcées de prendre cette présidence à tour de rôle.

On a donc très nettement l'impression que leur rôle est plus apparent qu'effectif, alors que le travail de ces Comités effectivement composés par les soins des « *Landräte* » est capital : ce sont eux qui établissent fiches et listes.

(1) Troisième rapport de la Commission du plébiscite à la S.D.N.

Comment, malgré tout leur dévouement, ces quarante-trois inspecteurs étrangers ont-ils pu sérieusement examiner les 107.145 réclamations qui leur sont parvenues, sur lesquelles il y en avait 46.033 tendant à obtenir la radiation, dont seulement 7.217 ont été admises.

Au total, chacun des inspecteurs avait une moyenne de treize mille dossiers à examiner et cela, dans un délai extrêmement court. Peut-on donc, sérieusement, admettre que cette liste de votants, déjà majorée de tous les soi-disants Sarrois résidant à l'étranger, puisse être considérée comme véritablement exacte ?

A première vue, d'ailleurs, le nombre formidable des votants : 532.740, apparaît excessivement exagéré.

En effet, le seul recensement que nous ayons de la population du Territoire de la Sarre, le plus proche du 28 juin 1919, est celui du 31 décembre de cette même année, qui la fixe à 672.485 âmes. Pour connaître le chiffre de la population sarroise à la date de la signature du traité de Versailles, susceptible d'avoir le droit au vote, il faudrait le calculer par intrapolation, en défalquant du premier :

- 1° Les étrangers ;
- 2° Les émigrés journaliers, hebdomadaires ou saisonniers (ouvriers venant d'Allemagne) ;
- 3° Le nombre de personnes dont la population s'est augmentée depuis le mois de juin 1919 jusqu'au 31 décembre de cette même année ;
- 4° Les enfants ayant eu, au 28 juin 1919, moins de quatre ans, cinq mois, et six jours. (Il faut être né avant le 13 janvier 1915 pour avoir droit au vote) ;
- 5° Les militaires allemands ;
- 6° Les personnes décédées depuis le 28 juin 1919 qui avaient résidence dans la Sarre à cette date.

Ces soustractions ayant été faites, peut-on réellement admettre qu'on puisse arriver à ce chiffre formidable de 532.740 votants ?

En conséquence, il nous paraît, non seulement que la qualité de votant a été déterminée en nette opposition avec l'esprit de traité de Versailles, mais que les listes démesurément enflées n'ont pas été établies, faute de temps, de moyens et d'une impar-

tialité suffisante (à cause de l'action des « Landrâte »), d'une façon exacte et correcte.

La liste, telle qu'elle existe, est viciée à sa base et dans sa composition.

En conséquence, le résultat du suffrage sera nécessairement faussé et n'exprimera pas, pour cette seule raison, la véritable volonté des Sarrois authentiques.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

La consultation populaire sarroise réalise une conception toute nouvelle dans le droit international public.

Le traité de Versailles ne lui a pas conféré un caractère impératif et le résultat du suffrage ne déterminera pas, automatiquement, le sort futur du Territoire de la Sarre.

C'est la Société des Nations qui devra prendre cette décision suprême, en tenant compte, certes, du vote émis, mais en se laissant guider surtout par les intérêts permanents des populations et l'intérêt général de l'humanité.

Le plébiscite sarrois ne doit fournir qu'un élément d'appréciation, dont la valeur consultative dépend, d'ailleurs, essentiellement de l'indépendance avec laquelle il sera réalisé.

Or, nous l'avons vu : pression sur les consciences par les autorités ecclésiastiques, formidable action de la propagande allemande, que rien n'arrête et que rien ne peut arrêter, car aucune gendarmerie, si puissante fut-elle, ne peut empêcher la lente et pénétrante infiltration des mensonges et calomnies répandus par tous les moyens.

Enfin, liste de votants au plus haut point critiquable.

Des urnes ne peut donc sortir qu'une expression faussée du désir des populations du Territoire.

L'importance de la consultation populaire sarroise est donc étrangement rapetissée et c'est donc vers les intérêts permanents de la population de la Sarre et de l'humanité tout entière que la Société des Nations devra concentrer toute son attention, avant de prendre une décision qui consacrera, soit le succès, soit la faillite du droit international public nouveau et, en même temps, de la paix du monde.

DEUXIEME PARTIE

LES CONDITIONS DU BIEN - ETRE DE LA POPULATION SARROISE

Le statut définitif de la Sarre devant dépendre de ses intérêts permanents, il est indispensable d'en étudier les éléments constitutifs et de rechercher, en particulier, si le régime actuel a favorisé ou non la prospérité des populations du Territoire soumis au plébiscite.

CHAPITRE PREMIER

Cadre juridique. — Statut constitutionnel actuel de la Sarre

Avant d'étudier les conditions du bien être de la population sarroise, il faut rappeler brièvement le cadre juridique dans lequel a évolué la vie économique du Territoire.

Le droit public créé par le traité de Versailles a essayé de concilier le principe économique avec le principe politique, dont l'un ou l'autre avait toujours été sacrifié au second quand ils le premier avait toujours été sacrifié au second quand ils

L'organisation internationale du Territoire de la Sarre constitue, en effet, un compromis entre un véritable droit économique de la France sur les mines de la Sarre et le droit politique des habitants du Territoire.

La souveraineté allemande sur le Territoire si, toutefois elle subsiste, a été, en effet, privée de sa substance et de toutes ses conséquences pratiques et le Gouvernement de la Sarre a été déferé à la Société des Nations. Cela sous une forme de droit international, qui est comparée au fidéicomis en droit privé (1)

La fiducie du Gouvernement de la Sarre est commise à la Société des Nations, pour le compte de la personne du droit des gens, à qui le Bassin doit échoir après le plébiscite.

D'intéressants travaux ont été faits (2), tendant à déterminer la nature juridique du statut actuel de la Sarre : on l'a distingué du statut de Dantzig, des mandats, des condominiums, des protectorats, des régimes établis dans les régions plébiscitaires du Sleswig et de la Haute-Silésie, etc.

(1) Henri Coursier : Le statut international du Territoire de la Sarre, 1925. A. Pédone.

(2) E. Biesel : Die völkerrechtliche Stellung des Saargebietes. Noske Leipzig.

Il ne nous est point possible de revenir, dans les limites restreintes de cette étude, sur les différentes hypothèses élaborées à ce sujet. Nous voulons simplement retenir le fait que le statut de la Sarre constituait une expérience de gouvernement international les plus complètes qu'on ait tentées jusqu'à présent, gouvernement exercé par la Société des Nations, c'est-à-dire, en principe, par l'ensemble des pays civilisés.

La Société des Nations porte donc la responsabilité entière du gouvernement et de l'administration de la Sarre, parce que c'est en faveur d'elle que l'Allemagne a renoncé au gouvernement du Territoire.

En réalité, cependant, c'est à la Commission de Gouvernement que l'article 50 du traité de Versailles a donné un pouvoir souverain, ne laissant au Conseil de la Société des Nations que le soin de la nommer annuellement et le pouvoir de la révoquer.

Le Conseil n'a même pas les pouvoirs d'arbitre qui lui sont donnés, par exemple, à Dantzig, où son Haut-Commissaire ne juge qu'en première instance et où un droit d'appel au Conseil est laissé aux deux parties.

Le Traité reconnaît, au contraire, à la Commission de Gouvernement de la Sarre, un pouvoir de décision sans appel.

Jamais, et en aucune façon, une intervention directe du Conseil ne s'est produite dans l'administration du Territoire.

La Commission du Gouvernement de la Sarre dispose donc de pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux d'un gouvernement constitutionnel ordinaire.

Les auteurs du traité de Versailles avaient donc la conviction profonde que la Commission de Gouvernement ne rechercherait que l'intérêt de ses administrés et considéraient que la faculté du Conseil de la Société des Nations de révoquer et nommer les membres de la Commission constituait une garantie suffisante d'impartialité et de modération. L'expérience leur a donné raison.

La Commission de Gouvernement, en effet, non seulement respecta scrupuleusement les dispositions du traité de Versailles : les habitants de la Sarre ont conservé leurs assemblées locales, leur liberté religieuse, leur langue, etc., mais chercha à intéresser les Sarrois à la marche des affaires publiques.

Elle créa, en effet, en mars 1922, un Conseil consultatif composé de trente membres, élus au suffrage universel.

Elle institua, en outre, un Comité d'études de huit membres

chargés de donner leur avis technique sur toutes les affaires qui leur seraient soumises par la Commission.

La Commission de Gouvernement créa, enfin, une cour suprême administrative et une Chambre de travail.

Les Sarrois, jouissent, en outre, de la faculté d'adresser des recours gracieux à la Société des Nations. Ils en ont d'ailleurs largement usé, à en juger par le nombre considérable de pétitions que la Commission de Gouvernement a transmis au secrétariat de la Société des Nations.

Les Sarrois ont donc la possibilité de faire entendre leur voix, mais il faut bien le noter, ils ne possèdent pas les droits reconnus aujourd'hui par la plupart des nations civilisées aux citoyens d'une démocratie. Il est vrai qu'ils n'en auraient pas joui de toutes façons s'ils étaient restés attachés au Reich.

Tout en ne possédant pas de droits constitutionnels très étendus, les Sarrois ont néanmoins joui d'un régime libéral, scrupuleusement respectueux de leurs droits et libertés et qui, en outre, a favorisé leur activité économique ainsi que nous le verrons maintenant.

CHAPITRE II

Situation démographique et hygiène publique

La prospérité ou la détresse des pays de langue allemande se répercute immédiatement sur les mouvements démographiques. La population augmente lorsque la prospérité s'accroît et inversement. Il est donc intéressant de suivre les changements démographiques de la Sarre au cours des deux dernières décades. Voici les chiffres donnés par la « Saarwirtschaftsstatistik » (1933, page 7).

Année	Nombre d'habitants	par Km ²
—	—	—
1 Décembre 1910.....	652.381	341
31 » 1913.....	658.151	342
31 » 1919.....	672.485	352
31 » 1920.....	697.242	365
31 » 1925.....	773.764	405
31 » 1930.....	805.274	421
31 » 1931.....	815.907	427
31 » 1932.....	823.444	431
31 » 1933.....	828.128	433

Depuis le régime instauré par le traité de Versailles, la population a donc augmenté de 672.485 habitants à 828.128, soit un accroissement de 155.643 âmes, soit de plus de 23 pour cent. ce qui fait une moyenne d'accroissement annuel de 11.117 âmes, alors que l'accroissement moyen annuel de la population, sous la domination prussienne, pendant les trois années de prospérité 1911, 1912, 1913, n'a été que de 1923 âmes par an.

Au point de vue démographique, donc, situation florissante depuis le gouvernement de la Société des Nations.

Une autre statistique caractéristique de la prospérité de la Santé publique est celle de la mortalité infantile.

Le tableau suivant indique le nombre d'enfants décédés de moins d'un an (non compris les morts-nés) sur cent naissances.

1913.....	12,4	1923.....	11,0
1914.....	14,0	1924.....	9,5
1915.....	17,0	1925.....	10,3
1916.....	14,6	1926.....	10,9
1917.....	14,9	1927.....	10,4
1918.....	13,4	1928.....	8,6
1919.....	12,5	1929.....	10,0
1920.....	11,7	1930.....	9,2
1921.....	13,0	1931.....	9,7
1922.....	12,2	1932.....	9,5

La mortalité infantile est donc en continuelle régression depuis l'instauration du régime actuel qui, visiblement, a pris soin de la santé publique avec succès.

Les deux tableaux précédents, à eux seuls, reflètent la prospérité du territoire de la Sarre sous le gouvernement de la S.D.N.

CHAPITRE III

Cadre économique. — Evolution de la vie économique sarroise depuis l'instauration du régime créé par le traité de Versailles

Afin d'apprécier l'importance relative de chacune des activités de la population sarroise, examinons sa répartition dans les différentes professions telle que le donne la « *Saarwirtschafts-statistik* » (1933, page 9) :

A. Agriculture, jardinage, élevage..	64.559		
Forêts, pêche	1.013		
<i>Total A. agriculture, etc.....</i>		65.572	8,5%
B. Mines, Salines, Tourbe	211.843		
Pierres et Terres	20.682		
Production de fer et métaux....	94.032		
Objets en fer et autres métaux..	19.985		
Machines, appareils, voitures ..	14.962		
Industrie électrotechnique, op- tique, etc.	4.142		
Chimie	1.805		
Textiles	1.164		
Papier	3.714		
Cuir et Linoléum	1.029		
Caoutchouc, Amiante	83		
Bois, Menuiserie	11.148		
Musique, Jouets	171		
Alimentation	17.494		
Habillement	13.330		
Bâtiment	33.642		
Eau, gaz, électricité	4.702		
<i>Total B. Industries et Manufactures</i>		453.929	58,9%

C. Commerce	49.950		
Assurances	1.911		
Transports	58.790		
Restaurants, Hôtels, Débits	8.496		
<i>Total C. Commerce et Transports..</i>		119.147	15,5%
D. Administrations, classes libérales.	35.828		4,7%
E. Sanitaire	8.201		
F. Domestiques	16.169		
		60.698	2,1%
		698.846	
Sans profession		71.184	9,2%
		770.030	

Les deux tiers de la population vivent donc de l'industrie et l'exploitation des mines constitue la cheville ouvrière de toute l'activité économique de la Sarre.

La vie de tout ce pays est donc intimement liée à leur sort. Leur arrêt serait mortel pour le pays.

Il est donc essentiel au bien-être sarrois de connaître et de fixer les conditions de développement et de prospérité des mines du Territoire.

§ 1. — LES MINES

Il importe de rappeler quelques chiffres qui, bien qu'arides, sont d'une éloquence convaincante et mettent en évidence les résultats obtenus dans l'exploitation des Mines par l'administration française.

Alors que la production moyenne annuelle, sous les directions prussienne et bavaroise, pour la période s'étendant de 1900 à 1913, n'a été que de 11,45 millions de tonnes, la production moyenne annuelle, sous la direction des ingénieurs français, a été de 11,8 millions de tonnes.

La comparaison de ces deux chiffres est favorable à l'administration française, mais ne permet de se rendre compte de sa magnifique activité puisque, il s'agit, dans le premier cas,

d'une période de grande prospérité pendant laquelle l'industrie et les exportations allemandes prirent le prodigieux essor que l'on sait et, dans le deuxième, d'une période englobant l'année de la résistance passive de la Ruhr et la grande crise.

Pour se rendre compte du résultat splendide obtenu par la direction française dans le régime international actuel de la Sarre, il faut comparer la production des Mines sarroises depuis 1920 à celle contemporaine de toutes les mines allemandes.

La Saarwirtschaftsstatistik (1933, pages 11 et 16), nous donne un tableau nous indiquant la production des mines sarroises et des mines allemandes, tableau que nous reproduisons en ajoutant le pourcentage des augmentations ou diminutions des productions par rapport à 1913 :

Année	Production des Mines sarroises	Production de l'Allemagne	Augmentation ou diminution par rapport à 1913	
			Sarre	Allemagne
—	—	—	%	%
1913....	13,22	190,1		
1920....	9,4	131,4	—28,7	—30,8
1921....	9,6	136,3	—27,2	—28
1922....	11,2	130,0	—15,1	—31,25
1923....	9,2	62,3	—29,2	—66,45
1924....	14,0	118,8	+ 6	—37,1
1925....	13	132,6	— 1,5	—29,9
1926....	13,7	145,3	+ 3,75	—23,3
1927....	13,6	153,6	+ 3	—19
1928....	13	150,9	— 1,50	—20,4
1929....	13,6	163,4	+ 3,75	—13,9
1930....	13,2	142,7	0	—24,7
1931....	11,4	118,6	—13,6	—37,2
1932....	10,4	104,7	—21	—44,4
1933....	10,6	109,9	—22,5	—41,7

Il y a lieu de noter que la production charbonnière de la Sarre avait atteint son point culminant en 1913 (13,22 millions de tonnes, la production moyenne de 1910 à 1913 n'ayant été que de 11,45 millions de tonnes, pour mieux apprécier les comparaisons établies sur les deux dernières colonnes.

Le tableau ci-dessus met en évidence la chute de la production des mines allemandes pendant la période d'après-guerre, la baisse la moins importante ayant été de 13,9 pour cent.

Si la Sarre était restée dans les frontières économiques du Reich, nul doute que ses charbonnages auraient suivi le sort de ses concurrents allemands.

Tout au contraire, sous l'énergique impulsion de la direction française, nous constatons une progression rapide de sa production, qui atteint son maximum en 1924.

Laissons parler M. Marin Guillaume, directeur général des Mines Domaniales de la Sarre :

« Malgré les difficultés de tous ordres que la nouvelle direction a eu à surmonter, prise en main d'un effectif de plus
« de 60.000 personnes par une centaine d'ingénieurs recrutés
« hâtivement et s'ignorant mutuellement, adaptation du personnel à des méthodes de commandement nouvelles, bilinguisme,
« mauvais état des mines et du matériel, troubles à caractère
« politique, l'extraction de la première année de gestion française dépassait de cinq pour cent celle de l'année antérieure.
« Deux ans plus tard, un nouveau gain de vingt pour cent est
« réalisé. 1923 est marqué d'une régression importante due à la
« grève politique de plus de trois mois déclenchée pour soutenir
« la résistance passive de la Ruhr. Mais 1924 dépasse de loin
« les résultats antérieurs. Cinq ans ont suffi aux ingénieurs français pour atteindre et dépasser nettement la production antérieure à la guerre, 6,17 pour cent de plus que la production de
« 1913, 10,09 de plus que la production moyenne des trois années (1911-1913). On verra sans doute dans ces résultats une
« preuve manifeste de la valeur technique des ingénieurs qui les
« ont obtenus. »

Ajoutons, pour rectifier, en passant, la présomption d'un certain pays qui se croit détenir le secret de la vérité technique, que l'administration française a su améliorer et perfectionner l'outillage des Mines (1) :

Modernisation des lampes (sur treize types employés par les Allemands, la « Commission française de grisou » en interdit deux sans délai et fit modifier les onze autres).

Augmentation de l'ensemble des ventilateurs : accroissement de 22 pour cent de leur débit. La valeur d'air par tête d'ouvrier

(1) Marin Guillaume : l'exploitation technique des Mines de la Sarre sous la gestion française.

au poste le plus chargé est passée de 140 à 254 litres par seconde, marquant une augmentation de 81 pour cent.

Contre le danger des poussières, maintien de l'arrosage, seul moyen pratiqué par l'administration prussienne, mais introduction par les Français de la schistification et des arrêts barrages.

Meilleur emploi des explosifs.

Introduction du marteau piqueur.

Développement de l'emploi des locomotives à air comprimé.

Introduction des locomotives à huile lourde, etc.

Grâce à ses méthodes, l'administration française a su, à la fois augmenter le rendement et diminuer les risques des Mines sarroises, pourtant particulièrement dangereuses.

Le tableau ci-après, extrait de la *Saarwirtschaftsstatistik* (1933, page 23), donne le rendement des ouvriers et le pourcentage des accidents :

Année	Production moyenne	
	journalière d'un ouvrier	Accidents mortels par an et sur 1.000 hommes
1913.....	803	1,049
1920.....	481	1,070
1921.....	515	0,804
1922.....	606	0,835
1923.....	639	0,846
1924.....	708	0,938
1925.....	680	0,875
1926.....	692	1,120
1927.....	740	0,854
1928.....	811	0,864
1929.....	836	0,835
1930.....	874	2,436
1931.....	901	0,688
1932.....	1.034	0,613
1933.....	1.118	

Nous constatons donc l'augmentation du rendement des ouvriers et la dégression continuelle du pourcentage des accidents, à l'exception d'une seule année. En 1930, en effet, l'administration française a eu à déplorer une grave catastrophe : l'explosion de grisou et poussières survenue à Maybach, faisant 98 victimes.

Mais, puisqu'il s'agit de comparaison, il est bien permis de rappeler les explosions de Camphausen en 1885 : 181 morts ; Bre-

feld, en 1888 : 41 morts ; Maybach, en 1890 : 25 morts ; Reden, en 1907 : 150 morts.

La gestion française qui s'est exercée sous le gouvernement de la S.D.N. a donc été excellente. Il nous restera à examiner plus haut comment la vente de ces quantités formidables de charbon extraites a pu être assurée.

§ 2. — L'INDUSTRIE

Fer et acier bruts

La production en fer et en acier du Territoire de la Sarre est donnée par les deux tableaux suivants qui, à titre de comparaison, indiquent également les productions allemande et française.

FER BRUT (Saarwirtschaftsstatistik 1933, p. 27)

Année	Sarre	France	Allemagne
1913.....	1.371	5.207 ⁽¹⁾	19.309 ⁽²⁾
1920.....	644	3.434	6.400
1921.....	896	3.361	7.845
1922.....	1.157	5.277	9.396
1923.....	929	5.468	4.936
1924.....	1.345	7.693	7.812
1925.....	1.450	8.494	10.177
1926.....	1.625	9.393	9.644
1927.....	1.771	9.273	13.103
1928.....	1.936	9.981	11.804
1929.....	2.105	10.364	13.401
1930.....	1.912	10.035	9.695
1931.....	1.515	8.199	6.063
1932.....	1.349	5.537	3.933
1933.....	1.592	6.328	5.267

Pendant toute la durée du régime international, la Sarre a donc nettement dépassé sa production en fer et acier bruts

(1) Sans la Lorraine.

(2) Y compris la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg.

d'avant-guerre (sauf l'année de la résistance passive de la Ruhr et les deux années de début).

La production sarroise en acier brut a été de même très satisfaisante depuis l'instauration du nouveau régime.

Cette production s'est même maintenue à un étiage très élevé, surtout lorsqu'on la compare à la production allemande qui, notamment depuis la crise, enregistre une baisse très sensible par rapport à la période d'avant-guerre.

Le tableau ci-dessous, qui nous est fourni par la Saarwirtschaftsstatistik (1933, page 27), nous permet de comparer la production sarroise en acier brut à la production analogue française et allemande.

Année	Production de la Sarre	Production de la France	Production de l'Allemagne
1913.....	2.080	4.686	18.935
1920.....	740	3.050	8.538
1925.....	1.579	7.446	12.195
1926.....	1.737	8.386	12.342
1927.....	1.895	8.403	16.311
1928.....	2.073	9.597	14.517
1929.....	2.209	9.800	16.246
1930.....	1.935	9.447	11.539
1931.....	1.538	7.809	8.292
1932.....	1.463	5.640	5.770
1933.....	1.676	6.520	7.586

§ 3. — L'AGRICULTURE

Le terrain utilisé pour les différentes cultures et l'élevage se répartissait, en 1933, d'après la Saarwirtschaftsstatistik (1933, page 45), de la façon suivante :

Cultures	78.320 ha	41,7 %
Prairies	29.791 ha	16,1 %
Herbages	1.717 ha	0,9 %
Vergers	1.134 ha	0,6 %
Vignes	10 ha	
Potagers	4.731 ha	2,5 %
Total	117.135 ha	61,6 %
Bois et Forêts	57.620 ha	30,3 %

Visiblement, une population de 800.000 âmes ne peut vivre des produits d'un terrain aussi minuscule, qui ne lui assure, d'ailleurs, que quarante-cinq jours de sa subsistance.

On voit donc que l'agriculture ne joue qu'un rôle modeste dans l'économie sarroise et les principaux produits alimentaires sont-ils importés de l'extérieur, notamment de la France.

La Saarwirtschaftsstatistik (1933, page 47), donne les importations de viande en Sarre (d'après les statistiques de l'inspection sanitaire).

Année	Provenant de France		Provenant d'Allemagne		Importation totale
1930....	1.611	29,5 %	2.016	36,9 %	5.461
1931....	2.379	46,4 %	1.827	35,5 %	5.140
1932....	2.996	54,6 %	1.611	29,3 %	5.492

D'autre part, sur la consommation totale en lait qui, en 1932 était de 9.411.930 litres, 8.851.253 provenaient de la Lorraine.

C'est donc surtout la France qui ravitaille la Sarre en viande et en lait.

§ 4. — COMMERCE

Les deux éléments de base de tout le commerce sarrois sont le charbon et les produits métallurgiques, dont la vente, il n'est pas besoin de le dire, est d'une importance vitale pour l'économie sarroise. Aussi, est-il indispensable de reproduire certains chiffres fournis par la Saarwirtschaftsstatistik (1933), pour se rendre compte de l'importance des différents marchés absorbant le charbon et le coke sarrois.

Le tableau ci-dessous indique en tonnes les quantités achetées par la Sarre elle-même, la France, l'Allemagne et divers clients dont surtout l'Italie et la Suisse.

Année	Sarre	France	Allemagne	Divers
1920....	2.851.719	4.502.158	70.917	308.923
1925....	3.999.813	4.744.118	1.056.283	1.525.647
1930....	4.640.842	4.520.981	975.559	1.047.717
1931....	3.766.877	3.779.472	863.220	890.779
1932....	3.150.748	4.041.518	914.421	896.276
1933....	3.341.617	3.980.004	947.922	825.635

Voici, d'autre part, un tableau fourni par la direction des Mines Domaniales indiquant la vente *moyenne* par pays et par an pour la période 1924-1929 :

Tonnage en 1.000 tonnes

France	4.992	41,5 %
Sarre	4.478	37,2 %
Allemagne	1.118	9,3 %
Suisse	472	3,9 %
Italie	522	4,3 %
Belgique	265	2,2 %
Luxembourg	63	0,5 %
Pays divers	114	0,9 %

On constate donc que la France est de beaucoup le client le plus important de la Sarre avec laquelle elle a absorbé, en 1933, 80 pour cent de la production des mines sarroises.

L'Allemagne, au contraire, en a acheté moins que la dixième partie.

Grâce à ce client important qu'est la France, l'exploitation des Mines domaniales et la vente de ses produits s'est maintenue, malgré la grande crise, à un niveau remarquable.

Les produits de la métallurgie formant le deuxième élément le plus important du commerce, reproduisons les renseignements donnés par la Saarwirtschaftsstatistik (1933, page 34), qui indique les ventes faites en France et en Allemagne en fer brut, fontes et produits laminés sarrois :

	France	Allemagne
	(en tonnes)	(en tonnes)
1913.....	2.140	1.472.581
1930.....	519.786	505.879
1931.....	421.230	348.466
1932.....	386.876	318.562
1933.....	382.787	464.031

L'importance des exportations métallurgiques de la Sarre sur la France explique pourquoi l'industrie lourde française ne verrait pas sans plaisir s'établir de nouveau une barrière douanière entre ces deux pays.

La Société des Nations devant se placer au point de vue de l'intérêt sarrois, constatera que le statut économique actuel, même à ce seul point de vue métallurgique, lui est favorable et tend à le devenir davantage. L'année 1933 marque une légère baisse

des exportations sur la France et une hausse de selles faites sur l'Allemagne, par suite du formidable équipement que le Reich réalise depuis l'avènement d'Hitler. La politique des droits de douane ajournés (pratiqués pour des raisons de propagande) a d'ailleurs facilité ces exportations sur l'Allemagne.

Mais inversement quant à la matière première, la métallurgie sarroise dépend d'une façon totale de la France qui est pour la Sarre le véritable fournisseur en minerais de fer et de manganèse. Ci-dessous, le tableau comparatif des fournitures faites par la France et l'Allemagne à la Sarre (Saarwirtschaftsstatistik, 1933, page 32).

Année	Importé de France (en tonnes)	Importé d'Allemagne (en tonnes)
1913.....	3.919.820	177.929
1930.....	4.474.037	62.092
1931.....	3.347.183	26.999
1932.....	2.562.819	14.497
1933.....	3.202.647	37.323

L'axe de la vie économique de la Sarre, dont les pôles sont le charbon et le minerais de fer passe donc par la France.

Il faut que la Sarre vende son charbon et c'est la France qui le lui achète.

Il faut que la Sarre achète du minerai de fer et c'est la France qui le lui vend.

Il est difficile de trouver au monde deux pays liés économiquement l'un à l'autre aussi simplement mais aussi intimement que la France et la Sarre, ce qui ne traduit, d'ailleurs, dans le domaine des échanges que le fait créé par la nature, à savoir que géographiquement et géologiquement, la Sarre et la Lorraine ne font qu'un.

Les statistiques précédentes sont déjà suffisamment éloquentes, mais nous ne voudrions cependant pas omettre de donner encore un tableau fourni par les chemins de fer sarrois et reproduit par la Saarwirtschaftsstatistik (1933, page 52). Il indique le total des échanges faits par voie ferrée entre la Sarre et la France d'une part et la Sarre et l'Allemagne, d'autre part :

	Exportation de la Sarre		Importation en Sarre	
	vers la France	vers l'Allemagne	de la France	de l'Allemagne
1925....	5.086.425	1.744.572	5.098.787	1.016.784
1930....	5.474.320	2.094.260	6.213.575	1.224.815
1931....	4.761.468	1.690.701	5.109.483	949.090
1932....	4.910.032	1.472.182	4.214.322	630.072

Le tableau global ci-dessus indique, cependant, suffisamment l'importance des rapports commerciaux franco-sarrois.

Notons qu'une grande partie du commerce franco-sarrois se fait par les canaux et les voies fluviales dirigés presque tous vers la France ajoutant ainsi aux liens économiques qui unissent la Sarre à la Lorraine.

Le tableau précédent ne traduit donc nullement l'importance des rapports commerciaux franco-sarrois, mais les caractérise suffisamment.

Mettons en relief deux chiffres :

Alors que le total des échanges par chemins de fer entre la Sarre et la « Mère patrie » s'élèvent, pour la dernière année notée, à savoir 1932, à 2.102.254 tonnes, celui des échanges entre la France et la Sarre (qui est son sixième client avant l'Italie et l'Espagne) s'élève à 9.124.354, ce qui représente un rapport de 1 à 4,5.

Toutes les statistiques dégagent donc le même enseignement : la Sarre et la France ne font qu'un et, s'il existe des nécessités économiques, dont parle avec abondance la dogmatique d'outre-Rhin, c'est bien celle de ne pas séparer ce que la nature et le travail des hommes ont si intimement lié.

Les Allemands, d'ailleurs, ne le contestent pas et ils ont laissé échapper la vérité, même au cours de la campagne plébiscitaire sarroise. (Voir l'article de la *National Zeitung* d'Essen, sous le titre « Charbons de la Ruhr et de la Sarre, sous le signe du rattachement à l'Allemagne » et l'article de la *Frankfurter Zeitung*, du 8 mai 1934 : « Le retour de la Sarre à l'Allemagne ».)

Laissons donc à un Allemand, le professeur docteur Max Weber, tirer la conclusion qui s'impose (« Die wirtschaftliche Zugehörigkeit des Saargebietes zu Deutschland ») :

« Il est vrai qu'il est impossible, tant qu'il existera des « Etats ayant une politique économique, de tracer les frontières « en se laissant guider uniquement par des considérations nationales. »

Ajoutons, cependant, que cet éminent professeur parlait ainsi de la Haute-Silésie. Il continue, en effet :

« Les territoires de Haute-Silésie où il y a eu co-pénétration « de langues, appartiennent, pour des raisons économiques obli- « gatoires, à l'Allemagne, parce que toute cette contrée est tour-

« née vers elle. Si on voulait l'en séparer, on mutilerait toute
« la vie économique des régions à l'Est de l'Elbe et pas moins
« de la Haute-Silésie. »

La Sarre présente à la Société des Nations une occasion unique pour appliquer les principes de M. le professeur docteur Max Weber.

Naturellement, il ne s'agit point simplement de donner satisfaction à cet éminent juriste.

Le danger n'est pas, non plus, comme dans le cas de la Haute-Silésie, celui d'une simple mutilation d'une activité économique. Le problème est infiniment plus grave : celui du droit à la vie de 800.000 êtres humains, dont l'existence dépend, d'une façon directe et immédiate de la France. Si, par suite du rattachement à l'Allemagne, le rideau de fer douanier venait à séparer la Sarre de la Lorraine, ce serait une véritable catastrophe pour les populations sarroises.

Or, nous le répétons, le traité de Versailles impose à la Société des Nations l'obligation sacrée de veiller aux intérêts permanents de la Sarre, tout au moins au même titre que celle de « tenir compte » du résultat de la consultation populaire.

CHAPITRE IV

Cadre spirituel

§ 1. — HISTOIRE

Quelle est cette population qui habite le Territoire de la Sarre et quelle est sa formation intellectuelle, morale et religieuse ?

Le régime international auquel elle a été soumise depuis quinze ans a-t-il entravé ou développé son génie particulier ?

Le désir de ne rien omettre de principal nous inciterait à jeter un regard sur les origines historiques de la Sarre, mais il semble impossible de revoir ici, même en abrégé, l'histoire tourmentée de ce pays, placé sur cette frange de terrain allant de la mer du Nord au Danube, où les civilisations gallo-romaine, franque et française se sont heurtées sans cesse aux masses germaniques.

Nous serions entraînés bien loin dans le dédale des polémiques historiques et nous y rencontrerions mille notions confuses que la « science » historique allemande, peu soucieuse de clarté, a enchevêtrées et entremêlées, réunissant pêle-mêle des idées ethniques, racistes, religieuses, philosophiques et de droit médiéval.

Puisque les Allemands ont fait état, en ce qui concerne la Sarre, de faits accomplis, plaçons-nous également sur le plan des faits précis et indiscutables et laissons de côté toute cette période féodale ou, en droit international — alors bien rudimentaire et primitif — la Sarre a été rattachée à certaines périodes, au Saint-Empire romain, simple dignité d'ailleurs, comme l'ont été, du reste, aussi bien Arles et Avignon que Milan Rome ou Naples.

A l'époque où nous vivons, il semble, d'ailleurs, bien anachronique de vouloir s'appuyer sur les principes de la vieille

féodalité qui ne distinguaient pas plus la souveraineté de la propriété, que le droit public du droit privé.

De nos jours, la souveraineté n'est plus un patrimoine du prince, mais repose, sinon toujours en fait, du moins en droit, sur la volonté de ceux qui lui sont soumis.

Il est donc beaucoup moins intéressant de savoir si Sarrebruck appartenait en fief à l'évêque de Metz ou aux héritiers du Comté Simon de Commercy et si Jean II de Commercy-Sarrebruck était vassal de l'empereur d'Allemagne, tout en étant grand bouteiller de France, que de rechercher quel a été le véritable désir des populations sarroises à partir du moment où elles ont pu le manifester.

Or, l'époque à laquelle les habitants du Territoire ont pu exprimer leurs vœux, ce n'est certes pas la période de domination prussienne pendant laquelle sévissait le « système Stumm », que les Allemands libéraux eux-mêmes appelaient « le régime des pachas », système de terreur grâce auquel, jusqu'à la guerre, ce pays d'ouvriers et de mineurs n'envoya pas un seul député socialiste au Reichstag. (Les Nazis n'ont rien inventé.)

Recherchons, par contre, les manifestations des populations sarroises lorsqu'elles ont pu agir en toute liberté.

Le mémoire présenté par la délégation française à la Conférence de la Paix nous en cite quelques-unes :

« La ville de Landau et la ville de Sarrelouis (construite « par Louis XIV), sont représentées lors de la Révolution française à la fête de la Fédération et proclament leur union à la « République une et indivisible.

« En 1793, Landau soutient un siège héroïque, à l'issue duquel la Convention Nationale déclarait que « la Ville avait bien « mérité de la Patrie ».

« Toute la partie du Bassin de la Sarre qui n'était pas française au moment de la Révolution le devint de 1792 à 1795, « au milieu de l'enthousiasme des populations, décrit par Goethe, « et leur vote inscrit dans des pétitions frémissantes, conservées « aux Archives nationales, a enregistré leur union à la France « en une seule et même famille ».

« Les pétitions de la Queich, de la Blies, de la Sarre, expriment unanimement les vœux les plus ardents d'être réunis à la République française.

« La pétition d'Impflingen spécifie que « son désir n'est

« point de jouir d'une liberté illimitée, mais qu'il est simplement provoqué par l'amour de la Patrie ».

« Deux-Ponts formule un vœu auquel les événements ultérieurs donnent sa véritable signification, soit « d'être mis à l'abri de guerres que les despotes de l'Allemagne excitent tous les vingt ans dans leur pays, le plus souvent pour des objets qui leur sont entièrement étrangers ».

« Les habitants de Neunkirchen espèrent que la France aura la magnanimité de les rendre aussi heureux qu'il soit possible de l'être en prononçant leur réunion à la première des républiques » et ils ajoutent : « Nous tâcherons de nous rendre dignes de ce bienfait. »

Les populations dans la Sarre souhaitent que « la France daigne les admettre au rang de ses enfants chéris et consolider son ouvrage en leur donnant ce titre glorieux de Français qu'ils portent depuis si longtemps dans leurs cœurs et qu'ils ne cesseront jamais de mériter. »

La population de Sarrebruck résume ces sentiments dans cette phrase : « Que notre réunion, aussi pure qu'inviolable, nous associe à la France, notre mère-patrie ; nous n'aurons plus, à l'avenir, qu'un même esprit, une même volonté, un seul intérêt. »

Continuant à nous servir du mémoire précité nous le reproduisons textuellement :

« Ce désir passionné d'union à la France trouva d'ailleurs sa justification dans la sage administration assurée par nous au pays. De grands travaux publics resserrèrent les liens du sentiment. La France, la première, se préoccupa de mettre les mines en valeur. Une Ecole des Mines fut fondée par Napoléon, à Geslautern, sur la rive gauche de la Sarre, au sud de Voelklingen et les résultats obtenus contribuèrent à éveiller les convoitises des métallurgistes prussiens, dont un agent, Boecking, devait, en 1814 et 1815, mener pour le compte de ses patrons, la campagne en vue de l'annexion à la Prusse.

« C'est le système d'exploitation pour le compte de l'Etat, institué par la France, qui existe aujourd'hui, encore. Cette exploitation a d'ailleurs été conduite sur la base des études faites par nos ingénieurs et nos archives nationales possèdent le reçu, signé de la Prusse, « des plans et registres relatifs aux concessions de terrains houilliers des départements de la Sarre et de la Roer ».

« C'est la force seule qui a séparé de la France cette région.

« Le traité de Paris, du 30 mai 1814, n'avait pas osé réaliser « cette séparation, qui ne fut accordée aux instances de la « Prusse en 1815, sans consultation des habitants, que pour « tenir la France sous une perpétuelle menace d'invasion.

« Au début, plusieurs puissances, dont la Grande-Bretagne, « protestèrent contre « la cession de territoires attachés à la « France et dont la perte soulèverait l'indignation de tous les « cœurs français ». Finalement, l'insistance prussienne l'em- « porta.

« Metternich a jugé l'opération en écrivant : « La Prusse n'a « eu égard à aucun principe de justice ou seulement de dé- « cence. »

« Beaucoup d'habitants s'expatrièrent. Les autres, opprimés « par l'administration et la colonisation prussienne, se décl- « raient « Prussiens par contrainte » (Musspreussen).

« En 1859, lors de la guerre d'Italie, l'état d'esprit était « le même. De vives manifestations francophiles se produisirent « à Landau. En 1865, encore, lors d'un voyage dans la région, « Guillaume I^{er} fut reçu très froidement.

« En 1866, le prince Clovis de Hohenlohe écrivait dans ses « Mémoires : « Les Bavarois du Palatinat (c'est-à-dire de la ré- « gion de Landau et plus au nord) supporteraient tous bien de « passer à la France ». Les fonctionnaires prussiens en 1870, « appellent Sarrelouis « le nid à Français ».

« Les historiens allemands n'ont pas essayé de nier le sen- « timent de « mésalliance » qui persista, pendant un demi-siè- « cle, dans la population, après l'union avec la Prusse. Ils voient « même une preuve du caractère germanique des Rhénans dans « leur fidélité... au souvenir français.

« La lecture du Treitschke, à ce sujet, est plaisante et démon- « trative. Il résulte de son récit que, jusqu'en 1848, au moins, « les Rhénans ont prouvé leur patriotisme allemand... en défen- « dant avec acharnement contre Berlin leurs institutions fran- « çaises et en étalant l'invincible répugance que leur inspiraient « leurs nouveaux compatriotes prussiens.

« Aujourd'hui encore, il y a, dans le Bassin de la Sarre, « une forte proportion de bourgeois et de paysans passionnément « attachés à la tradition française. Dans la région de Sarrelouis, « c'est la grosse majorité. Cette ville a acclamé les troupes fran- « çaises et a adressé un télégramme chaleureux au Président « de la République. Le sentiment a survécu.

« Les sympathies de Sarrelouis pour la France se révèlent, « écrit un témoin, beaucoup plus vives qu'on n'osait l'espérer. « Elles se manifesteraient sans aucune hésitation, si la population n'était retenue par la crainte de représailles prussiennes « au cas où la frontière ne serait pas modifiée... Beaucoup, à « Sarrelouis, étaient disposés à ne pas prendre part aux dernières élections pour l'Assemblée nationale allemande.

« Le Conseil municipal de Sarrelouis s'est proposé de prendre une délibération secrète pour demander le rattachement à « la France. Il serait prêt à envoyer une députation à Paris, si « on le désire. Dès aujourd'hui, on peut avoir la certitude que « Sarrelouis enverrait à la Chambre un député de sentiments « français.

« En résumé, tout ce pays, longtemps français, qui jamais « ne s'est plaint de la souveraineté française, qui a été arraché « de force à la France sans consultation des habitants, a conservé, malgré l'immigration prussienne, le souvenir du passé « et, en dépit de partages successifs, qui rappellent ceux de la « Pologne, demeure, partiellement au moins, français de « cœur. »

Certes, la prussianisation, menée systématiquement et à outrance (ce qui, en équité, ne devrait pas constituer la source d'un droit, mais d'une sanction) a modifié la composition actuelle de la population sarroise ; mais il n'en reste pas moins vrai qu'il existe un fond autochtone véritablement sarrois, qui permettrait à Clemenceau de dire qu'il subsiste dans la Sarre environ 150.000 personnes de descendance lorraine.

Leur influence ethnique, d'ailleurs, a été telle que, certains détails vestimentaires et de mode mis de côté (tête rasée, moustaches à la Hitler), les Sarrois ne se distinguent guère du type lorrain, et on aurait du mal à les reconnaître dans une foule messine, par exemple, alors qu'un Prussien, un Poméranien ou un Brandebourgeois ne risquerait pas de passer inaperçu.

Adolphe Hitler, brachycéphale brun, aurait donc beaucoup de peines à trouver chez les Sarrois authentiques le pur type german de dolichocéphale blond.

La situation d'avant-guerre faisant de l'habitant de Sarrelouis un sujet prussien et de celui de Landau un sujet bavarois,

n'était donc point motivée par des raisons athniques, mais n'était que le résultat de la violence.

En conséquence, ni l'histoire, ni le racisme ne justifient sérieusement le rattachement de la Sarre à l'Allemagne.

Qu'en est-il, maintenant, au point de vue religieux ?

§ 2. — LES RELIGIONS

Il y a, dans le Territoire de la Sarre, selon l'office de statistique du Territoire de la Sarre (1933, page 20) :

558.857 catholiques, soit 72,58 % de la population ;

201.354 protestants, soit 26,15 % de la population ;

1.269 chrétiens de différentes sectes, soit 0,16 % de la population ;

4.038 israélites, soit 0,52 % de la population ;

4.512 divers, soit 0,59 % de la population.

Ce sont les cercles de Sarrebruck-Ville et de Homburg, villes qui se sont développées, grâce aux émigrés prussiens, où la proportion de protestants est de beaucoup la plus importante. Dans la ville de Sarrebruck, il y a 43 % de protestants, dans celle de Homburg, 45,65 %.

Au contraire, la ville de Sarrelouis, d'origine française, représente 96,07 % de catholiques et seulement 3,11 % de protestants.

Au total, la grande majorité, soit 72,58 % des Sarrois est catholique.

On ne peut pas, évidemment, dire que ces catholiques sont tous de souche sarroise autochtone mais on peut, par contre, affirmer que tous les protestants sont des émigrés ou des descendants d'émigrés prussiens qui forment un îlot dans l'ensemble de ce pays catholique qui va de la Lorraine au Rhin.

La situation religieuse de la Sarre reflète donc les mouvements démographiques qui s'y sont produit : un fond catholique sur lequel est venu se greffer un élément protestant venu de l'extérieur.

Examinons maintenant quelle a été l'attitude de la Commission de Gouvernement à l'égard des différentes religions :

Il faut immédiatement signaler que les catholiques ne connaissent une liberté sans restriction que depuis l'instauration du régime international actuel. Alors qu'avant 1914, la construction

des églises catholiques se heurtait en Sarre aux plus grandes difficultés et que des réglemens restreignaient les manifestations religieuses, la Commission de Gouvernement donna aux cultes la liberté la plus entière.

Pour assurer aux prêtres de toutes les confessions des traitements suffisants, elle maintient le système allemand des impôts culturels par la Commission ; mais, tandis qu'en Prusse le clergé ne jouit d'aucune liberté en dehors de l'Eglise, en Sarre il est libre.

Une simple statistique va le prouver :

Erection de paroisses nouvelles.....	42
Construction d'église ou de chapelles neuves.....	51
Construction de presbytères	24
Maisons d'œuvres diverses.....	15

et ceci dans la période du 10 janvier 1920 au 10 janvier 1934 et grâce à l'aide de capitaux français.

Beaucoup de catholiques, d'ailleurs, se rendent d'autant mieux compte du libéralisme et de la tolérance religieuse du gouvernement de M. Knox, que les nouvelles venues d'Allemagne, bien que filtrées par la censure du Reich, leur permettent de se rendre compte de la situation qui est faite outre-Rhin, non seulement aux catholiques mais à toutes les confessions.

De nombreux catholiques sarrois, d'ailleurs, estiment que leur devoir religieux ne les oblige pas à suivre les directives politiques données par leurs évêques.

Relevons, à cet égard, un passage d'un de ces multiples articles paraissant dans la presse sarroise indépendante (*General Anzeiger* du 13 octobre 1934) :

« Je préfère rester seul dans notre petit bout de terre allemande que de vouer notre « allemandité » (Deutchtum) à la perte dans l'océan de l'indécence brune.

« Sache-le donc, Sarrois allemand, ton devoir allemand te dicte, jamais à Hitler, mais pour le *statu quo*.

« Je parlais, continue-t-il, de devoir « allemand », en évi-
« tant à dessein de prononcer le mot « de devoir de conscience ».
« Lui aussi ne nous appelle pas vers Hitler, mais vers le *statu quo*... L'Allemagne de Hitler n'est pas allemande, elle est
« antiallemande. L'Allemagne de Hitler est de même sans Dieu
« et contre Dieu... »

En conclusion, les Sarrois ont pu comparer l'intolérance religieuse de l'administration prussienne d'avant 1914 et celle du Reich actuel, au généreux libéralisme de leur gouvernement international qui, scrupuleusement, a respecté la liberté de leurs consciences. Ils ne doivent donc sentir aucun goût à entrer dans l'église obligatoire et raciste d'obéissance germanique.

§ 3. — LA CULTURE

Dans tout ce qui précède, aucune raison vraiment sérieuse qui puisse inciter les Sarrois à demander le rattachement à l'Allemagne : ni historique, ni ethnique ou raciste, ni religieuse et encore moins économique.

Il ne subsiste, en réalité, que le vernis germanique pour les uns et la culture allemande pour les autres, qui puissent motiver la sympathie pour le « Deutschtum » et justifier, en apparence du moins, un vote favorable, au rattachement au Reich.

Aucune nécessité, cependant, de passer sous l'hégémonie prussienne pour permettre à ceux des Sarrois qui le désirent de rester allemands de cœur et d'esprit.

Tout au contraire, peut-on supposer que leur patriotisme sera mieux préservé, dans sa noblesse et sa pureté, en dehors des frontières du Reich que sous la domination de Hitler.

Rappelons, à ce propos, les paroles de Treitschke, qui s'appliquent également aux Sarrois, avec quelques variantes, bien entendu :

« Les Rhénans d'avant 1848 ont prouvé leur patriotisme « allemand en défendant avec acharnement contre Berlin leurs « institutions françaises et en étalant l'invincible répugnance « que leur inspiraient leurs nouveaux compatriotes prussiens. »

Il est, en tous les cas, un fait : le régime international sous lequel vivent actuellement les Sarrois, a respecté leurs croyances, leur langue et leur culture. Il ne les a pas empêchés de se nourrir de la pensée de leurs maîtres, de s'inspirer et de s'enthousiasmer de leurs grands philosophes et poètes, de cultiver leur idéal germanique et d'entretenir et de développer, pour eux et leurs enfants leurs écoles et leurs instituts.

Ils pourront donc continuer à lire Schiller, qui leur enseignera la haine des despotes et, s'ils le comprennent bien, la

haine du caporalisme prussien. Goethe, le grand sage de Weimar, ne cessera de leur faire entendre que le racisme germanique n'est que le fait d'un orgueil sans mesure, s'il n'est pas simplement un phénomène pathologique. Leibnitz, qui aimait à fréquenter les philosophes français, voire le roi de France, leur prouvera que le véritable intellectualisme ne se laisse pas imposer les règles faites pour les casernes. Et presque tous leurs autres penseurs leur feront comprendre que Berlin est la capitale des Hohenzollern mais que les capitales de la pensée allemande sont multiples : Weimar, Iéna, Munich, Vienne, etc., et qu'elles ne sont pas toutes dans les limites du Reich prussianisé.

Ils se rendront compte ainsi qu'indépendants ils pourraient jouer, sur le continent européen, un rôle de tout premier plan autrement plus brillant que celui qu'on leur réserverait le jour où ils seraient obligés d'endosser les chemises brunes.

Leur pays servira tout d'abord, comme il le fait déjà, de refuge aux libertés germaniques et sera le dernier coin de terre allemande où se consoleront les nostalgies de ceux que repoussent le Reich.

Placés entre deux grandes civilisations, la française, véritable championne de l'Occident, et l'allemande, plongée en partie dans les brumes de l'Asie, ils pourront jeter le pont entre ces deux grandes cultures, faciliter les compréhensions et préparer les ententes.

Ce sera peut-être de leur pays, jusqu'à présent marche des invasions, que jaillira la paix, si jamais l'arc en ciel de la réconciliation peut être dressé de mains d'hommes.

CHAPITRE V

Cadre politique

§ 1. — LES PARTIS POLITIQUES

Les dernières élections au Landesrat eurent lieu le 13 mars 1932 et donnèrent les résultats suivants (1) :

Partis	Nombre de voix	Sièges
Centre	156.615	14
Communistes	84.112	8
Socialistes	35.968	3
N.S.D.A.P. (Nationaux Social.)	24.455	2
Partis popul. germano-sarrois	24.152	2
Parti économique allemand ..	11.591	1
Divers	25.738	0
<i>Total</i>	362.631	30

Ce tableau indique l'importance respective des partis avant le triomphe nazi, qui exigea la fusion de tous les partis « allemands ». L'adhésion à ce groupement appelé « Front allemand » qui réunit, en dehors des nationaux-socialistes, le parti germano sarrois, le parti économique allemand et le centre, fut-il sincère, surtout de la part de ce dernier ?

Nul n'osera le dire et apprécier la puissance de la pression exercée sur les membres du centre à la fois par les nazis et les évêques de Trèves et de Spire.

Il subsiste, cependant, aujourd'hui, en face du « Front allemand », les communistes, les socialistes, l'« Union populaire

(1) Dr H. Schneider : « Unsere Saar ». Edwin Runge, Berlin.

allemande » représentant les catholiques indépendants et un groupe de libéraux.

Tous sauf le « Front allemand » militent en faveur du *statu quo*.

Le parti socialiste, sous la conduite de l'intrépide Max Braun, est celui qui défend le *statu quo* avec le plus d'énergie. C'est son leader qui a organisé, au mois d'août dernier, la grande manifestation antihitlérienne de Sulzbach qui réunit, selon les journaux, 70.000 à 80.000 adhérents. « Jamais, jurèrent-ils, la peste brune ne dévastera le pays ». Ce rassemblement était le pendant à celui mis en scène par la propagande allemande à Ehrenbreitstein.

On peut ne pas partager les idées socialistes, mais force est d'admirer le courage de ces hommes qui affirment publiquement leur opinion, en dépit des menaces des nazis. Car aucun d'eux n'a oublié les massacres de Pirmasens.

C'est encore Max Braun qui provoque l'envoi de pétitions à la S.D.N. et lui-même se rend fréquemment à Genève, pour y formuler de vive voix les réclamations de son parti.

Le programme de Max Braun a un côté négatif : ne pas passer sous la tyrannie de Hitler et un côté positif, à double phase : la première, constitution d'un Etat sarrois libre sous le contrôle de la S.D.N., la deuxième : nouvelle consultation populaire après la fin de la terreur brune.

Il exige donc essentiellement :

L'autonomie de la Sarre dans une constitution garantie par la S.D.N. Le *statu quo* ne doit donc pas perpétuer l'absolutisme éclairé d'une commission de gouvernement étrangère agissant au nom de la S.D.N.

La possibilité d'une nouvelle décision concernant la Sarre que la constitution définitive de la Sarre devra prévoir.

L'attribution partielle des Mines Domaniales à l'Etat sarrois. La participation des ouvriers à leur administration. Le contrôle de l'Etat sur la grosse métallurgie.

§ 2. — LES JOURNAUX

Le « Front allemand » est représenté en première ligne par la *Saarbrucker Zeitung*.

Viennent ensuite :

La *Landes Zeitung*, l'ancien organe du Centre ;

Le *Saarbrucker Abendblatt* ;

La *Deutsche Front* ;

Le *Trutzbund* (hebdomadaire), dirigé par le docteur Hermann Savelkouls, conseiller économique du Front allemand ;

Der Rufer im Warndt, qui se dit antifrçais, anticommuniste et anticapitaliste

Et toute une série de petits journaux locaux.

Tous ces journaux luttent pour le rattachement à l'Allemagne.

Les arguments employés varient selon la catégorie des abonnés et des lecteurs habituels.

La *Landes Zeitung*, dirigée par des catholiques, répand l'idée que le vote en faveur de l'Allemagne est un devoir de conscience pour tout chrétien. Elle appuie ses exposés doctrinaux sur l'autorité de ses évêques.

Les journaux s'adressant aux ouvriers effrayent leurs lecteurs avec le spectre du capitalisme français pourtant moins dangereux que celui de M. Roechling.

Tous affirment que le *statu quo* n'est qu'un mensonge, qu'il signifie la colonisation de la Sarre par la France et la lente francisation des Sarrois et qu'il est, dès maintenant, le règne de l'étranger.

Le parti socialiste est surtout représenté par la *Volkstimme* et la *Deutsche Freiheit*, dirigées par M. Braun.

Les principales feuilles communistes sont la *Arbeiterzeitung* et la *Deutsche Volkszeitung* « seul hebdomadaire indépendant des travailleurs ».

Elles s'élèvent surtout contre la dictature de Roechling, le magnat de la métallurgie sarroise, sans parler de l'exécration qu'elles vouent à Hitler.

Le *statu quo* est encore défendu par : le *General Anzeiger*, que la presse de la « *Deutsche Front* » stigmatise comme étant le journal du capitalisme français, la *Saar Chronik*, la *Neue Saar Post* « journal indépendant pour la culture chrétienne et allemande » (rédacteur en chef M. Hoffmann) qui est l'organe des catholiques indépendants qui se sont séparés de la *Landes Zeitung* et le porte-parole de l'« Union Populaire allemande » récemment constituée et le *Saarlouiser Journal*, organe catholique indépendant. Il faut encore citer l'hebdomadaire, la *Deutsche Revolution*, organe du « Front Noir » dirigé par le fameux national socialiste dissident, Otto Strasser, qui fait paraître sa feuille à Sarrebrück, Prague et Copenhague.

Il est difficile de se rendre compte du nombre, même approximatif, des lecteurs de chacun de ces journaux.

Il est certain, en tous les cas, que les feuilles de la « Deutsche Front » sont riches. Elles reçoivent de copieux subsides et disposent, en outre, de ressources considérables grâce à leurs pages d'annonces dont ils ont, en fait, le monopole. Terrorisés, les commerçants ne peuvent, en effet, faire des insertions dans un journal libre sans s'exposer à de graves vexations et aux pires représailles.

Le thème des articles de polémique politique est toujours le même :

Les partisans du *statu quo* relatent avec abondance les persécutions religieuses en Allemagne les conséquences de la banqueroute de M. Schacht, l'écroulement de l'économie et des finances du Reich, les insuccès de la diplomatie de la Wilhelmstrasse et toute la série des méfaits de la dictature hitlérienne.

Les feuilles de la « Deutsche Front » au contraire, font de l'Allemagne un véritable paradis, chantent son redressement, vantent le génie du chancelier et s'attendent devant tant de vertus germaniques.

Ils recueillent tous les racontars qui peuvent leur donner de nouvelles occasions de déverser leurs injures : sur la France, les Mines Domaniales, la Commission de Gouvernement et les partisans du *statu quo*.

Les scandales qui éclatent dans notre pays sont du pain béni pour eux.

Le « Raubbau » (pillage) des Mines par l'administration française est un sujet favori.

Mais ce sont surtout à leurs adversaires politiques sarrois qu'ils réservent la faveur d'épithètes comme celles de : bandits, de traîtres, de vendus, etc.

En résumé, il est impossible, en lisant les journaux sarrois, de se faire une idée de la véritable opinion publique du pays qui, craintive, n'ose se former. Exceptionnellement, seulement, lorsque le Sarrois se sent en sécurité, toutes portes fermées, il livre sa pensée.

Il est à présumer que, pas plus que la Presse, le scrutin du 13 janvier 1935, ne représentera l'opinion publique sarroise.

Les résultats en sonneront faux comme les manifestations tonitruantes des feuilles de stricte obéissance hitlérienne.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Le Territoire de la Sarre, un des fragments de l'ancienne Lotharingie, fait partie, géographiquement et économiquement, de la Lorraine actuelle. Nul ne le conteste.

Le régime international créé par le traité de Versailles, rétablissant l'ordre créé par la nature, a assuré la vie normale, voire la prospérité des populations du Territoire, même au cours de la période critique actuelle.

Le bien-être des Sarrois exige donc impérieusement qu'ils ne soient pas arrachés à l'unité économique dont ils font partie.

La possibilité, d'autre part, qu'ils ont toujours conservée de rester fidèles à la culture germanique, rend inutile la création de liens politiques avec le Reich.

La S.D.N. ne peut donc, si elle veut rester fidèle à la fois aux obligations que lui a imposées le traité de Versailles et à la mission civilisatrice qui lui a été confiée, décider le rattachement de la Sarre à l'Allemagne.

Et la consultation populaire, objectera-t-on ?

Vis-à-vis des intérêts certains, incontestables et guère contestés des Sarrois auxquels s'ajoutent ceux de la paix et de l'humanité, son résultat ne peut avoir qu'une valeur d'estime, estime qu'on devra d'ailleurs réserver uniquement à ceux des votants qui ont eu le courage et la lucidité d'esprit de se libérer des pressions exercées sur leur jugement et leur conscience.

La Sarre ne peut pas être arrachée économiquement de la Lorraine. On ne peut, non plus, la livrer au Reich hitlérien.

Est-ce à dire que le *statu quo* doive subsister tel qu'il existe actuellement dans tous ses détails ?

Le traité de Versailles ne l'exige pas, puisque le maintien du *statu quo* rend la S.D.N. définitivement souveraine sur le Territoire de la Sarre. Munie de ses pouvoirs, elle pourra créer telle constitution qui conviendra le mieux aux intérêts et au génie particulier des Sarrois.

La solution qui s'impose donc, en droit et en équité, et en faveur de laquelle militent aussi bien des considérations économiques que morales, est donc un Etat sarrois autonome, sous la garantie de la Société des Nations.

TROISIEME PARTIE

LA DECISION DE LA SOCIETE DES NATIONS

CHAPITRE PREMIER

Les conséquences résultant de l'application des solutions prévues par le traité de Versailles

§ I. — RATTACHEMENT A LA FRANCE

Théoriquement, il y a deux hypothèses à envisager, selon que la Société des Nations déciderait le rattachement de la *totalité*, ou d'une partie seulement, du territoire de la Sarre à la France.

La première hypothèse pourrait se réaliser dans les faits d'une façon relativement simple.

La Sarre est déjà rattachée économiquement et financièrement à la France : la vie économique sarroise continuerait donc, sans subir aucune interruption. L'exploitation des mines et l'écoulement du charbon ne seraient pas arrêtés. Il en serait de même des opérations financières et monétaires.

Du point de vue constitutionnel, le problème se poserait de savoir si la Sarre deviendrait à l'intérieur des frontières françaises une unité séparée particulière ou si, au contraire, elle serait assimilée au reste du territoire, progressivement et par étapes, d'une manière analogue à celle qui a été appliquée pour l'Alsace et la Lorraine, tout au moins au point de vue administratif.

Bien entendu, toute une série d'autres problèmes se poseraient encore : nationalité des habitants — on appliquerait vraisemblablement les principes admis lors d'annexions de territoire, accordant à tous les habitants la faculté d'opter pour

l'Allemagne ; les assurances sociales, le statut des fonctionnaires, le régime des cultes, etc. Tous ces problèmes seraient facilement résolus, mais rendus plus complexes, cependant, si une partie du Territoire de la Sarre seulement était rattachée à la France.

Il y aurait le tracé même de la frontière :

Chaque commune serait-elle considérée comme formant une unité séparée et pourrait-elle être rattachée à la France indépendamment de ce que décideraient ses voisines ? Il n'en serait probablement rien, puisqu'on ne pourrait guère admettre des enclaves territoriales. On serait donc amené à accepter des solutions intermédiaires semblables à celles appliquées à la suite du plébiscite de Haute-Silésie, conciliant tant bien que mal exigences économiques et politiques.

Nous ne voulons cependant pas nous arrêter à cette éventualité du rattachement total ou partiel de la Sarre à la France, parce que rien n'a été fait pour susciter ou faciliter cette solution.

Tout au contraire, certaines oligarchies semblent avoir déployé une puissance sournoise pour l'empêcher et le gouvernement français ne paraît pas avoir voulu ou su briser cette action. Signalons seulement que le rattachement, tout au moins partiel, de la Sarre à la France, non seulement serait conforme au traité de Versailles, mais que sa réalisation n'offrirait aucune difficulté sérieuse.

§ 2. — RATTACHEMENT A L'ALLEMAGNE

Tout au contraire, le rattachement à l'Allemagne de la Sarre aurait des conséquences catastrophiques pour la Sarre et aggraverait en même temps les rapports internationaux déjà peu satisfaisants.

Tout d'abord pour la Sarre : Dès l'établissement de la barrière douanière franco-sarroise, toute l'économie sarroise, serait bouleversée de fond en comble. Des millions de tonnes de charbon s'entasseraient sur les carreaux des mines, sans pouvoir s'écouler, le marché français se refusant à consentir des sacrifices pour la marchandise allemande, qu'elle pouvait accepter pour l'ouvrier sarrois. Des milliers de mineurs du Territoire seraient réduits au chômage. La Sarre incorporée à l'économie allemande en

pleine crise, accentuerait encore le déséquilibre de la balance commerciale du Reich en déficit croissant depuis l'avènement du régime hitlérien. Le coût de la vie serait accru pour les Sarrois. Car l'autarchie actuelle de l'économie allemande et les différentes mesures dictatoriales prises par Hitler y ont produit progressivement l'augmentation du prix des différentes denrées.

Nous extrayons, à titre d'exemple, de la *Freiheit* du 9 décembre 1934, le tableau ci-joint :

	A Sarrebruck	A Ludwigs- hafen	Différence
Pain noir (le kilo)	0,25	0,35	40 %
Riz (le kilo)	0,43	0,60	40 %
Pommes de terre (les 5 kilos)	0,45	0,55	22 %
Viande de bœuf (le kilo)	0,92	1,50	63 %
Viande de porc (le kilo)	1,57	1,70	8 %
Lard fumé (le kilo)....	1,64	2,20	34 %
Lait (le litre)	0,21	0,26	24 %
Beurre (le kilo)	2,87	3,10	8 %
Œufs (la pièce)	0,09	0,10	10 %

Au ralentissement des échanges (charbon, textiles, bière) bloqués en grande partie s'ajouteraient les difficultés financières et monétaires : difficultés des paiements et des transports, disparition du franc qui a préservé jusqu'à présent l'émiettement et la destruction des fortunes sarroises.

Du point de vue moral, suppression des libertés sarroises. Et de quelle manière, lorsqu'on songe aux menaces de Goering contre les « criticaillons » et les « négateurs », sans penser aux événements de Pirmassens ?... Que deviendront les 4.500 Juifs qui sont dans la Sarre, les catholiques dissidents, les libéraux et les socialistes chassés d'Allemagne et tous ceux suspectés d'avoir voté pour le *statu quo* ? Finis la liberté et le bien-être dont jouissaient les Sarrois sous le gouvernement de M. Knox.

Et, au bout de cette crise qui se prolonge, la menace d'une révolution bolchevique, succédant au régime nazi.

Rapports franco-allemands. Question des Mines. — Immenses difficultés, aussi, au point de vue du rachat et du transfert de la propriété des mines, prévus par le traité de Versailles. La France cessera-t-elle immédiatement l'exploitation des mines ou la maintiendra-t-elle jusqu'à leur paiement intégral ?

L'Allemagne ne soulèvera-t-elle pas, au préalable, une ques-

tion préjudicielle en ce qui concerne ce paiement, représentant le reliquat du compte des réparations depuis longtemps aboli ?

Si, cependant, elle en accepte le principe, où cherchera-t-elle les deux à trois milliards de francs dont elle aura besoin pour indemniser la France, si ce n'est dans les poches sarroises où se trouvent encore, heureusement pour eux, des devises françaises. La sollicitude prussienne pour les Sarrois se manifestera ainsi sous son vrai jour. Mais combien y a-t-il encore de billets de la Banque de France en circulation dans la Sarre ? Leur nombre n'ira-t-il pas en s'amenuisant, la mauvaise monnaie chassant la bonne, et les Sarrois, importateurs de tout, sauf de charbon, ayant un intérêt évident à mettre leurs francs à l'abri et à ne pas les échanger contre des marks-papiers élastiques. L'Allemagne ne pouvant ou ne voulant faire face à sa dette, la France abandonnera-t-elle les Mines, sans avoir été payée totalement ?

L'opinion française se contentera-t-elle de nouveau de simples promesses, alors que le Reich renie ses obligations commerciales, après avoir repoussé ses dettes politiques ? Acceptera-t-elle de recommencer la lamentable histoire des réparations et à retracer ce long calvaire des concessions qui se sont appelées Spa, San Remo, Londres, Cannes, La Haye, Genève ?...

Verrait-on, de nouveau, les bons A.B.C., les plans Dawes et Young et un autre général ou colonel américain donner son nom à un troisième plan ?

Alors, la France abandonnerait tout ? Mais la situation de son budget ne lui permet pas d'offrir en holocauste à l'entente internationale deux ou trois nouveaux milliards.

Il semble donc que l'administration domaniale française devrait continuer à exploiter les Mines jusqu'au paiement complet. Or, les auteurs du traité de Versailles avait déjà reconnu l'impossibilité d'une pareille exploitation française en territoire allemand et avaient, précisément pour cela, créé le statut spécial de la Sarre.

Alors le dilemme est le suivant : ou la France perd tout, ou le *statu quo* continue.

Essayer une tierce solution, ouvrirait une nouvelle ère de rapports franco-allemands surtendus, de complications internationales des plus dangereuses, de menaces continuelles, de conflits violents.

Nous pourrions continuer à énumérer les difficultés, morales, économiques, sociales, juridiques, diplomatiques, politiques.

Est-ce bien nécessaire, puisque la situation actuelle, dont nous avons montré les bienfaits, se retournerait du tout au tout. Elle est maintenant conforme aux intérêts permanents des Sarrois. Elle deviendrait malfaisante et catastrophique.

§ 3. — STATU QUO

Dans le cas où, pour tout ou partie du territoire, la Société des Nations déciderait le maintien du régime établi par le traité de Versailles, le paragraphe 35, alinéa a) dudit traité prévoit deux conséquences :

« ... L'Allemagne s'est engagée à renoncer, en faveur de la « Société des Nations, à sa souveraineté, ainsi que la Société des « Nations le jugera nécessaire... »

« Il appartiendra à celle-ci (S.D.N.) de prendre des mesures « propres à adapter le régime définitivement instauré, aux *inté-
« rêts permanents* et à *l'intérêt général*. »

La Société des Nations, nantie de la souveraineté sur le Territoire de la Sarre aura donc toute latitude de décider de son sort futur.

Il va sans dire qu'elle ne perpétuera pas la situation présente, comme le vote prévu en faveur du *statu quo* semble, à tort, le faire supposer. Table rase sera faite de la constitution actuelle et la nouvelle s'édifiera sur deux assises fondamentales : intérêts permanents du Territoire, et intérêt général.

Intérêts permanents du Territoire : aussi bien économiques que politiques et moraux.

Le bien-être matériel de la population sarroise : il dépend directement de l'unité économique franco-sarroise et du maintien de la santé financière du pays, c'est-à-dire, provisoirement, de la conservation de la monnaie française.

Les intérêts politiques : il faut que l'intégrité et l'indépendance du Territoire soient assurées.

Les intérêts moraux : les libertés individuelles, dont jouissent actuellement les Sarrois doivent être maintenues et leurs droits politiques, inexistantes en ce moment, établis.

L'intérêt général : C'est, avant tout, la sauvegarde de la paix.

Grâce à la Sarre neutralisée, les risques d'action violente et guerrière seront diminués, la sécurité augmentée. Zone neutre, qui feutrera le contact des deux grands pays qui se sont si souvent heurtés avec violence, le Territoire de la Sarre constituera un pont jeté entre les deux grandes civilisations, pont que ne franchiront plus les bataillons armés, mais les émissaires pacifiques des deux pays, chargés de créer la compréhension, de faciliter l'entente et de préparer les voies à une collaboration véritable et féconde pour l'humanité entière.

L'intérêt général exige aussi que l'institution de Genève accroisse son autorité, ses moyens d'action, son pouvoir réel. de façon qu'elle exerce, d'une manière plus complète, et plus effective qu'elle n'a pu le faire jusqu'à présent, sa mission d'arbitre et de conciliateur.

Le monde civilisé, tout entier, qui est intéressé à la grandeur morale de la Société des Nations, ne peut que souhaiter que la Sarre devienne la terre promise où les auteurs et les protagonistes du Covenant pourront appliquer la loi nouvelle.

L'œuvre du président Wilson trouverait ainsi sa plus belle application, puisqu'effectivement elle réaliserait le bien des peuples.

Mieux encore, c'est en Sarre que le résultat des expériences des dernières décades pourra trouver sa consécration. C'est là qu'on pourra réaliser toutes ces réformes juridiques, constitutionnelles, sociales et économiques auxquelles aspire l'humanité tout entière.

L'application de formules nouvelles permettra peut-être de faire sortir les hommes du chaos dans lequel ils se débattent et de les engager sur les voies de l'avenir.

CHAPITRE II

L'hypothèse d'un régime nouveau, comportant l'autonomie de la Sarre sous le contrôle de la Société des Nations

§ I. — CE QUE POURRAIT ÊTRE LA FUTURE CONSTITUTION DE LA SARRE

La Sarre libre, sous la protection de la Société des Nations, et ses habitants autonomes, voilà la base essentielle du statut futur.

Un Comité d'experts auquel devront participer les Sarrois, élaborera la nouvelle constitution en s'inspirant des expériences nombreuses faites depuis la guerre, soit sous l'autorité de la Société des Nations : régime des mandats, constitution de la ville libre de Dantzig, etc., soit, indépendamment, dans divers Etats. La constitution du Cap assurant aux Sud-Africains d'origine anglo-saxonne ou hollandaise (Boers) une large indépendance, sous le contrôle lointain de l'empire britannique, paraît offrir un modèle intéressant.

Il faudra créer un régime libéral, mettant en œuvre les idées nouvelles, tant juridiques et morales qu'économiques et politiques, et permettant aux Sarrois d'assurer eux-mêmes la marche de leurs affaires.

Il va sans dire que la constitution nouvelle ne devant pas être « octroyée », mais acceptée, voire déterminée par la volonté des Sarrois, devra faire l'objet de délibérations d'une assemblée constituante sarroise, appelée à se prononcer sur cette constitution.

La Société des Nations n'aura pas seulement à assurer cette élaboration et à mettre en œuvre la nouvelle constitution, mais elle en sera un élément important.

Garante de la constitution, elle devra se réserver un droit de veto contre toute réforme qui lui serait contraire. En outre, fidèle à sa mission pacificatrice, elle veillera à empêcher tout acte

militaire à l'intérieur des frontières sarroises ; interdiction du service militaire, de construction de fortifications, d'armements, de transit, d'emmagasinage du matériel de guerre. Là, la Conférence de Désarmement trouvera un terrain propice à ses expériences et à l'application de ses programmes.

La Société des Nations, en outre, devra assurer la conduite des affaires extérieures de la Sarre et s'opposer à tout traité ou accord international qui serait en contradiction avec la constitution.

Les pouvoirs de la Société des Nations ainsi définis et nettement circonscrits, ne limiteraient point mais assureraient, tout au contraire, la liberté des populations sarroises.

§ 2. — L'ARMÉE INTERNATIONALE AU SERVICE DE LA S.D.N.

La sécurité du Territoire devra, en outre, être assurée, non point par la seule vertu d'instruments diplomatiques, mais d'une façon concrète par la constitution d'une force réelle permettant à la Société des Nations de faire respecter les libertés du Territoire.

Ainsi la possibilité serait créée de réaliser enfin cette armée internationale si ardemment souhaitée par tous ceux qui sont désireux d'étayer l'autorité de la S.D.N. par une puissance effective.

La création d'une véritable armée internationale se heurtait, jusqu'à présent, à des obstacles insurmontables, dont il suffit de rappeler ceux d'ordre technique : impossibilité d'avoir une armée suffisamment importante pour faire face à toutes les éventualités ; impossibilité de trouver le territoire susceptible d'accueillir cette armée internationale ; impossibilité de maintenir une cohésion dans un conglomerat d'hommes de toutes les nations, dont deux au moins seraient susceptibles d'être en conflit l'une contre l'autre ; difficulté, sinon impossibilité, du commandement, puisqu'il a fallu quatre ans de guerre pour obtenir l'unité de commandement des armées pourtant alliées, etc...

Irréalizable dans toute son ampleur, et néfaste pour certains peuples menacés lorsqu'on la présente comme une panacée universelle contre la guerre, cette idée d'une armée internationale devient, par contre, réalisable et utile lorsqu'on la ramène à sa juste mesure, que les hommes ont du mal à définir mais que

les événements eux-mêmes, en l'occurrence, se chargent, actuellement, d'établir.

Pierre de touche des idées, l'expérience permettra de se rendre compte dans quelle proportion cette première application d'une armée internationale, chargée de veiller à la sécurité d'un petit pays, pourra ultérieurement se développer en élargissant sa mission, qui, dès maintenant, serait magnifique puisqu'elle établirait dans cette région, une des plus menacées d'Europe, une zone neutre qu'on respectera d'autant plus que cette armée internationale sera plus forte.

Et pourquoi ne le serait-elle pas et ne comprendrait-elle pas un jour cent à deux cent mille hommes ?

Serait-ce trop pour les nations civilisées de payer une prime d'assurance, même forte, contre le danger d'une conflagration européenne, qui coûterait infiniment plus cher ?

Pourquoi ne pas entretenir en Sarre une puissante légion étrangère, sous les ordres directs de Genève ? Et, à défaut d'hommes de différentes nations réunis pêle-mêle dans les mêmes unités, pourquoi ne pas constituer, dans chacun des cercles de la Sarre, des bataillons de différents pays, commandés par leurs propres officiers ? Mais ni Allemands, ni Français ; uniquement des « neutres », sachant, s'il est possible, parler à la fois le français et l'allemand.

Véritable aubaine pour ces milliers d'hommes tirés du chômage, pour être investis de fonctions largement rétribuées et hautement respectées puisqu'elles contribueront à consolider la Paix.

Il ne s'agirait point de mercenaires, obligés de guerroyer selon le bon plaisir de leurs chefs, mais d'une garde civique, d'une garde d'honneur des nations, chargée par l'ensemble des nations civilisées d'être la sentinelle de la Paix.

Quelle douce quiétude pénétrerait dans les esprits !

La frontière sur le Rhin, qui est celle de l'Angleterre, celle de la France, celle du droit et de la liberté, comme disait naguère le président Wilson, serait mieux gardée. Français, Belges et Anglais respireraient plus à l'aise. Les Allemands aussi. Puisque beaucoup parmi eux croient sincèrement au danger de l'impérialisme français, symbolisé et rendu particulièrement odieux sous la forme du soldat sénégalais assoiffé de sang.

De part et d'autre de la Sarre, on se sentirait davantage en sécurité, sous la protection des troupes de la S.D.N.

La confiance renaissant, les capitaux circuleraient de nou-

veau, les affaires reprendraient, le chômage cesserait et le danger de bouleversements sociaux reculerait.

Pourquoi la S.D.N. n'aurait-elle pas un jour l'énergie d'une décision virile ? Elle serait ainsi fidèle à la haute mission qui lui avait été confiée et aux vastes espoirs qui s'étaient attachés à elle.

On ne peut objecter que la création et l'entretien d'une armée internationale dans le Territoire de la Sarre puisse offusquer la dignité de ses habitants puisque, tout en jouissant des avantages matériels importants qui découlent de l'existence sur leur territoire d'une garnison importante, ils auraient la satisfaction de voir leur pays assumer un rôle unique de pacification et de concorde entre les peuples.

Ils comprendraient, en outre, bien vite tous les avantages de faire partie d'un pays qui, comme la Principauté de Monaco ou la Cité du Vatican, offre à ses sujets la sécurité sans faire peser, par ailleurs, sur eux, de lourdes et pénibles servitudes militaires.

§ 3. — ORGANISATION ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

La révolution française avait isolé l'individu en détruisant les corporations que, seul, le pouvoir royal, tant qu'il était fort, pouvait départager et arbitrer selon l'intérêt national.

Devenu comme une épave flottant au gré des remous des flux et reflux économiques, l'individu devint le jouet des grandes oligarchies, que nul ne pouvait asservir.

Abandonnés à eux-mêmes, les hommes sentirent le besoin de se grouper à nouveau et d'autant plus que les formes mêmes que prenait l'activité industrielle moderne, aggloméraient et asservissaient les masses pour n'en faire qu'un troupeau humain au service des machines.

En opposition aux grands féodaux économiques, se constituèrent ainsi des syndicats ouvriers et patronaux, luttant les uns contre les autres, sans se douter qu'ils étaient tous menés par de puissants groupements occultes, dictant leur volonté à la fois aux fédérations, aux journaux, aux banques, aux parlementaires, à la justice, aux administrations, aux ministères.

Lorsqu'on ajoute à ces puissances, les mysticismes jouant de l'ignorance, de la sentimentalité et de la misère des masses, il en est résulté une situation absolument chaotique, aussi bien

dans le domaine de la pensée que dans celui de toutes les activités humaines : anarchie de l'esprit, anarchie économique, anarchie sociale, anarchie politique — anarchie internationale.

Les réactions furent violentes et, au règne inavoué des puissances anonymes, succédèrent les dictatures, substituant leur joug à la multitude des tyrannies politiques, économiques et financières qui pressuraient la plupart des peuples.

Lénine, Mussolini, Staline, Kemal Pacha, Hitler, de façons différentes et par des moyens divers, représentent la réaction à la fois contre les formes constitutionnelles désuètes, contre les organisations économiques délabrées et la tyrannie des multiples féodaux rançonnant les masses. Aucun de ces hommes ne peut se vanter d'avoir trouvé la vérité intégrale et complète, mais chacun d'eux a, pour sa part, mis en évidence les défauts des anciens systèmes.

Assez d'un parlementarisme égaré dans un vain byzantinisme, piétinant sur place, paralysant les forces vives d'un pays sans, cependant, garantir les libertés individuelles puisqu'il n'est que le jouet des grandes oligarchies.

Assez du libéralisme économique sans frein, broyant les libertés des individus, aboutissant à une anarchie de la production, créant la misère et les injustices et subissant, comme le régime politique lui-même, la direction des grandes congrégations financières ou celle de vulgaires escrocs.

Assez aussi du socialisme d'Etat qui fait de l'individu une simple bête de somme chargée de peiner et de produire au profit du seul Etat omnipotent, sans qu'il puisse lui-même accomplir sa destinée naturelle, qui est de vivre et de faire vivre sa famille, avec un minimum de bien-être.

L'humanité pensante constate et reconnaît les raisons nombreuses de son malheur ; mais elle n'arrive pas à sortir de l'enchaînement des erreurs, des fautes et des crimes.

Les remèdes préconisés oscillent d'un extrême à l'autre et, dans leur exagération, s'avèrent comme étant fréquemment pires que les maux qu'ils devaient guérir. Ainsi les peuples ne sortent pas du cercle de fer qui les enserrant et, quand ils essayent de se libérer d'une tyrannie, ils deviennent victimes d'une autre.

Une occasion unique se présente qui offre à une élite, à des hommes de sagesse et de raison, la mission et la possibilité d'appliquer des idées nouvelles, après avoir tiré les conclusions de nombreuses expériences économiques faites dans tous les pays.

La création nouvelle qui peut être faite en Sarre devra repré-

senter la meilleure de toutes les constitutions politiques et de toutes les organisations économiques tentées jusqu'à ce jour.

La Société des Nations pourra jouer le rôle du despote éclairé, poursuivant exclusivement la réalisation des intérêts permanents de la Sarre et des intérêts généraux de l'humanité.

Un îlot se présente, en plein centre de l'Europe, où pourra s'instaurer le règne de la mesure, de la raison et de la sagesse.

CHAPITRE III

Les changements survenus depuis la session de décembre 1934 du Conseil de la Société des Nations. Les perspectives nouvelles

Au moment de mettre la dernière main à cette petite étude, se réunit la session du Conseil de la Société du mois de décembre 1934, appelée à discuter le nouveau rapport du baron Aloisi.

Le Président de la Commission des Trois avait réuni ses collaborateurs à Rome même, à l'ombre du Palais Chigi et avait invité, tant la France et l'Allemagne à se faire représenter, que la Société des Nations à envoyer ses experts.

La collaboration de toutes ces éminentes personnalités a produit un travail fécond et important, à en juger au nouvel esprit qui a dicté le dit rapport et au progrès, qu'au point de vue juridique, il a réalisé sur le mois de juin.

Certaines obscurités existant dans les rapports précédents du Comité des Trois et qui masquaient mal des interprétations erronées du traité de Versailles ont fait place à des précisions à l'abri des critiques, puisque, d'une façon très nette, le dernier rapport Aloisi confirme explicitement les données du traité de Versailles.

1° Le Territoire sarrois peut, *en totalité* ou *en partie*, être rattaché soit à la France, soit à l'Allemagne, soit être maintenu dans le *statu quo*. Les différentes parties de la Sarre pourront donc avoir des destinées différentes.

2° C'est la Société des Nations qui décidera du sort futur de ce pays, en « tenant compte » du suffrage ; mais celui-ci ne le déterminera pas *ipso facto*. La distinction est faite très clairement.

Egalement, revirement très net en ce qui concerne les mesures prises pour assurer la sécurité des votants. L'attitude sinon du Comité des Trois, du moins celle du Conseil de la Société des Nations s'est, à cet égard, complètement modifiée.

Alors qu'à la session on laissait la Commission du Gouvernement en face des difficultés et que le ministère anglais déclarait très nettement aux Communes qu'il n'avait nullement l'intention d'envoyer des troupes en Sarre, c'est précisément le capitaine Eden, lors chancelier du Sceau privé, qui prend l'initiative de proposer une gendarmerie internationale et d'offrir le concours de troupes britanniques. L'Italie suit l'exemple.

Visiblement, les événements politiques qui se sont déroulés depuis l'importante session de juin 1934, plus particulièrement : l'assassinat du chancelier Dollfuss et l'exécution sommaire, en Allemagne, des adversaires de Hitler, n'ont pas manqué d'impressionner le Conseil.

Du coup, voilà donc la Société des Nations à la tête d'une véritable petite armée internationale, si souvent réclamée par ceux qui désirent armer le bras séculier de l'institution de Genève et dont nous souhaitons la création plus haut.

Inutile d'insister sur le fait que la constitution de ce régime international a été infiniment laborieuse et qu'il a fallu des mois pour en accepter le principe. Inutile aussi de faire remarquer qu'il s'agit ici d'un acte de police de préservation et non point d'une intervention armée dans un conflit déjà déchaîné.

Il n'en reste pas moins vrai qu'il y a là un commencement d'application d'une idée qui paraissait irréalisable et qui l'était réellement, tant qu'elle voulait trop embrasser.

On doit donc accueillir avec joie les décisions prises par le Conseil d'envoyer en Sarre une gendarmerie supplémentaire et celle de l'Angleterre, de l'Italie, de la Suède et de la Hollande d'y participer.

Le but immédiat : le maintien de l'ordre sera atteint. Un coup de main ou un putsch pendant la période plébiscitaire seront, selon toute vraisemblance, évités.

La sincérité des votes, cependant, ne sera pas, pour cela, assurée.

La présence des gendarmes postés autour des bureaux de vote ne changera rien à la pression exercée sur les consciences sarroises.

Il ne faut pas davantage s'illusionner sur l'attitude de l'Allemagne. Sa tactique paraît claire. Elle a tout fait, et elle continuera à tout faire, jusqu'au dernier moment, pour agir sur les consciences. La propagande allemande ne s'arrêtera pas parce que quelques milliers de Tommies ou de Bersaglieri se trouveront rassemblés dans la Sarre. Ils n'empêcheront ni les émis-

sions par radio, ni les visites personnelles des blockwarter chapitrant chacun des votants. Ils n'empêcheront pas non plus que, jusqu'au jour du vote, chaque Sarrois recevra les instructions, injonctions ou ordres des Nazis par tracts, brochures, lettres, T.S.F., etc.

La première manche se joue donc avec des cartes biseautées.

Si le vote donne une majorité importante en faveur du rattachement à l'Allemagne, celle-ci considérera la partie comme définitivement gagnée pour elle. Si cette majorité est minime, et que la Société des Nations, forte de ses obligations, décide, néanmoins, dans l'intérêt des Sarrois, de maintenir le *statu quo*, le Reich jouera sa deuxième manche : formidable action diplomatique, propagande mondiale monstre, devant démontrer que la Société des Nations ne respecte par le traité de Versailles et foule aux pieds le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Et si, malgré cette offensive, la Société des Nations persistait dans sa décision, il se produira, selon toute vraisemblance, un soulèvement « spontané » de la population sarroise, tel qu'on l'a vu déjà se dérouler en Autriche. Ces événements sont à craindre, même si le *statu quo* était voté par une majorité importante.

Il est donc clair que c'est, non point au cours du mois de janvier que les troupes internationales auront un rôle décisif à jouer. Elles deviendraient vraiment utiles plus tard, lorsqu'une action violente se présentera aux yeux des maîtres du Reich comme une solution possible.

Néanmoins, réjouissons-nous des résultats de cette dernière session du Conseil de la Société des Nations.

Du point de vue juridique, nous l'avons dit, il y a une plus juste appréciation des prescriptions du traité de Versailles et nous devons attribuer ce succès en grande partie à la politique ferme de M. Barthou, et aussi au travail tenace et dévoué des experts et des éminents jurisconsultes qui représentent la France à Genève.

Du point de vue de la Société des Nations, un progrès immense a été réalisé.

Au lieu de discours, un ordre a retenti de Genève ¹

Les nations civilisées, en commun, ont décidé. Elles ont agi. Et l'Allemagne s'est inclinée.

Pourquoi ?

Soudain, la Société des Nations est apparue comme une puissance. Descendue des cimes de la spéculation, elle a pris contact avec les réalités. Elle s'est créé une force matérielle ;

elle s'est dotée de moyens de coercition. Et elle s'est fait respecter. Son autorité, après une longue éclipse, n'a jamais été aussi forte.

Du coup, le champ de son action efficace s'est élargi ; ses possibilités se sont accrues et de magnifiques perspectives s'ouvrent à sa destinée.

N'oublions, cependant, pas l'influence que l'Angleterre a exercée sur les décisions du Conseil. Inclignons-nous aussi devant l'attitude courageuse et décidée du grand Européen : M. Titulesco. Peu importe que l'énergie de la S.D.N. soit d'emprunt ; il est indispensable au salut de la civilisation qu'elle soit maintenue.

Vu : *Le Doyen,*
Edgard ALLIX.

Vu : *Le Président,*
LE FUR

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Rapport de la Commission de Gouvernement de la Sarre sur les activités de la « Deutsche Front »

Abréviations

- B.N. : Bibliothèque Nationale de Paris.
B.N. Strasbourg : Bibliothèque Nationale de Strasbourg.
B.G. Paris : Bibliothèque du Musée de la Guerre, Vincennes.
SANDRU LOUTE. — La Sarre. Au seuil de la Rhénanie. (Illustré de plu. hors texte. Fasquelle, 1933.)
- CHINY HENRI. — Le retour éventuel de la Sarre à l'Allemagne, vu par les Allemands, Thèse 1933. (Paris, Donnât, Montchrestien.)
- PAUL BERTRAND. — Bassin houiller de la Sarre et de la Lorr.
1. Flore fossile. 2^e fasc. Aléothoptéridées, Lille 1932 (107 p.)
Pl. xxxi à lx. V. Etudes des gîtes minéraux de la France.
- Alsaciens et Lorrains (Assurance Sociale). — La situation lamentable des Alsaciens et Lorrains français en Sarre. Mémoire du « Syndicat des Fonctionnaires, employés et ouvriers sarrois de nationalité française » et de l' « Union des Invalides, Veuves, Orphelins de guerre et Anciens Combattants, section Sarre », 1932. (Paris, Impr. centr. de la Bourse, 32 p.).
- Chambre de Commerce franco-sarroise. — Ce qu'il faut savoir de la Sarre. Edition spéciale. (Metz, Arts graphiques, 28 p., 1931.)
- FRANZ EMIL HEITJAN. — Die Saar-Zeitung und die Entwicklung des politischen Katolizismus an der Saar von, 1872-1888 (160 p.). (Saarlouis, Saar-Zeitung, 1931.)
- HANS SCHÖNEBERGER. — Die absatzentwicklung der Saárwirtschaft in der Nachkriegszeit. Diss. Köln (92 p.). (Saarbrücken, 1931.)
- Statistisches Amt des Saargebietes. — Wirtschaftszahlen, 1925-1931, N. 1., 74. (S. 1. 1925-1931.)

- ALBERT AGNE. — Die Kapitalsanlage in der deutschen Sozialversicherung unter besonderer Berücksichtigung der Saarknappschaft. Diss. München. (113 p.). (Homburg, 1930.)
- HEINZ SCHULTHESS. — Das Finanzwesen des Saarbeckens (65 p.). (St. Ingebert, 1930.)
- HELLMUT KATSCH. — Regierung und Volksvertretung im Saargebiet (173 p.). (Leipzig, 1930.) — V. Studien, Leipzig, rechtswissenschaftliche Heft, 57.
- ERICH KAMMER. — Die Rechtsgültigkeit der Verpächung der Grube Karlsbrunn nach dem Versailler Vertrag und den Grundsätzen des allgemeinen Völkerrechtes (43 p.). (Diss. Marburg, 1930.)
- RUDOLF OBE. — Die Arbeiterverhältnisse im französischfiskalischen Saarbergbau (110 p.). (Diss. Frankfurt-a-Main, 1930.)
- REVIRE JEAN. — Association française de la Sarre. La Sarre, par R.-J., in-8, 32 p. ill., carte. (Lyon, impr. E. Vitte, 1930.) Note sur le problème de la Sarre.
- REVIRE JEAN. — Perdrons-nous la Sarre ? (Paris, 1930.)
- REVIRE JEAN. — Figures et questions du jour.
- FRITZ KLOEVEKORN, FR. LEVACHER. — Das Saargebiet, seine Probleme, Hersg. unter Mitwirkung von Saarpolitikern und Vertretern der Wissenschaft (584 p.), 1 vol. cartes (6 pl.). (Saarbrücken, Hofer 1929.)
- OSKAR VON LANTZ. — Das Rechtsproblem der Liquidierung des Saargebietes (113 p.). (Diss. Bonn Saarbrücken, 1929.)
- BIESEL EDUARD. — Die Völkerrechtliche Stellung des Saargebietes (135 p.). (Leipzig, 1929.) — V. Frankfurter Abhandlungen zum modernen Völkerrecht. Heft 15.
- GEORG REISMÜLLER U. JOSEPH HOFMANN. — 10 Jahre Rheinlandsbesetzung. Beschreibendes Verzeichnis des Schrifttums über die Westfragen mit Einschluss des Saargebietes und Eupen-Malmedys (371 p.). — Die selbstständig erschienenen Schriften. (Breslau, Hirt, 1929.)
- PAUL WIZINGER. — Die Versorgung des Saargebietes mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen vor und nach Errichtung der Zollgrenze (75 p.). (Diss. Heidelberg, 1929.)
- Banque Renaud, Nancy. — Annuaire des valeurs régionales (Lorraine, Alsace, Luxembourg, Sarre), publié par la Banque Renaud (1630 p.). (Nancy, 1929-1930.)
- DONNADIEU JAMES. — La liquidation de la victoire. 1 : Sarre, Paris, 1930 (5 sept. 1932).

- WIEGAND GERHARD. — Französische Währungs und Zollpolitik im Saargebiet. (Berlin, 1929.) (Sozialwissenschaftliche Forschungen, Abt. IV, Heft 7.)
- CAPOT REY. — Quand la Sarre était française (1929). (Les Cahiers Rhénans, VII.)
- BELLET FERDINAND. — Le régime douanier et les échanges commerciaux de la Sarre. (Thèse Paris, 1929.)
- FLEURY EMILE. — La Sarre et les intérêts français, causerie. (L'Economie Nouvelle, juillet-août 1922, p. 333-343.)
- Etudes par différents auteurs. — Lebensfragen der Saarwirtschaft, Saarbrücken, Hofer Aug. 1929, in-8, 96 p. (Saar-Wirtschaftsfragen, H. 3.)
- Etudes sur les org. ind. — Les Mines Domaniales françaises de la Sarre. (Ds : Etudes sur les organisations industrielles, I-1930, pp. 163-225.)
- Prof. Dr. FRIEDRICH METZ. — Probleme des deutschen Westens. Eine Aufsatzfolge im Auftrage des Verbandes deutscher Geschichtslehrer. Herausgegeben von Pr. Dr. F. M. (Vorwort von Rühmann) Berlin R. Hobbing, 1929. In-8, 160 p., cartes d, l, t et hors-texte. (Rheinische Schicksalsfragen, Schrift 27-28.) — La question du Rhin et de la Rhénanie. La Sarre, Eupen et Malmédy, le Luxemb.
- FRIEDRICH SCHÖN. — Wörterbuch der Mundart des Saarbrücker Landes von F. S. — Saarbrücker Selbstverlag des Vereins (299 p.) 1928. — V. Mitteilungen des historischen Vereins für die Saargegend. Heft 17.
- PRINZ LUDWIG. — Die Flur und Ortsnamen der Kreise Ottweiler, Saarbrücken, St. Wendel (35 p.) (Teildruck) Diss. 1927.
- JACQUES GAYOT et ROBERT HERLY. — La Métallurgie des Pays de la Sarre moyenne jusqu'en 1915. Nancy-Paris-Strasbourg, 1928. V. Cahiers Sarrois n° 4.
- NIKOLAS FOX. — Saarländische Volkskunde (498 p.) Bonn 1927. (27 pl. fig.) (Volkskunde rheinischer Landschaften, hsg. von Dr. Ad. Wrede).
- Dr. ALBERT KESSLER. — Der Freiheitsbrief für Saarbrücken im Rahmen des deutschen und französischen Stadtrechtsgeschichte (131 p.) Bonn 1927. (Mittellungen des histor. Vereins für die Saargegend. Heft 16 S. 51 - 182.)
- DANIEL HAEBERLE. — Die Saarpfalz, ein Beitrag zur Heimatkunde des Westreichs (92 p.) Kaiserslautern, Hermann Kayser, 1927. (Beiträge zur Landeskunde der Rheinpfalz, Heft 6.)
- Société générale de banque, Strasbourg. — Grand-Duché de

- Luxembourg. Territoire de la Sarre. Leur production, leurs industries, leur commerce (1927). (Extrait de l'Annuaire des Sociétés par actions du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (32 p.)
- Un dossier. — Tracts allemands divers sur les régions contestées et les plébiscites.
- HANS SIEGFRIED WEBER. — Der Kampf um die Saar, Berlin Verlag der deutschen Rundschau, 1928. In-8, xi-192 p. cartes.
- RUSSEL (FRANK M.). — The international government of the Saar Berkeley, Univ. of California Press, 1926, in-8, vi p. pp. 113-249, carte h.-t. (Un. of California publications. Bureau of international relations. Vol. I n° 2.)
- ROY (CHARLES). — L'organisation financière des Mines de la Sarre. (Thèse Paris). Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1926. Grand in-8, v-331 p. graphiques. (Université de Paris, Faculté de Droit). R. C. ds Bibl. Dalloz, 1927.
- N° 1-2, p. 21-22 (favorable).
- Statistisches Amt des Saargebietes. — Bericht des statistischen Amtes des Saargebietes. (Saarbrücken, 1927.)
- BUMILLER (J. M.). — Die völkerrechtliche Stellung der fremden Truppen im Saargebiet. (Berlin 1928.) (Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, Heft, 8.)
- HERLY (ROBERT). — Les conditions de production de la métallurgie sarroise depuis 1815 (109 p.) Nancy, Paris, Strasbourg, 1926. V. Les Cahiers Sarrois, n° 3.
- HERLY (ROBERT). — L'introduction du franc dans la Sarre. Une expérience monétaire. Thèse Nancy, Berg. Levrault, 1925. In-8, viii, 240 p. graphiques h.-t. — Les Cahiers Sarrois publiés sous le patronage de M. Christian Pfister, doyen de la Faculté des Lettres de Strasbourg, n° 2.
- ... — Das Saargebiet des Versailler Vertrages im Spiegel der Karikatur (80 p.). (Saarbrücker Verlag der Saar Illust.) s. d. In-8 oblong. Préface datée déc. 26.
- ANDRES (OTTO). — Grundlagen des Rechtes im Saargebiet. Berlin F. Dümmler, 1926. (Völkerrechtsfragen 13).
- GÖRGEN JOSEPH. — Die Geschichte des Saar-Statuts von Versailles. Saarbrücken, Saarbrücker Drukerei s. d. In-8, 92 p. (Saarländische Zeit-und-Streit-Fragen. I Heft.)
- GOTTSCHALK (MAX). — Les conditions du travail dans le territoire de la Sarre (71 p.). Bruxelles, M. Lamertin, 1925. (Extrait de la Revue de l'Institut de sociologie.)

- Société Générale Alsacienne de Banque. — La vie économique dans les provinces du Rhin. Strasbourg, 1925 (42 p.).
- — Unsere Saar. Heimatblätter für die Saarlandschaft zur Pflege der heimatlichen, heimischen Geschichte, Kunst, Volksart und Natur. Saarlouis, Hansen 1926.
- Dr. GOTTFRIED FITTBOGEN. — Die französischen Schulen im Saargebiet. Eine Studie von Dr. G. P. Berlin 1925 (cartes) (Rheinische Schicksalsfragen, Schrift 4).
- DONALD (Sir ROBERT). — A danger spot in Europe and its government by the League of Nations. London, L. Parsons (1925). In-16, 166 p. carte.
- COURSIER (HENRI). — Le statut international du Territoire de la Sarre. (Nemours 1925.)
- ALLOT (ALEXANDRE). — Université de Paris, Faculté de Droit. Le Bassin de la Sarre. Son organisation politique et administrative, finances, des douanes. Thèse de droit pol. (Nancy, Berger-Levrault, 1924.)
- La S.D.N. — Le Bassin de la Sarre et la ville libre de Dantzig (36 p.) Rec. Fol. E. 29. (Genève 1924.) (Section d'information, Secrétariat de la S.D.N., Genève.)
- BISSHOP. (W. R.). — The Saar controversy. London 1924. (The Grotius Society publications.)
- MARVAUD (ANGEL). — Le Territoire de la Sarre. Son évolution économique et sociale (depuis le Traité de Versailles), Paris, Plon, 1924. In-16, 142 p. carte h.-t. (Bibliothèque du Musée social.)
- SAUPHARD (M.). — Université de Paris. Faculté de Droit. Le commerce de la Sarre. Thèse Paris 1925.
- WEHLBERG (HANS). — La Sarre française. I (1924), III (1926), IV (n° 4), VI (n° 2°). Strasbourg 1924-1929.
- Soc. Gén. Als. de Banque. — Annuaire des sociétés par actions en Alsace et Lorraine, Luxembourg, Sarre. Strasbourg, S.G.A.B. (In-8). Pr. le détail, cf. Fichier des coll.
- FISHER (E. W.). — Die Verhandlungen über die Saarfrage auf der Pariser Friedenskonferenz. Berlin. G. Stilke 1924. In-8 (35 p.) (Schriftreihe der Preussischen Jahrbücher n° 17.)
- Beamtenbund des Saargeb. — Die Beamtenbesoldung im Saargebiet seit dem Jahre 1921. Eine Aufklärungsschrift hsg. von dem Vorstand des Beamtenbundes des Saargebietes. Saarbrücken, Saarbrücker Druckerei u. Verlag. März 1924. In-8, VIII-98 p. 2 tableaux joints.

- WEHLBERG (HANS). — Die Staats-und Völkerrechtliche Stellung des Saargebietes. M. Gladbach, Volksvereins Verlag, 1924. In-8, 55 p. (Staatsbürger-Bibliothek. H. 116.)
- Soc. Houillère de la Sarre et Moselle. — Société Houillère de la Sarre et Moselle. Pierre-Daniel Vouters, ingénieur en chef de la Société. 18 mai 1880-1913, juillet 1924. Paris. Soc. houill. de la S. et M. Gr. in-8, 24 p., portrait h.-t.
- MARVAUD (ANGEL). — Le Territoire de la Sarre. Son évolution économique et sociale (depuis le traité de Versailles), Paris, Plon (1924). In-16, 142 p., carte h.-t. (Bibliothèque du Musée Social.)
- Conférence, Paris. — Procès-verbal de la conférence tenue à Paris les , 76, 8 nov. 1924 pour réglementer le trafic entre les chemins de fer belges, français, luxembourgeois, sarrois d'une part, et les chemins de fer allemands d'autre part. Niederschri über die am 6, 7, 8 nov. 1924, in Paris, abgehaltene Konferenz, 37 p.
- LE CHATELIER (L.). — Souvenirs 1875-1923. Paris, imp. Chaix 1924, in-8, XII-194 p. Chap. à noter : Sur le traité de paix ; L'industrie mécanique allemande ; Sur l'organisation des mines de la Sarre ; La guerre des changes. L'auteur a été pendant 25 ans à la tête des Etablissements J.-F. Cail.
- Monuments historiques. — Bericht des Konservators der geschichtlichen Denkmäler im Saargebiet. Saarbrücken, Dr. v. Gebr. Hofer, 1923.
- OSBORNE (SIDNEY). — The Saar question, a disease spot in Europe. London 1923.
- MAYER-GWENSEN (HANS). — Französische Spionnage und Propaganda am Rhein und an der Saar : 18 Monate im Dienst der « Grossen Nation ». Berlin, 1923 (95 p.).
- PRIOU (JEAN). — Le Territoire de la Sarre. Etudes politiques et économiques. 2^e édition revue et corrigée, 1923. Grd in-8, 223 p.
- RAUSCH (BERNHARD). — Die Saarpolitik Frankreichs. Vorläufer und Vorbild seiner Politik am Rhein u. an der Ruhr. Berlin, Zentralverlag, 1923. In-8, 32 p.
- PURRA (P.). — Saargebiet und Friedensvertrag, Hamburg. Hanseatische Verlagsanstalt, s. d. In-8, 8 p. (Beruf, politik, Leben, 22.)
- COBLENTZ (HERMANN). — Das Saargebiet als Vorbild französische Wirtschaftskunst. Berlin, Trowitzsch, 1923. In-8, 16 p. (Frankreichs Ringen um Rhein u. Ruhr. Eine Schriftenreihe zur Abwehr. 3.)

- SCHEIDEWIN (WOLFGANG). — Quellenmaterial zum Kampf um Rhein, Saar u. Ruhr, herausgegeben von W. S. Potsdam, Ed. Stein, 1923. In-4. Pour le détail, cf. Fichier des collect.
- Association française de la Sarre. — Memorandum sur la Question Sarroise, Paris, Association française de la Sarre, s. d. In-4, 7 p. n. ch.
- Association française de la Sarre. — Le problème sarrois. (Paris, Association frse de la Sarre), s. d. In-8, 8 p.
- Associat. franç. de la Sarre. — La Sarre par un Franco-Sarrois (Nancy, impr. Roger, 1923). In-8, 16 p.
- Assoc. franç. de la Sarre. — Rhein, Saar u. Ruhr im Lichte der Französischen Presse.
- Sitzungsbericht. — Die Saar-Interpellation im Preussischen Landtag, Sitzung vom 23 jan. 22. Nach dem amtlichen, stenographischen Sitzungsbericht, München, Südwest, deutscher Verlag 1922. In-8, 51 p.
- OLDMERT (KARL). — Das Saargebiet. Dans : Die Politischen Parteien der Staaten des Erdballs (1924), 4-7 Heft, pp. 17-24.
- FARRÈRE (CLAUDE). — Trois promenades. Paris 1922.
- VIDAL DE LA BLACHE (P.), GALLOIS (L.). — Le Bassin de la Sarre. Etude historique et économique, 2^e édition. Paris. A. Colin, 1923. In-16, 102 p. cartes dont 2 h.-t. Les cartes h.-t. manquent).
- VIDAL DE LA BLACHE (P.), GALLOIS (L.). — Le Bassin de la Sarre. Clauses du traité de Versailles. Grand ni-8 (26 x 16), 55 p., 2 c. h. t. — Reproduction d'articles parus dans les *Annales de Géogr.* (15 juillet 1919) et d'un mémoire écrit par M. V. d. L. Bl. en 1917.
- VIDAL DE LA BLACHE (P.). — La frontière de la Sarre. Dans : *l'Alsace-Lorraine et la frontière du Nord-Est*, 1918, p. 77-96.
- Historischer Verein. — Mitteilungen des historischen Vereins für die Saargegend (Saarbrücken, 1922).
- PANGE (JEAN DE). — Les libertés rhénanes. Pays rhénans. Sarre. Alsace. (La France et les libertés rhénanes. Le traité de Versailles et son application. L'organisation du régionalisme. (1922.)
- ANSCHUTZ (HUGO). — Der Kampf der Saarbeamten unter der Völkerbundsregierung. Frankfurt-a-Main. Selbstverlag des Verfassers, 1922. In-8, 88 p.
- Saarinterpellation. — Frankreichs Saarpolitik. Die Saarinterpellation im bayerischen Landtag am 14 und 15 februar 1922.

- Herausgegeben nach dem amtlichen stenographischen Protokoll. München, Süddeutsches Verlag 1922. In-8, 82 p.
Separatabdruck aus der « Neuen Zürcher Zeitung » n^{os} 38,
- HALPERIN (JOSEPH). — Im Saargebiet. S.l.n.n. 1922. In-16, 54 p.
63, 81, 90, 102, 108, 118 u. 126 vom 11., 15., 19., 22., 24.,
19., 21., 24.,
24., 25., 26 und 29 Januar 1922.
- GALITZA (THEODORE). — Du droit de voter dans les plébiscites contemporains. Contribution à l'étude des plébiscites. Slesvig. Le Bassin de la Sarre. Hte-Silésie.
- GYGAX (PAUL). — Im Saargebiet. S.l.n.n. (1921). In-16, 31 p.
(Separatabdruck aus der *Neuen Zürcher Zeitung*. Nummern 1197, 1200, 1212, 1208 u. 1222 vom 19, 20, 22, 23, u. 25 August 1921.)
- SAVELKOUKS (HERM.). — Der « Franc » im Saargebiet. Stuttgart. Berlin. J. G. Gotta 1921. In-8 VIII-148 p. (Münchener Volkswirtschaftliche Studien).
- Statuts. — Statuts du Cercle des Officiers de la place de Sarrebrück. *Sarrebrück impr. du Nouveau Courrier de la Sarre* (1920). In-8 12 p.
- CRUTTWEIL (C. R.). — The settlement of the western frontiers of Germany. A history of the peace Conference of Paris. Vol. II (1920), pp. 159-196. (Als.-Lorr., Sarre, Lux., Belg.).
- NIOGRET (PH.). — Projet de loi créant un office des mines domaniales de la Sarre. Annexe au procès-verbal de la première séance du 27 déc. 1919 de la Chambre des Députés (document n^o 99). Rapp., Lyon imp. A. Rey (1920). Gr. in-8^o 10 p. (Chambre de Commerce de Lyon. Séance du 18 mars 1920.)
- G. W. PROTHERO. — Lorraine and Saar minefields (Editorial note by G. W. Prothero) *London H.M.S.O.* 1920. In-8, vi-29 p. (Handbooks prepared under the direction of the historical Section of the Foreign office n^o 31.)
- LUPKE (ADOLF). — Die Wärungaustellung in den Wirtschaftsbetrieben des Saargebietes. *Köln, O. Müller, s. d.* In-8, 105 p.
- Dr WALTHER CARTELLIERI. — Wirtschaftskunde des Saargebietes (56 p.). Häusen Verlagsgesellschaft m.b.H. Saarlouis, 2^e éd. 1934.
- Dr. HEINRICH SCHNEIDER. — Unsere Saar (64 p.) Verlag : Edwin Runge, Berlin-Tempelhof, 1934.
- Edit. des Port. — La Sarre (244 p.) Editions des Portiques, Paris, 1934.

- R. LANGENER. — Ausnahmeverordnungen der Regierungskommission des Saargebietes (64 p.). Saarbrücker Druckerei und Verlag A. G. Saarbrücken, 1934.
- Dr. jur. CURT GROTEN. — Kommentar zu den Abstimmungs-Vorschriften des Saargebietes (48 p.). Verlag Gebr. Hofer A. G. Saarbrücken, 1934.
- Dr. jur. CURT GROTEN. — Die Volks abstimmung im Saargebiet. Weidmannsche Buchhandlung, Berlin, 1934.
- HERMANN RÖCHLING. — Wir halten die Saar, 1934.
- MISS SARAH WAMBAUGH. — Plebiscites since the world war.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

<i>A un Carrefour de l'Histoire de la Société des Nations.....</i>	<i>7</i>
--	----------

PREMIERE PARTIE

<i>La Consultation populaire sarroise</i>	<i>9</i>
---	----------

CHAPITRE PREMIER. — <i>La signification juridique et la portée de la Consultation populaire sarroise selon les textes du Traité de Versailles et à la lumière des précédents historiques</i>	<i>9</i>
--	----------

§ 1. Les Précédents Historiques	9
---------------------------------------	---

a) Les plébiscites napoléoniens Savoie et Comté de Nice. — Le Traité de Prague. Principe démocratique. — Théorie des nationalités	9
---	---

b) Les plébiscites d'après-guerre. — Haute-Silésie 1921. — Sleswig 1920	19
---	----

§ 2. Le texte de Droit positif qui régit la consultation populaire sarroise : Le Traité de Versailles.....	22
--	----

§ 3. Le concept de la consultation populaire sarroise tel qu'il résulte des précédents historiques et du texte du Traité de Versailles	30
--	----

CHAPITRE II. — <i>La position des trois candidats au suffrage. Les forces qui seront déclenchées en fonction de l'importance et de l'enjeu du plébiscite. — Les grands facteurs extérieurs qui agiront, ou tenteront d'agir sur le plébiscite</i>	<i>35</i>
---	-----------

§ 1. Rattachement à la France	35
-------------------------------------	----

§ 2. L'Allemagne et le Nazisme	38
--------------------------------------	----

§ 3. La Société des Nations et le Monde Civilisé.....	40
---	----

§ 4. Les grandes puissances spirituelles ou politiques non directement intéressées au plébiscite de la Sarre	42
--	----

CHAPITRE III. — <i>L'Action allemande</i>	47
§ 1. La propagande en Allemagne et à l'étranger.	48
§ 2. La propagande en Sarre	50
§ 3. L'action diplomatique	55
§ 4. Incidents violents. Putsch	56

CHAPITRE IV. — <i>Préparation et organisation de la consultation populaire sarroise. — Les dispositions prises par le Traité de Versailles et les organismes qui en sont issus</i>	59
§ 1. Le Traité de Versailles	59
§ 2. Le Conseil de la Société des Nations.....	60
§ 3. Le Comité du Conseil.....	65
§ 4. La Commission du Plébiscite.....	83
§ 5. Le règlement pour le vote plébiscitaire.....	84

DEUXIEME PARTIE

<i>Les Conditions du bien-être de la population sarroise</i>	93
--	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Cadre juridique. — Statut constitutionnel actuel de la Sarre</i>	95
---	----

CHAPITRE II. — <i>Situation démographique et hygiène publique</i>	99
---	----

CHAPITRE III. — <i>Cadre économique. — Evolution de la vie économique sarroise depuis l'instauration du régime créé par le Traité de Versailles</i>	101
---	-----

§ 1. Les Mines	102
§ 2. Industrie	106
§ 3. Agriculture	107
§ 4. Commerce	108

CHAPITRE IV. — <i>Cadre spirituel</i>	113
§ 1. Histoire	113
§ 2. Les Religions	118
§ 3. La Culture.	120

CHAPITRE V. — <i>Cadre politique</i>	123
§ 1. Les partis politiques	123
§ 2. Les journaux	124

TROISIEME PARTIE

<i>La Décision de la Société des Nations</i> ,	129
--	-----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les conséquences résultant de l'application des solutions prévues par le Traité de Versailles</i>	129
§ 1. Rattachement à la France	129
§ 2. Rattachement à l'Allemagne.	130
§ 3. Statu quo	133

CHAPITRE II. — <i>L'hypothèse d'un régime nouveau, comportant l'autonomie de la Sarre sous le contrôle de la Société des Nations</i>	135
§ 1. Ce que pourrait être la future constitution de la Sarre	135
§ 2. L'Armée Internationale au service de la Société des Nations	136
§ 3. Organisation économique du territoire	138

CHAPITRE III. — <i>Les changements survenus depuis la session de Décembre 1934 du Conseil de la Société des Nations. — Les perspectives nouvelles</i>	141
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	145
-------------------------	-----

E R R A T A

- Page 7. — Ligne 10 : Au lieu de *Convenant*, lire *Covenant*.
- 9. — Sous Chapitre premier, lire : *et la portée de la consultation populaire sarroise selon les textes du traité de Versailles et à la lumière des précédents historiques.*
- § 1. — LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES
- A. — *Les plébiscites Napoléoniens. — Savoie et Comté de Nice, etc...*
- 15. — Ligne 23 : Au lieu de *limes romanuns*, lire *limes romanus*.
- 26. — Ligne 15 : au lieu de *sovereingty*, lire *sovereignty*.
- 27. — Ligne 9 : au lieu de *traducteur allemand*, lire *traducteur français*.
- 28. — Ligne 13 : au lieu de *des textes*, lire *du texte*.
- 39. — Ligne 5 : au lieu de « *Mein kampf* », lire « *Mein Kampf* ».
- 39. — Ligne 11 : au lieu de *l'islanisme*, lire *l'islamisme*.
- 39. — Ligne 13 : au lieu de *manfiestation*, lire *manifestation*.
- 40. — Ligne 2 : au lieu de *et qu'elle puisse*, lire *et dans laquelle elle puisse*.
- 85. — Ligne 17 : au lieu de *ppartiendra*, lire *appartiendra*.
- 95. — Supprimer la ligne 6, et lire : *dont le premier avait toujours été sacrifié au second quand ils s'opposaient dans un même lieu.*
- 96. — Ligne 4 : au lieu de *une expérience*, lire *une des expériences*.
- 117. — Ligne 35 : au lieu de *peines*, lire *peine*.
- 127. — Ligne 31 : au lieu de *ses pouvoirs*, lire *ces pouvoirs*.
- 130. — Ligne 28 : au lieu de *les rapports*, lire *des rapports*.
- 133. — Ligne 6 : au lieu de *du erritoire*, lire *du territoire*.
- 136. — Ligne 6 : au lieu de *deyra*, lire *devra*.
- 138. — Ligne 16 : au lieu de *servitudse*, lire *servitudes*.
- 145. — Supprimer le sous-titre et les Abréviations.

